

# SÉCURITÉ

# 45

MARS/2025



# FINANCIÈRE

*Chef du Centre antiterroriste des États membres de la CEI*

**EVGUENI  
SYSOEV :**

*« La construction d'un système efficace de coopération antiterroriste est impossible sans l'unification des efforts de toutes les entités impliquées dans la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme »*







## YOURI TCHIKHANTCHINE :

Directeur de Rosfinmonitoring (Service fédéral de surveillance financière), président du Conseil de rédaction

# CHERS LECTEURS!



**L**e premier numéro de la revue « Sécurité financière » de cette année est consacré à la lutte contre le terrorisme et son financement. Le sujet n'a pas été choisi par hasard : il représente aujourd'hui l'une des menaces les plus graves pour de nombreux pays. Le rapport de l'Institut pour l'économie et la paix intitulé « Indice mondial du terrorisme 2024 » présente des statistiques sombres. Le nombre de morts dus aux attaques terroristes a augmenté de 22%, ce qui est le chiffre le plus élevé depuis 2017<sup>1</sup>.

Le terrorisme ignore les frontières, il n'a pas d'appartenance nationale ou religieuse, pas de visage. Il est évident que la lutte contre ce terrible phénomène ne peut être efficace que dans le cadre d'efforts conjugués au niveau international. Il y a plus de 25 ans, le 9 décembre 1999, la 54e session de l'Assemblée générale des Nations Unies adoptait

la Convention internationale pour la répression du financement du terrorisme ; aujourd'hui nous réaffirmons notre adhésion aux principes de la coopération multilatérale pour lutter contre cette menace mondiale. Je voudrais souligner que l'une des priorités de Rosfinmonitoring est de renforcer l'interaction avec nos confrères d'autres pays sur les plateformes de l'ONU, de la CEI, de l'OTSC, de l'OCS, des BRICS et d'autres.

La coopération continue de se développer de manière dynamique dans le cadre des activités du Groupe Eurasie (EAG), du Groupe d'Action Financière du Moyen-Orient et de l'Afrique du nord (GAFIMOAN) et d'autres organismes régionaux de type GAFI.

Je voudrais souligner le rôle du Conseil des chefs des cellules de renseignement financier des États membres de la CEI (CRF CH de la CEI) dans l'échange rapide d'informations, l'élaboration et l'application de mesures communes visant à lutter contre le financement du terrorisme. Sous les auspices du Conseil, l'opération « Barrière » est menée afin de surveiller les flux financiers transfrontaliers. Sous ces mêmes auspices, le Centre international d'évaluation des risques de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme (CIER) poursuit ses travaux.

Dans le contexte d'utilisation d'actifs virtuels par les terroristes,

le développement d'outils d'analyse devient particulièrement pertinent. Ainsi le service numérique de surveillance des transactions de crypto-monnaie « Blockchain Transparente », est utilisé à la fois par les participants au système national de lutte contre le blanchiment de capitaux et par les partenaires de la Russie à l'étranger.

Au fil des années, nous avons réussi à mettre en place un système d'interaction bien coordonné entre les forces de l'ordre, les agences gouvernementales compétentes et les organismes internationaux. Ce système organise un partenariat antiterroriste efficace.

Dans les pages de ce numéro, vous trouverez des articles d'opinion d'experts russes et étrangers appartenant à des organisations, des ministères et des départements qui contribuent énormément à la lutte contre le terrorisme et son financement, qui représentent l'avant-garde de cette confrontation. Les auteurs abordent les questions du cyberterrorisme et de l'utilisation des nouvelles technologies par les criminels, la coopération internationale au service de la sécurité mondiale, le partenariat interagence ainsi que d'autres sujets.

Chers lecteurs, j'espère que les documents d'experts présentés vous seront utiles et vous feront découvrir de nouvelles facettes des questions étudiées.

<sup>1</sup> Key findings from the 2024 Global Terrorism Index, 29.02.2024. URL: <https://www.visionofhumanity.org/7-key-findings-from-the-global-terrorism-index-2024/>.



# TABLE DES MATIÈRES

**6 VLADIMIR VORONKOV**  
Lutte internationale contre le terrorisme : vers un monde plus sûr

**9 IGOR KRASNOV**  
La lutte contre le terrorisme est l'une des priorités du travail des autorités du parquet

## Unir nos efforts : une réponse collective au terrorisme

**11 EVGUENI SYSOEV**  
Les questions de sécurité nationale doivent être considérées uniquement dans le contexte de la coopération internationale

**19 ALEXANDRE BASTRYKINE**  
Pour la défense des intérêts nationaux du pays

**23 IVAN KORNEV**  
Le financement du terrorisme comme menace mondiale

## La coopération internationale au service de la sécurité mondiale

**27 ULARBEB CHARCHEEV**  
Sur les mesures prises par la Structure régionale antiterroriste de l'Organisation de coopération de Shanghai pour lutter contre le financement des activités terroristes

**29 SERGUEÏ VERCHININE**  
Groupe de travail des BRICS contre le terrorisme: unir nos efforts pour une sécurité commune

**32 SERGUEÏ GONTCHAR**  
Opération régionale de l'OTSC « Les illégaux »: rôle et importance des cellules de renseignement financier des États membres de l'Organisation lors de sa conduite

**35 MAMITIANA RAJAOUNARISUN**  
Madagascar contre le terrorisme : une dynamique efficace

**37 MORTEZA PARVANE CHAMAMI**  
Communications interagences au sein du Groupe Eurasie dans la lutte contre le terrorisme : coopération mutuellement bénéfique entre la République islamique d'Iran et l'EAG

**40 IVAN ANISIMOV**  
Projet de l'EAG visant à créer un bulletin d'information sur les activités des groupes terroristes



**11 EVGUENI SYSOEV**  
Les questions de sécurité nationale doivent être considérées uniquement dans le contexte de la coopération internationale



**19 ALEXANDRE BASTRYKINE**  
Pour la défense des intérêts nationaux du pays



**27 ULARBEB CHARCHEEV**  
Sur les mesures prises par la Structure régionale antiterroriste de l'Organisation de coopération de Shanghai pour lutter contre le financement des activités terroristes

**29**  
**SERGUEÏ VERCHININE**  
 Groupe de travail des BRICS contre le terrorisme: unir nos efforts pour une sécurité commune



**44** **EVGUENI ILYIN**  
 Retour d'expérience dans la création d'un système national de lutte contre le terrorisme dans la Fédération de Russie

**32**  
**SERGUEÏ GONTCHAR**  
 Opération régionale de l'OTSC « Les illégaux »: rôle des cellules de renseignement financier

**42 SALTANAT BAISBAI**  
 Coopération internationale dans la lutte contre le financement du terrorisme : l'expérience du Kazakhstan

**Le partenariat interagence est la clé de la résilience antiterroriste à long terme : expériences de différents pays**

**44 EVGUENI ILYIN**  
 Retour d'expérience dans la création d'un système national de lutte contre le terrorisme dans la Fédération de Russie

**51 KANATE ASANGULOV**  
 Évaluation de la menace de financement du terrorisme en République kirghize : résultats de l'analyse des risques

**54 DMITRI DANILOV**  
 Lutte contre le financement et le soutien informationnel du terrorisme dans le contexte des risques actuels

**58 KHALIM MIRZOALIEV**  
 Prévention de la propagation du terrorisme et de l'extrémisme chez les jeunes en République du Tadjikistan

**60 YOURI SEDYKH**  
 Contribution du Centre de situation de l'Agence fédérale pour les affaires ethniques en Russie à la lutte contre les idées radicales et leur financement

**62 GRIGORI TARANENKO**  
 Lutte contre le terrorisme dans le Caucase du Nord : expérience de la filiale régionale de Rosfinmonitoring pour le District fédéral du Caucase du Nord

**Cyberterrorisme : défis et solutions**

**65 SERGUEÏ TCHURILOV**  
 Éviter que ne se répande la marginalisation numérique chez les jeunes : approches du Centre national d'information sur la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme dans le milieu éducatif et sur Internet

**67 AKHMED BARAKA**  
 Terrorisme numérique : comment les technologies modernes contribuent à la montée de l'extrémisme et au financement du terrorisme

**70 GUENRIKH MELIKYAN**  
 Propagande du terrorisme sur Internet dans la CEI. Mesures de réponse

**Tribune des jeunes spécialistes**

**75 AMINE RAUFI**  
 Coopération dans l'intérêt de la sécurité internationale

**77 GUERMAN LYUBATUROV**  
 Les listes de terroristes et d'extrémistes comme outil efficace pour lutter contre les activités destructrices

**Actualités du système anti-blanchiment**

**80 MOSCOU :** Une réunion de travail a eu lieu entre Rosfinmonitoring et la délégation du Comité exécutif de la Structure régionale antiterroriste de l'OCS

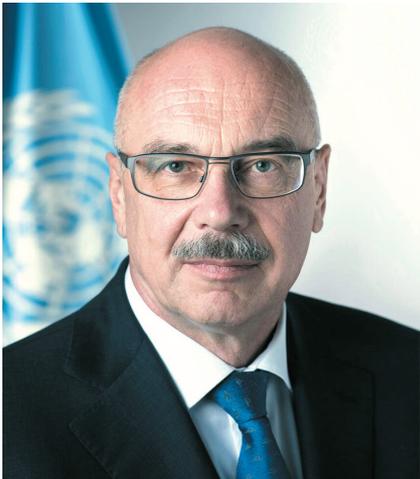
**80 VIENNE :** Réunion du Groupe d'experts sur la lutte contre le financement de la prolifération des armes de destruction massive (FP)

**80 BANGKOK :** Réunion régionale Asie-Pacifique afin de préparer le 15e Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale

**81 MINSK :** Séminaire pour les États membres du Groupe Eurasie (EAG) sur les normes du Groupe d'action financière (GAFI)

# LUTTE INTERNATIONALE CONTRE LE TERRORISME : VERS UN MONDE PLUS SUR

Le terrorisme et l'extrémisme violent qui y conduit demeurent une grave menace pour la paix et la sécurité internationales, les droits de l'homme et le développement durable, ils causent des souffrances aux populations du monde entier. La lutte contre le financement du terrorisme et l'utilisation abusive des nouvelles technologies est essentielle pour contrer cette menace



**> VLADIMIR VORONKOV**  
*Secrétaire général adjoint,  
Office des Nations Unies pour la  
lutte contre le terrorisme*

Les groupes terroristes tels que l'État islamique en Irak et au Levant (EIL)\* et Al-Qaïda\* deviennent de plus en plus localisés, et leurs filiales régionales deviennent décentralisées et autonomes. Selon le 20e rapport du Secrétaire général des Nations Unies sur la menace posée par l'EIL (Daech)\*, la situation dans les zones de conflit en Afrique, notamment en Afrique de l'Ouest et au Sahel, est particulièrement préoccupante. Au Moyen-Orient, l'EIL\* pourrait profiter du vide sécuritaire après la chute du gouvernement de Bachar

al-Assad en Syrie en décembre 2024, et les camps et prisons du nord-est du pays qui abritent des combattants terroristes étrangers et locaux restent une source de préoccupation importante. En Afghanistan, l'État islamique au Khorassan (EI-K)\* représente une menace transrégionale importante.

● **L'EIL\* et Al-Qaïda\* continuent d'utiliser les nouvelles technologies pour leurs opérations, leur propagande et leur recrutement.**

Selon certaines informations, ils utilisent de plus en plus de cryptomonnaies anonymes, l'impression 3D, les drones, les véhicules marins sans pilote, ainsi que les systèmes de surveillance. Ils collecteraient des fonds via les réseaux sociaux, en utilisant des méthodes « créatives » telles que les jeux vidéo et les plateformes de jeux. Ils font déjà un usage intensif de l'intelligence artificielle (IA) à des fins de propagande et de recrutement, et le darknet facilite leurs activités cybercriminelles.

## LES ORGANES DE LUTTE CONTRE LE TERRORISME DES NATIONS UNIES ET LE RÔLE DE L'OFFICE DES NATIONS UNIES POUR LA LUTTE CONTRE LE TERRORISME (ONUT)

Les Nations Unies et ses organes de lutte contre le terrorisme aident les États membres à lutter contre la menace transnationale croissante du terrorisme. L'Office des Nations Unies pour la lutte contre le terrorisme (ONUT) dirige l'exécution des mandats antiterroristes de l'Assemblée générale, améliore la coordination, assure la cohérence des activités des Nations Unies de lutte contre le terrorisme et la mise en œuvre équilibrée des quatre piliers de la Stratégie antiterroriste mondiale, elle soutient par ailleurs les États membres en leur fournissant une assistance technique et en renforçant leurs capacités dans le cadre de 18 programmes mondiaux.

La Stratégie antiterroriste mondiale, adoptée en 2006 par l'Assemblée générale des Nations Unies et actualisée tous les deux ans, fournit des orientations aux États membres pour lutter de manière globale contre le problème du terrorisme au niveau mondial grâce à la coopération internationale. La consolidation des

organes de lutte contre le terrorisme des Nations Unies a commencé avec la création en 2017 de l'ONUT, qui fut la première réforme institutionnelle majeure du Secrétaire général António Guterres depuis son entrée en fonction.

Dans le cadre de son mandat, l'ONUT coopère étroitement avec les organes auxiliaires du Conseil de sécurité, tels que le Comité contre le terrorisme et sa Direction exécutive (DECT), ainsi qu'avec le Comité 1267/1989/2253 concernant l'EIL/Daech\* et Al-Qaida\* et enfin le Groupe de surveillance.

## LUTTE CONTRE LE FINANCEMENT DU TERRORISME

Les groupes terroristes utilisent des méthodes illégales comme légales pour obtenir des fonds, ainsi que pour les déplacer, les stocker et les gérer, en utilisant les dons, les activités criminelles et en exploitant des entreprises à leurs propres fins. Alors que les méthodes traditionnelles telles que la contrebande d'espèces et le système de transfert de fonds (hawala) restent répandues, les groupes terroristes utilisent de plus en plus les technologies numériques, notamment les réseaux sociaux, le commerce électronique et les cryptomonnaies.

En réponse à la résolution 2462 (2019) du Conseil de sécurité des Nations Unies, l'ONUT a élaboré le Programme mondial de lutte contre le financement du terrorisme (PFT). Ce programme fournit une assistance technique aux États membres, y compris un soutien aux niveaux national et régional, et contribue à renforcer les mécanismes nationaux de lutte contre le financement du terrorisme alignés sur les recommandations du Groupe d'action financière (GAFI).

### **Le Programme mondial de lutte contre le financement du terrorisme apporte son soutien pour améliorer l'approche fondée sur les risques par le biais d'évaluations des risques régionaux, nationaux et sectoriels.**

Il s'agit également de la lutte contre l'utilisation abusive des actifs virtuels, la protection du secteur à but non lucratif contre le risque de financement du terrorisme, le renforcement des capacités d'enquête financière et le recours aux partenariats public-privé.

**>10 000**  
**professionnels du monde entier**  
ont été formés dans le cadre du programme depuis 2020, ce qui a renforcé les capacités des organismes publics et privés dans ce domaine.



Une réalisation importante du Programme a été la publication du « Manuel de la détection et de l'enquête de l'utilisation criminelle des crypto-monnaies et de leur confiscation », élaborées en partenariat avec le Groupe Eurasiatique (EAG) et Rosfinmonitoring. Ce manuel aide les forces de l'ordre à lutter contre l'anonymat et la mondialisation des plateformes d'actifs virtuels, de la finance décentralisée (DeFi), des jetons non fongibles et des portefeuilles non hébergés. Ce document propose des solutions pratiques pour renforcer les mesures contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme. En 2025, la deuxième phase de cette initiative a été lancée, l'étendant à d'autres organismes régionaux de type GAFI pour actualiser et promouvoir ce Manuel.

En outre, l'EAG et l'ONUT ont collaboré pour fournir un soutien ciblé aux États d'Asie centrale, en élaborant des plans d'assistance technique pour le Kirghizistan et le Tadjikistan visant à protéger le secteur non lucratif du financement du terrorisme.

En Afrique de l'Est et du Sud, le programme PFT soutient les efforts

de lutte contre le financement du terrorisme par le biais de l'évaluation des risques régionaux du Groupe d'action contre le blanchiment de capitaux de cette région (GABAOA). Au Proche-Orient et en Afrique du Nord, des partenariats d'assistance technique ont été formés, notamment avec les Émirats Arabes Unis, le Royaume d'Arabie Saoudite et la Ligue des États Arabes. Ce programme encourage également le développement du logiciel goFintel pour améliorer l'assistance aux cellules de renseignement financier et aux autres forces de l'ordre compétentes dans la conduite d'enquêtes financières destinées à lutter contre le blanchiment de capitaux, le financement du terrorisme et d'autres formes graves de criminalité.

En ce qui concerne les activités de suivi, les États membres ont récemment adoptés les directives Algériennes dans le but de prévenir, détecter et combattre l'utilisation des technologies financières nouvelles et émergentes à des fins terroristes. Ces directives enrichissent et adaptent le Programme PFT aux recommandations du GAFI et aux besoins d'assistance technique identifiés par la DECT.

## LUTTE CONTRE L'UTILISATION ABUSIVE DES NOUVELLES TECHNOLOGIES

Les groupes terroristes utilisent des technologies avancées telles que l'impression 3D de composants d'armes et l'expérimentation de l'IA, notamment pour mener des attaques, recruter et financer leurs activités illégales.

Au cours des dernières décennies, les nouvelles technologies, avec leur disponibilité croissante, sont devenues un facteur majeur de progrès économique, mais leur utilisation abusive constitue une menace pour la sécurité internationale et les droits de l'homme. Les terroristes utilisent de plus en plus Internet et les réseaux sociaux pour radicaliser, recruter, inciter à la violence et revendiquer la responsabilité d'attaques, de recrutement, de collecte des fonds, d'achat d'armes et de distribution des manuels de formation. Dans le même temps, le développement de l'IA, notamment dans le domaine des algorithmes avancés et de l'apprentissage automatique, renforce le potentiel des forces de l'ordre, et des applications connexes sont déjà en cours de développement.

Lors du huitième examen de la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies, l'Assemblée générale a chargé l'ONUT et d'autres agences

des Nations Unies de soutenir des mesures innovantes visant à renforcer la capacité des États à utiliser les nouvelles technologies. Depuis 2021, l'ONUT a formé plus de 4 000 fonctionnaires de plus de 150 pays dans le cadre du Programme mondial de cybersécurité. Le programme couvre la protection des infrastructures critiques contre les cyberattaques menées par des groupes terroristes ; la lutte contre l'utilisation terroriste du darknet, les enquêtes sur les actifs virtuels et la criminalistique numérique.

En octobre 2022, le Comité contre le terrorisme du Conseil de sécurité des Nations Unies a adopté à l'unanimité la Déclaration de Delhi sur la lutte contre l'utilisation des nouvelles technologies à des fins terroristes. Les recommandations élaborées continueront de faciliter le travail de l'ONUT dans ce domaine.

## RESPECT DES DROITS DE L'HOMME DANS LA LUTTE CONTRE LE TERRORISME

Le mandat du Conseil de sécurité des Nations Unies régle la lutte contre les groupes terroristes figurant sur sa liste. Le Conseil de sécurité et l'Assemblée générale des Nations Unies souligne régulièrement que les mesures prises pour lutter contre le terrorisme doivent être conformes au droit international, notamment à la réglementation internationale

des droits de l'homme, au droit international des réfugiés et au droit international humanitaire.

## CONCLUSION

La menace que représentent Al-Qaida\*, l'EIL (Daech)\* et leurs affiliés pour la paix et la sécurité internationales reste grave. Malgré d'importants efforts de lutte contre le terrorisme, ces groupes ont fait preuve de résilience et d'adaptabilité, notamment en utilisant de nouvelles technologies financières pour organiser leurs opérations, tels que les cryptomonnaies et les transactions numériques illégales, rendant nécessaire une plus grande coopération internationale.

Conformément à la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies et aux résolutions du Conseil de sécurité, l'ONUT aide les pays à lutter contre le financement du terrorisme et à prévenir l'utilisation abusive des nouvelles technologies. Ce faisant, l'Office utilise des méthodes innovantes et de nouvelles technologies dans le cadre de ses programmes mondiaux. Nous apprécions notre coopération étroite et constructive avec la Fédération de Russie dans la lutte contre les menaces terroristes, en particulier dans la lutte contre le financement de cette activité criminelle.

\* Reconnue comme terroristes, leurs activités sont interdites sur le territoire de la Fédération de Russie.



# LA LUTTE CONTRE LE TERRORISME EST L'UNE DES PRIORITÉS DU TRAVAIL DES AUTORITÉS DU PARQUET



## ▶ IGOR KRASNOV

*Procureur général de la Fédération de Russie, Président du Conseil de coordination des procureurs généraux des États membres de la CEI*

la lutte contre le soutien financier aux terroristes. L'année dernière, les procureurs ont transmis des affaires pénales aux tribunaux pour plus de 1 500 crimes terroristes, presque le même nombre pour des crimes extrémistes et environ 200 affaires liées au financement de ces activités illégales.

Dans le même temps, une surveillance financière de qualité constitue une aide importante pour résoudre de tels crimes. Les matériels reçus du Service, auxquels s'ajoutent les résultats des travaux opérationnels, produisent un effet synergique, permettant d'apporter des ajustements opportuns aux activités de surveillance et d'application de la loi afin de prévenir les violations et les crimes.

Au total, plus de 200 000 violations dans le domaine de la lutte contre le terrorisme ont été identifiées en 2024, parallèlement à cela, plus de 18 000 réclamations ont été déposées, presque toutes ont déjà été satisfaites, certaines sont toujours en cours d'examen et 65 000 demandes ont été présentées. Il s'agit du résultat de l'application d'une approche fondée sur les risques et du travail coordonné de la communauté des procureurs.

La nature transfrontalière du terrorisme nécessite une coordination et une coopération sur la scène internationale.

À cette fin, le Bureau du Procureur général a organisé des réunions avec des représentants des forces de l'ordre étrangères, au cours desquelles les questions de lutte contre le terrorisme et les phénomènes connexes, notamment l'extrémisme et la migration illégale, ont été discutées en détail. L'échange d'expériences avec des confrères de Cuba, de Turquie, du Tadjikistan, du Cambodge et d'autres pays nous a permis d'élargir les limites de nos compétences et d'aider nos confrères étrangers à améliorer leurs méthodes de travail.

À l'initiative du Groupe Eurasie (EAG), un forum conjoint du Groupe et du Conseil de coordination des procureurs généraux des États membres de la CEI s'est tenu en République du Bélarus l'automne dernier. La lutte contre le terrorisme a fait l'objet de présentations des rapporteurs, et les débats ont montré la valeur de ce format.

Pour terminer, je voudrais souligner le rôle important joué par la revue « Sécurité financière » dans l'amélioration de la coopération interagence et internationale, c'est l'une des plates-formes les plus efficaces pour l'échange de vues et de données d'expérience entre professionnels ainsi qu'entre experts dans le domaine de la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme.

Ces dernières années, la Fédération de Russie a été confrontée à de nouveaux défis liés au terrorisme international, notamment le sabotage des gazoducs Nord Stream et le meurtre de nos concitoyens à Crocus City Hall. Un niveau élevé de vigilance et des efforts maximums sont exigés de la part de tous les départements concernés pour contrer l'idéologie du terrorisme, du fascisme et des mouvements religieux radicaux.

Les questions relatives à l'amélioration des activités conjointes dans ce domaine ont fait l'objet de discussions lors d'une réunion élargie tenue l'année dernière au Bureau du Procureur général. Rosfinmonitoring, en tant que l'un de ses principaux participants, a fait les propositions les plus importantes, qui sont reflétées dans la décision et deviendront la base d'une lutte efficace contre le terrorisme.

Les cellules de renseignement financier contribuent de manière significative à la cause commune de



# *UNIR NOS EFFORTS : UNE RÉPONSE COLLECTIVE AU TERRORISME*

---

**11** **EVGUENI SYSOEV**  
Les questions de sécurité nationale doivent être  
considérées uniquement dans le contexte de la  
coopération internationale

---

**19** **ALEXANDRE BASTRYKINE**  
Pour la défense des intérêts nationaux du pays

---

**24** **IVAN KORNEV**  
Le financement du terrorisme comme menace  
mondiale

---

# EVGUENI SYSOEV :



**LES QUESTIONS  
DE SÉCURITÉ  
NATIONALE DOIVENT  
ÊTRE CONSIDÉRÉES  
UNIQUEMENT DANS  
LE CONTEXTE DE  
LA COOPÉRATION  
INTERNATIONALE**



## **Evgueni Sysoev**

*Chef du Centre antiterroriste des États membres de la Communauté des États indépendants*

En juin de cette année, le Centre antiterroriste des États membres de la CEI (CAT de la CEI) célèbre ses 25 ans. Depuis un quart de siècle, une riche expérience a été accumulée dans l'organisation et la conduite d'exercices antiterroristes conjoints ; en coopération avec l'Assemblée interparlementaire de la CEI, plus de 100 actes juridiques types dans le domaine de la sécurité ont été adoptés, note le chef du CAT de la CEI, le colonel général Evgueni Sysoev. Dans une interview à la revue « Sécurité financière », Evgueni Sergeevitch a expliqué pourquoi les efforts conjoints des pays sont nécessaires pour lutter efficacement contre le terrorisme dans l'espace eurasiatique et quel rôle joue le renseignement financier russe dans ce travail



— *Evgueni Sergeevitch, en juin de cette année, le CAT de la CEI célébrera son 25e anniversaire. Pourriez-vous nous indiquer quels résultats le Centre a obtenus dans l'accomplissement de ses tâches visant à garantir la sécurité régionale ?*

— Vous avez raison, le 21 juin, le CAT de la CEI fête ses 25 ans d'existence. La décision de créer le Centre a été prise dans un contexte d'activité croissante du terroriste et de l'extrémiste dans l'espace post-soviétique. Les conséquences tragiques des attaques terroristes au Kirghizistan, en Russie, en Ouzbékistan et dans d'autres pays de la CEI ont dicté la nécessité de formuler une doctrine commune de sécurité antiterroriste et un mécanisme cohérent pour sa réalisation, tout en tenant compte des intérêts nationaux.

En janvier 2000, lors d'une réunion des chefs d'État, un échange de vues a eu lieu sur la lutte contre le terrorisme international compte tenu des résultats du Sommet d'Istanbul de l'OSCE tenu en novembre 1999, à la suite duquel les Conseils de sécurité des pays de la Communauté, en collaboration avec le Conseil des chefs des agences de sécurité et des services spéciaux (SORB), le Conseil des ministres de l'intérieur et le Conseil des ministres de la défense ont été chargés d'élaborer un programme ciblé de lutte contre le terrorisme international et l'extrémisme. Ce même décret prévoyait la création d'un centre antiterroriste unique. Six mois plus tard, le 21 juin à Moscou, lors de la réunion suivante des chefs d'État de la CEI, un certain nombre de décisions ont été prises, notamment celle de créer un Centre antiterroriste.

Je voudrais souligner que, dans le contexte d'un niveau élevé de menaces terroristes, d'autres

organisations internationales se sont également engagées dans la voie de la création d'organes de coordination de la lutte contre le terrorisme. En juin 2002, a été signé l'Accord sur la Structure régionale antiterroriste qui est alors devenue un organe permanent de l'OCS.

En parlant des résultats obtenus au cours des années d'activité du CAT de la CEI, il convient de noter tout d'abord que la coordination des actions communes des autorités compétentes des pays de la Communauté a été assurée dans le cadre de la conduite des activités de recherche des personnes qui ont commis des crimes terroristes et extrémistes et qui se cachent des poursuites pénales ou de l'exécution d'une peine de justice. Un échange d'informations efficace a été organisé. Grâce au travail mené conjointement avec les autorités compétentes des pays de la Communauté, les organes de la CEI et de l'OTSC, en utilisant les informations du Centre, près de 800 personnes recherchées ont été

tableaux d'information thématiques où se trouvent des renseignements sur 17 000 personnes recherchées - terroristes, extrémistes et mercenaires, ainsi qu'une photothèque, qui a accumulé plus de 12 500 de leurs photographies.

**Deuxièmement**, il convient de souligner que les résultats obtenus ont été rendus possibles grâce au cadre organisationnel et juridique en développement. Ainsi, en 2005, le Conseil des chefs d'État a adopté le Concept de coopération des États membres de la CEI dans la lutte contre le terrorisme et autres manifestations violentes de l'extrémisme, et enfin, en 2007, le Traité sur la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme a été signé. Un certain nombre de documents importants, notamment l'Accord sur la protection des informations classifiées au sein de la CEI (2013) et l'Accord sur l'échange d'informations au sein de la CEI dans le domaine de la lutte contre le terrorisme et

### **Les conséquences tragiques des attaques terroristes au Kirghizistan, en Russie, en Ouzbékistan et dans d'autres pays de la CEI ont dicté la nécessité de formuler une doctrine commune de sécurité antiterroriste et un mécanisme cohérent pour sa réalisation, tout en tenant compte des intérêts nationaux.**

arrêtées au cours des 10 dernières années.

Nos événements conjoints utilisent activement les capacités de la Banque de données spécialisée (BDS) du CAT de la CEI, à laquelle les autorités compétentes des pays de la CEI ont accès en ligne. La structure de la BDS contient des

d'autres manifestations violentes de l'extrémisme, ainsi que leur financement (2017), ont été élaborés avec la participation directe du Centre.

L'élaboration d'une législation modèle au sein de la Communauté, visant à rapprocher et à harmoniser les législations des pays de la

CEI, revêt une grande importance. L'adoption de plus de 100 actes juridiques modèles dans le domaine de la sécurité a été le résultat de l'interaction du Centre avec l'Assemblée interparlementaire.

Des mesures spécifiques visant à lutter contre le terrorisme et l'extrémisme sont contenues dans le programme de coopération interétatique à moyen terme des pays de la Communauté, avec le Centre comme principal développeur. Cette année, le dixième document de programme sera soumis à l'examen du Conseil des chefs d'État.

**Troisièmement,** le Centre fournit une assistance systématique à l'organisation de formation complémentaire pour les spécialistes dans le domaine de la lutte contre le terrorisme. Plus de deux mille employés des unités antiterroristes des agences de sécurité et des services spéciaux des pays de la Communauté ont amélioré leurs qualifications dans le cadre de programmes élaborés et réalisés avec la participation du Centre antiterroriste de la CEI.

**Quatrièmement,** depuis un quart de siècle, une riche expérience a été accumulée dans l'organisation et la conduite d'exercices antiterroristes conjoints. Depuis la création du Centre, qui joue un rôle de coordination entre les États de la Communauté, 20 événements de ce type ont été préparés et réalisés, chacun d'entre eux contribuant au développement de l'expérience en matière d'actions coordonnées des autorités compétentes pour prévenir et réprimer les actes terroristes.

**Cinquièmement,** le Centre a créé des plateformes qui permettent



aux participants d'échanger des informations, des meilleures pratiques, de «synchroniser leurs montres» et de convenir de domaines de travail futurs. Il s'agit notamment de la Conférence des chefs d'état-major des centres nationaux de lutte contre le terrorisme, des consultations régionales d'experts et d'une conférence permanente sous la direction du chef du Centre avec la participation des plénipotentiaires des pays de la Communauté. Depuis 2023, à l'initiative du Centre, un nouveau format de coopération régionale et internationale à plus grande échelle a été élaboré, à savoir la Conférence de la CEI sur la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme.

Mais, en parlant des résultats obtenus, il ne faut pas oublier les difficultés et les erreurs. Aucun système, aussi parfait soit-il, ne peut offrir une protection à 100% contre les actes de terrorisme. Sous-estimer les menaces terroristes potentielles et réelles peut avoir des conséquences tragiques.

— *Comment évaluez-vous le rôle de la coopération internationale dans la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme ? Quelles tendances pourriez-vous noter ?*

— La construction d'un système efficace de coopération antiterroriste est impossible sans l'unification des

efforts de toutes les entités impliquées dans la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme. Il s'agit tout d'abord des autorités compétentes des États dont les dirigeants tiennent leurs réunions au format de la CEI tous les six mois. Ainsi que des organismes de la CEI. Le Conseil des commandants des troupes frontalières et son organe de travail, le Service de coordination, le Conseil des ministres de la défense et son Secrétariat, le Conseil des ministres de l'Intérieur et le Bureau de coordination de la lutte contre le crime organisé et d'autres types dangereux de criminalité sur le territoire des États membres de la CEI, le Conseil de coordination des procureurs généraux, le Conseil des chefs des services pénitentiaires, le Conseil des chefs des autorités de migration, le Conseil des chefs des services douaniers et son Comité composé de chefs des cellules des forces de l'ordre, la Conférence de coordination des transports et le Conseil de coordination des chefs des autorités d'enquête fiscale (financière) sont devenus des partenaires fiables du Centre. Il convient de souligner en particulier la coopération avec le Conseil des chefs des cellules de renseignement financier. La somme des potentiels des organismes concernés permet de consolider les ressources et les capacités et, en fin de compte, d'avoir un impact positif sur l'efficacité des mesures prises.



Le Centre a créé des plateformes qui permettent aux participants d'échanger des informations, des meilleures pratiques, de « synchroniser leurs montres » et de convenir de domaines de travail futurs. Le Centre a également établi et sécurisé, dans des documents pertinents, des relations avec des organisations internationales et régionales dont le mandat couvre les questions de lutte contre le terrorisme. Tout d'abord, il s'agit des deux organismes principaux, l'OTSC et de l'OCS, qui sont, comme l'a souligné le président russe V.V. Poutine, les partenaires « naturels » de la CEI, et ensuite, les structures antiterroristes de l'ONU, Interpol, EAG, OSCE, CARICC.

## « Le Centre a créé des plateformes qui permettent aux participants d'échanger des informations, des meilleures pratiques, de « synchroniser leurs montres » et de convenir de domaines de travail futurs.

À propos des tendances modernes de la coopération internationale, il convient de noter que cette dernière vise à renforcer le rôle des structures régionales dans les efforts mondiaux de lutte contre le terrorisme et l'extrémisme. Des structures telles que le CAT de la CEI et la Structure régionale antiterroriste de l'OSC sont des participants actifs aux activités menées par les principales organisations internationales. De plus, ils contribuent également de manière significative au contenu des rapports analytiques préparés par le Groupe de surveillance des Comités des sanctions du Conseil de sécurité des Nations Unies sur l'EIII et Al-Qaïda, ainsi qu'aux rapports du Comité contre le terrorisme du Conseil de sécurité des Nations Unies concernant les résultats des visites dans les pays observés et le suivi de l'application des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité.

Dans les conditions actuelles, la politisation de la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme a un impact négatif sur l'efficacité de la coopération antiterroriste internationale ce qui a conduit à l'effondrement d'un certain nombre de sites, tels que la Conférence antiterroriste dans l'ensemble de l'OSCE. Les pays occidentaux prennent des mesures pour évincer la Russie des structures internationales (l'adhésion au GAFI a été suspendue), bien que de telles mesures contre-productives fassent le jeu des acteurs des activités terroristes et extrémistes.

— *Pouvez-vous nommer les facteurs clés influençant l'émergence et le développement des menaces terroristes dans l'espace post-soviétique ?*

— À notre avis, la formation des menaces contre la sécurité dans l'espace de la CEI est largement déterminée par la situation qui se développe dans les régions adjacentes. Il s'agit des zones syro-irakiennes, palestino-israéliennes, afghano-pakistanaïses.

Les défis sécuritaires auxquels sont confrontés les pays de la CEI, émanant de la zone afghano-pakistanaïse, sont causés par les turbulences politiques en Afghanistan, le niveau constant du potentiel de lutte armée des organisations terroristes dans ce pays et l'expansion de leur travail de recrutement dans la population de la région de l'Asie centrale. Avec, en premier lieu, « l'État islamique – Vilayat Khorassan ».

Le conflit à Gaza est devenu un prétexte pour la croissance de l'activité terroriste dans un certain nombre de pays de la CEI. Des épisodes de déstabilisation de la situation ont été enregistrés sur la base du soutien à la Palestine, du renforcement des sentiments antisémites et du départ de personnes des républiques d'Asie centrale et de Russie pour participer à des opérations militaires aux côtés des combattants du Hamas. Nous espérons que l'entrée en vigueur du cessez-le-feu aura un impact sur l'augmentation du niveau de sécurité au Proche-Orient et dans la région de la CEI.

— *Quelle est l'ampleur de la menace du cyberterrorisme et de l'utilisation des nouvelles technologies par les terroristes ?*

— La lutte contre l'utilisation des technologies modernes de l'information et de la communication à des fins terroristes devient régulièrement un des sujets de discussion dans le cadre de la coopération internationale.

**« Les défis sécuritaires auxquels sont confrontés les pays de la CEI, émanant de la zone afghano-pakistanaise, sont causés par les turbulences politiques en Afghanistan, le niveau constant du potentiel de lutte armée des organisations terroristes dans ce pays et l'expansion de leur travail de recrutement dans la population de la région de l'Asie centrale.**

En décembre dernier, nous avons eu une réunion avec des experts du Groupe de surveillance des comités des sanctions du Conseil de sécurité des Nations Unies en prévision de la préparation de leur prochain rapport sur l'EILL. Nous avons notamment constaté un recrutement et une propagande accrus de l'idéologie radicale par l'organisation terroriste internationale, qui utilise des prédicateurs virtuels et des robots autodidactes recherchant des néophytes potentiels et les endoctrinant. Dans le contexte de la lutte contre le financement du terrorisme, l'utilisation des nouvelles technologies de l'information, à savoir les cryptomonnaies et les anonymiseurs pour dissimuler le soutien aux activités terroristes, devient particulièrement problématique.

À cet égard, le développement d'une stratégie offensive dans le cyberspace devrait devenir un domaine pertinent de coopération internationale. Les autorités compétentes doivent disposer de tous les pouvoirs et technologies nécessaires non seulement pour identifier les groupes de futurs terroristes sur Internet, mais aussi pour empêcher le recrutement de nouveaux partisans de ces organisations, leur financement et leur soutien en ressources.

Dans le contexte du développement des technologies de communication modernes le plus grand potentiel réel est représenté par les initiatives régionales et nationales, ainsi que les programmes spéciaux visant à développer la coopération dans le domaine de la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme.

Nous fondons de grands espoirs sur la Convention des Nations Unies contre la cybercriminalité,



adoptée par la résolution 79/243 de l'Assemblée générale des Nations Unies le 24 décembre 2024 ; sur le renforcement de la coopération internationale dans la lutte contre certains crimes commis au moyen de systèmes d'information et sur la communication et l'échange de preuves sous forme électronique relatives à des crimes graves, ce qui établira les bases d'une régulation équitable de l'environnement numérique dans l'intérêt de l'ensemble de la communauté.

Ainsi, les questions clés visant à garantir la sécurité nationale et collective doivent être considérées uniquement dans le contexte de la coopération internationale.

— *Dans quelle mesure la coopération avec les cellules nationales de renseignement financier se développe-t-elle efficacement ?*

— Je diviserai cette question en deux volets : l'interaction au sein du CIS, c'est-à-dire avec le CRF CH<sup>1</sup>, et également dans un format plus large — avec l'EAG<sup>2</sup>. En 2014, nous avons signé avec eux des documents de coopération.

Notre coopération avec le CRF CH est la plus efficace dans le cadre de l'opération internationale « Barrière », dont le soutien en matière d'information est assuré par notre Centre grâce à l'envoi systématique d'informations actualisées sur les individus placés sur la liste interétatique des personnes recherchées pour avoir commis des crimes terroristes. Nous avons récemment fait le bilan de notre coopération : uniquement d'après les informations fournies par le Centre depuis 2015, 870 personnes impliquées dans le financement du terrorisme ont été identifiées.

En 2024, grâce à la coopération avec le CRF CH, le scénario des exercices antiterroristes conjoints a été élargi. Le circuit d'échange d'informations des autorités compétentes participant aux exercices a été complété par le réseau du Centre international d'évaluation des risques de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme. Le suivi des transactions en cryptomonnaie des complices terroristes a été effectué à l'aide du service « Blockchain Transparente ». Je crois qu'étant donné la pertinence de l'utilisation de la crypto-monnaie à des fins illégales, notamment terroristes et extrémistes, ce domaine de travail conjoint avec les cellules de renseignement financier a de grandes perspectives.

Des relations de coopération constructive ont été établies entre le CAT de la CEI et l'EAG. L'un des résultats significatifs de ces activités conjoints a été la réalisation d'études typologiques qui ont permis d'identifier les menaces caractéristiques de notre espace commun. Sur la base de leurs résultats, les profils d'un « combattant terroriste étranger » et d'un « organisateur de recrutement » ont été élaborés, et une vulnérabilité liée au manque de contrôle sur l'achat de billets d'avion utilisés par les terroristes a été révélée.

Nous sommes reconnaissants aux secrétariats du CRF CH, de l'EAG et également de l'ITMCFM<sup>3</sup> pour leur aide dans l'organisation et la tenue de séminaires conjoints destinés aux représentants des cellules de renseignement financier et des services spéciaux. Ces séminaires permettent non seulement d'améliorer les compétences des

employés, mais aussi d'échanger des expériences lors de la conduite d'enquêtes dans la lutte contre le financement du terrorisme. Nous espérons que cette pratique positive se développera davantage dans l'intérêt de la sécurité de nos pays.

— *Dans quelle mesure la menace de recrutement de jeunes en vue de leur implication dans des activités terroristes et extrémistes est-elle grave pour les États membres de la CEI ? Des mesures préventives sont-elles prises ?*

— L'un des domaines prioritaires des activités de la CEI, inscrit dans le Concept pour le développement ultérieur de la Communauté des États indépendants adopté en 2020, est la lutte contre l'idéologie et la propagande du terrorisme, ainsi que contre le recrutement de citoyens dans les organisations terroristes et extrémistes.

Les jeunes et les mineurs sont l'une des principales cibles des efforts de propagande et d'agitation des idéologues et des inspireurs du terrorisme, compte tenu de l'élargissement de leur base d'adeptes et du nombre de complices.

Les résultats de l'analyse de la situation dans le domaine de la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme permettent de souligner que la participation accrue des mineurs et des jeunes aux activités terroristes est une des tendances de son développement. Cette tendance négative est également confirmée par nos partenaires des pays de la CEI.

La radicalisation menant au terrorisme, au séparatisme et à l'extrémisme est devenue un problème mondial. La diffusion par les groupes terroristes et leurs

<sup>1</sup> Conseil des chefs des cellules de renseignement financier des États membres de la CEI.

<sup>2</sup> Groupe Eurasie.

<sup>3</sup> Centre international de formation et de méthodologie pour la surveillance financière.

sponsors, y compris sur Internet, d'idéologies radicales, d'intolérance religieuse, de discrimination ethnique et raciale, d'idées de fascisme et de chauvinisme a un impact négatif sur la conscience et la vision du monde, particulièrement chez les jeunes.

Les efforts fournis par les organisations terroristes pour attirer des jeunes vers leurs activités s'expliquent par les caractéristiques psychologiques de cette catégorie : une vision du monde instable, plus sensible aux influences extérieures en raison de ses horizons encore limités, un sens accru de la justice et du maximalisme.

La déradicalisation religieuse, en particulier le changement d'opinion des individus qui ont été délibérément transformés en

idéologues de l'islamisme radical, est actuellement plus nécessaire pour les États d'Asie centrale et de Russie et n'est pratiquement pas utile en Biélorussie et en Moldavie.

En septembre 2024, l'Organisation de base des États membres de la CEI pour l'étude des problèmes de lutte contre le terrorisme et d'autres manifestations d'extrémisme (Centre de recherche du Service fédéral de sécurité de la Fédération de Russie), en collaboration avec des experts du CAT de la CEI, a élaboré des Recommandations pour améliorer le système de mesures visant à lutter contre la radicalisation des jeunes dans les États membres de la CEI. Ce document a été approuvé lors de la 55e réunion du Conseil des chefs des agences de sécurité et des services spéciaux.

Les campagnes de propagande menées par des propagateurs d'idées terroristes et extrémistes utilisant les technologies de l'information et de la communication ont obligé les pays de la Communauté à élaborer un programme efficace de déradicalisation visant principalement à prévenir la formation et la diffusion d'opinions et de croyances terroristes et extrémistes parmi les mineurs et les jeunes.

À l'initiative du président de la République d'Ouzbékistan, l'honorable Chavkat Miromonovitch Mirziyoyev, en 2022, nos confrères ouzbeks ont élaboré un projet de ce programme. Par la suite, le Service de sécurité de l'État de la République d'Ouzbékistan, le Centre de recherche du Service fédéral de sécurité de la Fédération





de Russie et le CAT de la CEI en ont été les principaux développeurs.

Par décision du Conseil des chefs d'État du 8 octobre 2024, le Programme de coopération des États membres de la CEI dans le domaine de la déradicalisation pour 2025-2027 a été approuvé.

En 2023, le Centre antiterroriste a préparé une étude d'information et d'analyse « Activités des autorités compétentes des États membres de la CEI pour prévenir les crimes terroristes et extrémistes parmi les mineurs et les jeunes ». Cette publication présente non seulement l'expérience pratique des autorités compétentes dans ce domaine, mais fournit également des recommandations pour améliorer l'organisation du travail de prévention auprès des mineurs et des jeunes.

Je voudrais ajouter que depuis 2021, le Centre, en collaboration avec l'Université linguistique d'État de Moscou (organisation de base pour les langues et la culture des États membres de la CEI) organise chaque année le Concours international « Bouclier étudiant », dont le but est de favoriser le rejet de l'idéologie terroriste et extrémiste parmi les jeunes et de soutenir les meilleures initiatives des étudiants des organisations (institutions) d'enseignement supérieur des États membres de la CEI dans ce domaine. Nous avons constaté une augmentation constante de l'intérêt des jeunes étudiants à participer à cet événement : l'année dernière, 289 étudiants de 33 universités de 11 pays ont présenté leurs travaux.

— *Quelles tâches le CAT de la CEI se fixe-t-il dans ses plans à court et à long terme ?*

— Tout d'abord, nos efforts viseront à la réalisation des événements

## « Les efforts fournis par les organisations terroristes pour attirer des jeunes vers leurs activités s'expliquent par les caractéristiques psychologiques de cette catégorie : une vision du monde instable, plus sensible aux influences extérieures en raison de ses horizons encore limités, un sens accru de la justice et du maximalisme.

prévues par le Programme de coopération dans la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme pour 2026-2028, ainsi que le Programme de coopération susmentionné dans le domaine de la déradicalisation pour 2025-2027.

Étant donné que l'efficacité des efforts conjoints de lutte contre le terrorisme dépend en grande partie du niveau de coopération internationale, nous continuerons à nous efforcer d'impliquer autant de partenaires intéressés que possible dans cette activité et à développer de nouvelles formes d'interaction. Une nouveauté pour la CEI a été la tenue d'une conférence annuelle sur la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme, dont la première s'est tenue au Kirghizistan en 2023. Pour l'année suivante, nous avons élargi le format de cet événement en le combinant avec la conférence scientifique et pratique de la Structure régionale antiterroriste de l'OCS sur le même thème, et cette année, nous prévoyons d'impliquer d'autres structures internationales dans l'organisation du forum.

En outre, nous travaillons constamment sur le contenu pratique de nos exercices antiterroristes conjoints. Le Centre avait déjà fait l'expérience d'inclure dans le scénario de l'exercice une composante militaire, présentée par les ministères de la défense de

plusieurs pays de la Communauté. Cette année, nous prévoyons de réunir le potentiel de la CEI et de l'OTSC dans le cadre d'un plan unique.

En outre, nous comptons sur le développement ultérieur de la coopération avec les cellules de renseignement financier des pays de la Communauté dans le cadre du CRF CH, à la fois dans le cadre d'exercices et de mesures pratiques visant à identifier les personnes et les canaux de financement du terrorisme. Je pense que nous avons de bonnes perspectives dans ce domaine.

\* Reconnue comme terroristes, leurs activités sont interdites sur le territoire de la Fédération de Russie.



**Alexandre  
Bastrykine**

*Président du Comité d'enquête de  
la Fédération de Russie, professeur,  
avocat émérite de Russie, docteur en  
droit*

## **ALEXANDRE BASTRYKINE : POUR LA DEFENSE DES INTERETS NATIONAUX DU PAYS**

Dans le contexte de l'expansion du crime organisé transnational, du renforcement des migrations transfrontalières de capitaux provoquées par l'évolution des liens économiques et l'expansion du cyberspace, l'efficacité du système de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme (LBC/FT) revêt une importance particulière dans le système commun de mesures globales visant à assurer la sécurité nationale de la Fédération de Russie<sup>1</sup>

<sup>1</sup> Décret du Président de la Fédération de Russie du 02.07.2021 n° 400 « Sur la stratégie de sécurité nationale de la Fédération de Russie ». Recueil de législation de la Fédération de Russie, 05.07.2021, n° 27 (Partie II), Art. 5351.

Les activités du Comité d'enquête de la Fédération de Russie pour contrer les menaces actuelles sont menées en étroite coopération avec le Service fédéral de surveillance financière (Rosfinmonitoring), la Banque de Russie et les établissements de crédit, le Service fédéral des impôts de Russie, le Service fédéral de sécurité de la Fédération de Russie et Ministère de l'Intérieur de la Fédération de Russie.

Une organisation bien construite du travail conjoint a permis d'accroître l'efficacité de l'identification de ces crimes de haut niveau.

### > 2500 affaires pénales relatives à des crimes terroristes (+78%)

étaient en cours auprès des organes d'instruction du Comité d'enquête en 2024, dont 166 affaires relatives à des actes liés au financement du terrorisme (en 2023 - 115). À la fin de l'année, 429 affaires pénales ont été transmises aux tribunaux (en 2023 - 299), dont 50 concernaient des délits liés au financement du terrorisme (en 2023 - 38).

796 affaires pénales liées à des manifestations extrémistes ont été transmises aux tribunaux, soit

un tiers de plus qu'en 2023. Le nombre de personnes accusées de financement d'activités extrémistes a également augmenté (de 27 à 44).

Il est important de souligner dans les conditions actuelles, la coopération interagence et la répression rapide des activités terroristes, extrémistes et autres activités destructrices acquièrent une importance particulière.

Comme indiqué lors de la réunion du Comité national antiterroriste tenue le 11 février 2025, les actions coordonnées des forces de sécurité ont permis d'empêcher 23 attaques terroristes depuis le début de 2025. La préparation d'une partie importante d'entre elles a été réalisée sur instruction de superviseurs étrangers et de recruteurs d'organisations terroristes internationales<sup>2</sup>.

Lors des investigations sur les affaires de terrorisme et d'extrémisme, les enquêteurs du Service déterminent soigneusement les circonstances de l'implication des individus dans des activités illégales, les voies et moyens de leur radicalisation, et établissent les canaux et les sources de leur financement.

En même temps, la suppression des menaces terroristes est une tâche mondiale qui ne peut être résolue que par les efforts combinés de différents pays. Des mesures spécifiques et pratiques dans ce sens sont prises dans une association interétatique BRICS.

#### ● En octobre de l'année dernière, lors du XVI<sup>e</sup> sommet des BRICS à Kazan, a été approuvée une déclaration

qui parlait de l'importance d'élargir davantage la coopération entre les pays des BRICS dans la lutte contre le terrorisme et du blocage de ses canaux de financement<sup>3</sup>.

Les pays des BRICS se sont engagés à prévenir et à combattre les flux financiers illicites, le blanchiment de capitaux, le financement du terrorisme et l'utilisation des nouvelles technologies, y compris les cryptomonnaies, à des fins illégales et terroristes.

La surveillance conjointe des contenus extrémistes et terroristes sur Internet est un moyen de cette coopération.

Les progrès et la disponibilité des technologies de l'information et de la communication ont rendu attrayant pour les groupes terroristes et extrémistes l'utilisation d'Internet et des réseaux sociaux pour commettre un large éventail d'activités illégales, notamment l'incitation, la radicalisation, le recrutement, la formation et le financement de l'extrémisme et du terrorisme.

Les progrès scientifiques dans les domaines de l'intelligence artificielle, de la robotique, de la biotechnologie, des voitures et des avions sans conducteur augmentent le risque qu'ils soient utilisés pour étendre la portée des crimes.

<sup>2</sup> Le directeur du Service fédéral de sécurité de la Fédération de Russie a tenu une réunion du Comité national antiterroriste à Moscou. <http://nac.gov.ru/nak-prinimaet-resheniya/direktor-fsb-rossii-provyol-v-moskve-zasedanie-0.html>.

<sup>3</sup> « Déclaration de Kazan " Renforcer le multilatéralisme pour un développement équitables et une sécurité mondiale " » (adoptée à Kazan le 23 octobre 2024). Site officiel du Président de la Fédération de Russie. <http://kremlin.ru/>.

L'introduction d'innovations numériques dans le traitement des données a conduit à la création d'un monde hyperconnecté dans lequel les informations sont échangées presque instantanément.

Cela a nécessité un reformatage des activités des forces de l'ordre, c'est pourquoi le travail des enquêteurs pour détecter, saisir et enregistrer les preuves numériques a été adapté à la nouvelle réalité.

Les technologies avancées d'analyse de données, notamment l'intelligence artificielle, permettent de traiter et de synthétiser d'énormes quantités d'informations, d'identifier des modèles, de détecter des menaces potentielles et de prendre des mesures de réponse préventives.

Le domaine étudié dans le cadre des activités des forces de l'ordre est relativement nouveau. Malgré cela, le personnel du Comité d'enquête utilise activement les types de technologies avancées disponibles lors de l'organisation des enquêtes préliminaires, ce qui a un effet positif sur le déroulement et les résultats des enquêtes criminelles.

Par exemple, les principaux domaines d'application de l'intelligence artificielle dans les activités d'enquête criminelle sont les suivants :

- recherche et analyse de traces numériques et d'autres informations significatives sur les crimes faisant l'objet d'une enquête dans le domaine des TIC ;
- mener des recherches dans le domaine de la technologie criminalistique visant à rechercher, enregistrer et supprimer des traces numériques ;
- améliorer la visibilité des traces de



## « Le personnel du Comité d'enquête utilise activement les types de technologies avancées disponibles lors de l'organisation des enquêtes préliminaires, ce qui a un effet positif sur le déroulement et les résultats des enquêtes criminelles. »

- criminalité enregistrées au format numérique ;
- évaluation de la fiabilité des preuves ;
- développement de systèmes d'assistance de décision (construction de portraits de recherche de criminels, etc.) et d'automatisation des opérations techniques dans le travail d'un enquêteur (traduction de la parole orale en parole écrite) ;
- effectuer des études d'analyse sur de grandes quantités d'informations (détail des connexions téléphoniques, données issues des systèmes d'enregistrement d'informations biométriques).

Comme il ressort des matériels de la pratique judiciaire et d'enquête, pour dissimuler les transactions, les complices des terroristes et des extrémistes utilisent des moyens de

paiement modernes, notamment des portefeuilles électroniques, et pour attirer des ressources financières, ils créent des services Web spéciaux et des magasins en ligne qui vendent des livres, des enregistrements audio et vidéo extrémistes et terroristes.

Par exemple, en 2024, le tribunal de la République d'Ingouchie a rendu un jugement de condamnation contre deux individus qui ont collecté des fonds d'un montant d'environ 30 millions de roubles sur l'un des réseaux sociaux, dont les activités sont interdites sur le territoire de la Fédération de Russie, et les ont transférés à un membre de l'organisation terroriste internationale « État islamique ».

Un autre exemple est une affaire pénale intentée contre un citoyen

de la Fédération de Russie qui, alors qu'il se trouvait dans la ville de Kazan, sous couvert de charité, a organisé une collecte de fonds parmi ses connaissances qui soutenaient l'idéologie radicale pour un total de 152 000 roubles, qui ont également été transférés à des membres de l'organisation terroriste internationale « État islamique ».

En 2024, deux membres d'un groupe criminel organisé ont été condamnés pour trafic de drogue via un magasin en ligne en République de Bouriatie en 2022-2023. Afin de dissimuler le lien entre les fonds obtenus criminellement et leur source d'origine, les criminels ont effectué une série de transactions pour les convertir en crypto-monnaie et à nouveau en monnaie fiduciaire.

La pratique établie montre que dans le contexte de la numérisation générale de diverses sphères d'activité, de la forte disponibilité et de la prévalence de l'utilisation d'instruments bancaires virtuels, la détection rapide des transactions liées au mouvement de fonds pour financer des activités illégales semble être l'une des tâches les plus urgentes.

### ● Il existe des risques extrêmement élevés de financement du terrorisme et de l'extrémisme par les technologies

de l'information et de la communication, notamment en raison des vulnérabilités liées à l'utilisation des actifs numériques. En même temps, l'absence d'un mécanisme juridique clair réglementant la procédure de réalisation d'actions de justice concernant les actifs cryptographiques complique considérablement le travail d'enquête et affecte notablement la vitesse de saisie.

À son tour, l'abondance des bourses étrangères de cryptomonnaies et leur fonctionnement dans plusieurs juridictions à la fois augmentent considérablement les risques d'utilisation d'actifs virtuels pour dissimuler des activités illégales.

À cet égard, le Comité d'enquête a proposé des amendements aux codes pénal et de procédure pénale, qui reconnaissent la monnaie numérique comme un bien, déterminent la procédure de sa confiscation, de sa reconnaissance comme preuve matérielle et de leur blocage, et réglementent également la saisie de la monnaie numérique lors des actions d'enquête.

Il est important de comprendre que les manifestations du terrorisme et de l'extrémisme sont souvent associées à des activités criminelles de nature différente, notamment l'utilisation des produits du crime pour financer le terrorisme ou la légalisation de ces produits.

En ce qui concerne la pratique d'identification et d'enquête sur les crimes de cette catégorie, les résultats du travail du Comité d'enquête dans ce domaine démontrent clairement l'obtention de résultats positifs, malgré les difficultés connues dans la collecte de preuves.

**Le nombre de signalements de crimes liés au blanchiment de capitaux est passé de 242 À 280 (+15,7%)**

ainsi, en 2024, 202 affaires pénales ont été ouvertes pour des faits de blanchiment d'argent (en 2023 - 146, +38%), 72 affaires pénales de cette catégorie ont été transmises au tribunal (65, +11%).

Ce résultat est sans aucun doute dû en grande partie au système d'interaction établi avec le Service fédéral de sécurité de la Fédération de Russie, le Ministère de l'Intérieur de Russie, Rosfinmonitoring, le Service fédéral des impôts de Russie, etc.

Un exemple positif d'enquête sur le blanchiment de capitaux est le renvoi devant un tribunal d'une affaire pénale contre cinq membres d'un groupe criminel qui ont volé plus de 2,8 milliards de roubles à des citoyens de la région de Penza en les impliquant dans une pyramide financière. Les revenus obtenus illégalement sont légalisés par l'encaissement à travers des organisations contrôlées, l'achat et la revente de biens immobiliers, etc.

En conclusion, il convient de noter que la prévention est la principale composante de la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme.

Des informations sur l'état d'avancement et les résultats de l'identification et de l'enquête sur les crimes terroristes et extrémistes sont publiées quotidiennement sur les sites Web du Comité d'enquête et des organismes d'enquête territoriaux.

Les médias de masse, en appliquant la tolérance zéro à l'idéologie de l'extrémisme et du terrorisme, ont un énorme potentiel pour attirer les spécialistes les plus autorisés dans divers domaines de la vie, y compris les scientifiques, les historiens, les publicistes, les sociologues, les politologues et les experts, pour participer à la résolution des problèmes auxquels la société est confrontée.

Cette activité dans l'espace médiatique, visant à prévenir le terrorisme et l'extrémisme, est extrêmement importante. Elle doit être maintenue et soutenue activement.

\* Reconnue comme terroristes, leurs activités sont interdites sur le territoire de la Fédération de Russie.

# LE FINANCEMENT DU TERRORISME COMME MENACE MONDIALE

Conformément à la résolution de l'Assemblée générale des Nations Unies, le financement du terrorisme est un sujet de préoccupation sérieuse pour la communauté internationale, car le nombre et la gravité des actes de terrorisme international dépendent du financement auquel les terroristes peuvent avoir accès<sup>1</sup>. À cet égard, les efforts de la communauté internationale visant à prévenir et à réprimer le financement du terrorisme doivent être considérés dans le contexte de la lutte générale contre le terrorisme, qui en est l'un des domaines les plus importants



**IVAN KORNEV**  
Directeur adjoint de Rosfinmonitoring

Une lutte efficace contre le financement du terrorisme est possible grâce aux efforts combinés du secteur financier privé et de divers organismes gouvernementaux, notamment les forces de l'ordre, les autorités de réglementation, de surveillance et autres autorités compétentes.

Ainsi, une évaluation régionale conjointe menée en 2022 dans la région eurasienne a permis d'identifier les risques suivants de financement du terrorisme :

- collecte des fonds sur Internet ;
- collecte et déplacement des fonds par des proches pour répondre aux besoins fondamentaux des terroristes ;
- utilisation de comptes et de cartes bancaires ;
- mouvement de fonds en espèces ;
- recours aux virements sans ouverture de compte bancaire (systèmes de transfert des fonds et moyens de paiement électroniques) ;
- risque d'utilisation des fonds afin d'acheter des billets d'avion pour des combattants terroristes étrangers.

L'une des tendances modernes est l'utilisation de l'espace virtuel par les terroristes à la fois pour collecter et déplacer des fonds. Les criminels ont réalisé des progrès technologiques pour rendre anonyme la collecte et le mouvement des fonds. Ils utilisent souvent : la substitution de numéros de téléphone, un grand nombre de comptes bancaires, des portefeuilles électroniques enregistrés au nom de personnes fictives, etc. De plus, les plateformes de financement participatif pour lever des fonds dans le but de réaliser divers projets font l'objet d'aspirations criminelles.

Les actifs virtuels (cryptomonnaies) sont également de plus en plus utilisés pour financer le terrorisme. S'il y a quelques années, selon l'ONU, pas plus de 5% des attaques terroristes étaient financées par cryptomonnaies, on parle aujourd'hui de 20% (soit une attaque terroriste sur cinq)<sup>2</sup>.

En même temps, les méthodes traditionnelles de financement du terrorisme utilisant les produits d'autres crimes restent d'actualité —

<sup>1</sup> Préambule de la Convention internationale pour la répression du financement du terrorisme (adoptée par la résolution 54/109 de l'Assemblée générale des Nations Unies du 9 décembre 1999).

<sup>2</sup> L'ONU affirme que l'utilisation des cryptomonnaies dans le financement du terrorisme augmentera sans doute considérablement. URL: <https://www.bloomberg.com/news/articles/2022-10-31/un-finding-more-cases-where-crypto-involved-in-terror-financing>.

contrebande et trafic de drogue, commerce illégal d'armes et de munitions, de produits pétroliers, de biens culturels, piraterie, vol, fraude, extorsion et enlèvement, fourniture de services pour assurer la migration illégale. Ont été constatés des efforts des organisations terroristes internationales pour réaliser des profits grâce à des investissements légaux dans des structures commerciales à l'intérieur de l'UE, au Proche-Orient, en Afrique et en Asie du Sud-Est.

Toutes les méthodes mentionnées ci-dessus permettent aux terroristes d'obtenir et de déplacer des fonds, y compris au niveau transfrontalier, ce qui crée des risques au niveau supranational et, par conséquent, nécessite l'élaboration de contre-mesures conjointes au niveau interétatique.

Une lutte réussie contre le financement du terrorisme est impossible sans une coopération efficace entre tous les pays dans le domaine de l'échange d'informations, de l'application des mesures de poursuites pénales et d'autres aspects de la coopération internationale. Malgré l'importance du développement de la coopération entre les autorités compétentes de différents pays dans certains domaines particuliers, cela ne suffit pas pour faire face aux menaces existantes et nouvelles, car une approche globale est nécessaire pour organiser la coopération internationale.

Le Groupe d'action financière (GAFI) est l'un des principaux facteurs



internationaux à cet égard. Grâce à la création de 40 Recommandations<sup>3</sup>, le GAFI a abouti à une approche universelle de la lutte contre BC/FT/FP pour maintenir le système commun à un niveau approprié.

Les activités directes du GAFI en tant qu'organisation principale qui élabore des normes mondiales dans le domaine de LBC/FT permettent de collecter les pratiques de divers pays, leurs recherches et de mettre en œuvre les plus réussies d'entre elles.

Par exemple, ces dernières années, on a constaté une augmentation de l'influence du néonazisme. La situation internationale démontre l'importance du contrôle pour prévenir le développement de ce phénomène.

Ainsi, l'une des études du GAFI a été consacrée au problème du financement du terrorisme pour des raisons ethniques ou raciales<sup>4</sup> (2021). Le GAFI a également publié une étude sur l'utilisation du financement participatif par les terroristes, qui reflète l'expérience des pays dans la lutte contre ce phénomène<sup>5</sup> (2023). Ainsi, le GAFI tient les pays informés des risques présentés par

le financement du terrorisme afin qu'ils réagissent rapidement.

Il est évident que la volonté de chaque pays de coopérer au niveau international est également déterminée par le développement de son système interne de lutte contre le financement du terrorisme.

La Fédération de Russie a développé un système national efficace de lutte contre le financement du terrorisme, qui permet de prendre rapidement des mesures institutionnelles, coordonnées, analytiques, opérationnelles et réglementaires. Le GAFI a particulièrement apprécié la coopération interinstitutionnelle dans les enquêtes sur les affaires pénales de financement du terrorisme.

Rosfinmonitoring, en collaboration avec les forces de l'ordre, participe à diverses études lancées sur des scènes internationales et présente également une position unique et convenue lors de sa participation aux réunions d'un organisme régional de type GAFI (le Groupe Eurasie (EAG)), d'un certain nombre d'autres structures internationales, ainsi que dans le cadre d'événements et de projets spécialisés menés sous les auspices de l'ONU.

<sup>3</sup> Normes internationales relatives à la lutte contre le blanchiment de capitaux, le financement du terrorisme et le financement de la prolifération des armes de destruction massive // URL: [fedsfm.ru/content/files/documents/2018/рекомендации%20фатф.pdf](https://fedsfm.ru/content/files/documents/2018/рекомендации%20фатф.pdf). (Дата обращения: 23.03.2022).

<sup>4</sup> Financement du terrorisme pour des motifs ethniques ou raciaux // URL: [www.fatf-gafi.org/publications/methodandtrends/documents/ethnically-racially-motivated-terrorism-financing.html](https://www.fatf-gafi.org/publications/methodandtrends/documents/ethnically-racially-motivated-terrorism-financing.html).

<sup>5</sup> Le sociofinancement au service du financement du terrorisme, octobre 2023. URL: <https://www.fatf-gafi.org/content/dam/fatf-gafi/reports/Crowdfunding-Terrorism-Financing.pdf.coredownload.inline.pdf>.

Sur la plateforme de l'EAG, des recherches sont en cours pour améliorer le réseau de lutte contre le blanchiment de capitaux de la région. En particulier, en 2023, les recommandations méthodologiques sur les mécanismes d'inscription et de radiation des personnes sur la liste des terroristes et des extrémistes, ainsi que le gel (blocage) des avoirs de ces personnes ont été actualisée. Les travaux se poursuivent sur la création d'un bulletin d'information sur les activités des groupes terroristes dans la région eurasiennne. Ce bulletin viserait à sensibiliser aux méthodes et aux moyens par lesquels les terroristes utilisent la base de ressources pour financer leurs activités.

Le Conseil des chefs des cellules de renseignement financier des États membres de la CEI (CRF CH de la CEI), dont je suis le chef du Secrétariat, est l'une des plateformes les plus importantes de la Communauté des États indépendants dans ce domaine de travail.

Dans le cadre de ce travail, les cellules de renseignement financier des pays de la CEI partagent des informations sur la situation actuelle dans le domaine de LFT, élaborent des plans pour des projets communs, examinent et résumant les documents entrants dans ce domaine de travail, etc.

Il est à noter que la plateforme du CRF CH dispose d'un groupe de travail sur la lutte contre le financement du terrorisme (GTLFT) pour mener à bien les missions et fonctions dévolues au CRF CH en matière de LFT. Dans le cadre de ses travaux, le GTLFT détermine les domaines prioritaires de coopération, assure la préparation et l'organisation d'événements convenus en matière de LFT, collecte et échange des informations opérationnelles et autres informations financières. En outre, il met en place des mesures pratiques communes en matière de lutte contre le financement du terrorisme.

Un autre instrument du Conseil est le Centre international d'évaluation des risques de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme (CIER), dont l'accord sur la création a été signé par les chefs des États membres de la CEI en août de l'année dernière. Actuellement, le CIER a enregistré plus de 40 000 personnes physiques et morales à l'égard desquelles il existe des informations sur leur implication dans le terrorisme, l'organisation de pyramides financières, le trafic de drogue et d'autres activités illégales.

Dans le cadre du GTLFT, une opération régulière du CRF CH est menée en permanence pour identifier les individus impliqués dans les

activités des organisations terroristes internationales, ainsi que leurs centres financiers et idéologiques (nom de code « Barrière »).

L'un des éléments clés du système de lutte contre le financement du terrorisme est le gel des avoirs des personnes impliquées dans de telles activités. Dans la pratique mondiale, la répression du financement du terrorisme s'effectue par l'application de sanctions financières ciblées (SFC). La résolution 1373 (2001) du Conseil de sécurité des Nations Unies et la Recommandation 6 du GAFI exigent que chaque pays utilise des mécanismes pour mettre en œuvre les SFC afin de prévenir et de réprimer le terrorisme et son financement.

Il convient de noter que, suite aux résultats du rapport sur les progrès du système russe de lutte contre le blanchiment de capitaux, le financement du terrorisme et le financement des armes de destruction massive, approuvé par la session plénière de l'EAG en décembre 2023, le mécanisme créé en Russie pour le gel immédiat des avoirs des personnes physiques ou morales sur la base des listes de sanctions du Conseil de sécurité des Nations Unies a été évalué positivement. La période de mise en place des sanctions financières ciblées ne dépasse actuellement pas 24 heures.

En conclusion, nous pensons qu'il est nécessaire d'élargir davantage la coopération internationale entre les cellules de renseignement financier dans le domaine de la lutte contre le financement du terrorisme. Ce n'est qu'en unissant nos efforts que nous pourrions réduire les risques de soutien financier et matériel aux activités terroristes.

 **Les activités directes du GAFI en tant qu'organisation principale qui élabore des normes mondiales dans le domaine de LBC/FT permettent de collecter les pratiques de divers pays, leurs recherches et de mettre en œuvre les plus réussies d'entre elles.**

<sup>6</sup> Означает как замораживание активов, так и запрет с целью предотвратить доступ, прямой или опосредованный, к средствам или иному имуществу в пользу определенных лиц или организаций.



# LA COOPÉRATION INTERNATIONALE AU SERVICE DE LA SÉCURITÉ MONDIALE

---

## 27 ULARBEK CHARCHEEV

Sur les mesures prises par la Structure régionale antiterroriste de l'Organisation de coopération de Shanghai pour lutter contre le financement des activités terroristes

---

## 29 SERGUEÏ VERCHININE

Groupe de travail des BRICS contre le terrorisme: unir nos efforts pour une sécurité commune

---

## 32 SERGUEÏ GONTCHAR

Opération régionale de l'OTSC « Les illégaux »: rôle des cellules de renseignement financier

---

## 35 MAMITIANA RAJAOUNARISUN

Madagascar contre le terrorisme : une dynamique efficace

---

---

## 37 MORTEZA PARVANE CHAMAMI

Communications interagences au sein du Groupe Eurasie dans la lutte contre le terrorisme : coopération mutuellement bénéfique entre la République islamique d'Iran et l'EAG

---

## 40 IVAN ANISIMOV

Projet de l'EAG visant à créer un bulletin d'information sur les activités des groupes terroristes

---

## 42 SALTANAT BAISBAI

Coopération internationale dans la lutte contre le financement du terrorisme : l'expérience du Kazakhstan

---



# SUR LES MESURES PRISES PAR LA STRUCTURE REGIONALE ANTITERRORISTE DE L'ORGANISATION DE COOPERATION DE SHANGHAI POUR LUTTER CONTRE LE FINANCEMENT DES ACTIVITES TERRORISTES

Depuis sa création le 15 juin 2001, l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS) est devenue l'une des structures internationales les plus influentes et les plus dynamiques en matière de développement, elle réunit actuellement 10 États. En 2023-2024, la République islamique d'Iran et la République du Bélarus ont rejoint la famille de Shanghai. Aujourd'hui, l'OCS couvre un tiers du territoire mondial (1 855 790 km<sup>2</sup>) avec une population totale de plus de 3,5 milliards de personnes.



**ULARBEK CHARCHEEV**  
Directeur du Comité exécutif de la Structure régionale antiterroriste (RATS) de l'Organisation de coopération de Shanghai

L'organisation n'est pas un bloc militaire et ne cherche pas la domination politique. Ses priorités sont le maintien de la stabilité et de la sécurité, la lutte conjointe contre le terrorisme, le séparatisme et l'extrémisme dans toutes leurs manifestations, et enfin la garantie du développement durable des États membres de l'Organisation et l'amélioration du bien-être de leurs peuples. Les organes permanents sont situés à Pékin (Secrétariat de l'OCS) et à Tachkent (Comité exécutif de la RATS).

Les États membres de l'OCS ont clairement défini le concept de terrorisme dans les documents clés de l'Organisation. La compréhension commune a servi de base à l'élaboration d'un système de mesures de lutte contre le terrorisme, qui a permis d'accroître l'efficacité de l'interaction entre les autorités compétentes et de renforcer le potentiel antiterroriste de chacun des États membres de l'OCS.

● **Le terrorisme est la conséquence de problèmes sociaux, économiques et politiques non résolus, qui se superposent aux contradictions interreligieuses et interethniques.** L'intervention de forces extérieures visant à empêcher la formation d'un monde multipolaire crée les conditions de leur aggravation et de la croissance de leur radicalisation. Les organisations terroristes internationales sont souvent utilisées comme outil pour déstabiliser des régions particulières et atteindre des objectifs géopolitiques.

La lutte contre le terrorisme ne sera pas efficace si elle se limite à réagir aux crimes commis. Les organisations terroristes ne peuvent pas fonctionner pleinement sans une base matérielle et un soutien financier régulier. Les terroristes ont besoin de fonds pour acheter des armes, des explosifs, des munitions, de faux documents, recruter des partisans, etc. Pour obtenir ces fonds, les terroristes concluent des alliances avec des services de renseignement étrangers, avec le crime organisé ou obtiennent eux-mêmes des fonds par des moyens criminels, notamment par le trafic de drogue.

Les technologies modifient rapidement notre mode de vie, créant de nouveaux moyens de paiement et des opportunités de financement du terrorisme. Les crypto-monnaies, les plateformes de financement participatif et d'autres méthodes de collecte et de transfert de fonds via Internet sont entrées dans la vie quotidienne. L'utilisation de l'intelligence artificielle par les terroristes constitue une menace sérieuse.

Les nouveaux défis et menaces nécessitent une liaison plus étroite entre les autorités compétentes des États membres de l'OCS, ainsi qu'une coopération plus approfondie au sein des structures internationales.

Conformément aux documents statutaires et autres actes réglementaires de l'OCS<sup>1</sup>, la lutte contre le financement du terrorisme reste l'un des domaines importants de l'activité conjointe des autorités compétentes. Grâce aux mesures prises, notamment l'échange d'informations, 101 canaux de financement d'activités terroristes ont été découverts sur le territoire des États de l'OCS au cours des deux dernières années seulement.

## **La RATS de l'OCS est toujours ouverte au dialogue, à la consolidation des efforts et à la coopération avec les organisations internationales compétentes et les structures antiterroristes de toutes les parties intéressées.**

La nécessité d'élargir l'interaction et d'intensifier la coopération dans le domaine de la lutte contre le financement du terrorisme a été prise en compte lors de l'élaboration du Programme de coopération des États membres de l'OCS dans la lutte contre le terrorisme, le séparatisme et l'extrémisme pour 2025-2027 (approuvé par le Conseil des chefs d'État de l'OCS lors d'une réunion le 4 juillet 2024).

Afin de renforcer la lutte contre le financement des « trois maux », le règlement intérieur du Groupe d'experts universel a été complété par une fonction appropriée. Cela a permis d'impliquer des représentants des agences de renseignement financier dans les activités de la plateforme de la RATS de l'OCS dans le cadre des délégations des Parties. Les experts de Rosfinmonitoring ont été les premiers à réagir à notre proposition et participent déjà directement à la tenue des réunions. Nous espérons que les cellules de renseignement financier des autres États membres de l'OCS suivront cet exemple positif.

Pour créer un mécanisme efficace, il est nécessaire de développer des algorithmes et des mesures conjointes qui détermineront l'interaction des services spéciaux, des forces de l'ordre, des cellules nationales de renseignement financier et des structures internationales. La résolution de ce problème sera prise en charge dans un avenir très proche par les experts des autorités

compétentes, avec l'aide du Comité exécutif de la RATS.

Le renforcement de la coopération avec les structures internationales compétentes reste l'une des priorités du Comité exécutif de la RATS. Dans ce contexte, il convient de souligner la coopération fructueuse qui dure depuis 20 ans, avec le Groupe Eurasie (EAG). La composition des deux organisations coïncide en grande partie, ce qui permet un échange efficace d'informations, de documents analytiques, réglementaires et autres sur les questions de lutte contre le financement du terrorisme et de participation aux événements des Parties.

Un développement ultérieur de la coopération pourrait consister à élaborer un plan d'action conjoint de la RATS de l'OCS et de l'EAG. Une compréhension commune de la nécessité d'élargir l'interaction et les moyens d'action supplémentaires dans cette direction a été atteinte lors d'une réunion bilatérale des délégations à Indore (République de l'Inde).

Il convient de souligner que la RATS de l'OCS est toujours ouverte au dialogue, à la consolidation des efforts et à la coopération avec les organisations internationales compétentes et les structures antiterroristes de toutes les parties intéressées dans le domaine d'activité considéré.

---

<sup>1</sup> Charte de l'OCS, Convention de Shanghai pour la lutte contre le terrorisme, le séparatisme et l'extrémisme, Convention de l'OCS contre le terrorisme, Accord sur la RATS de l'OCS, Concept de coopération des États membres de l'OCS dans la lutte contre le terrorisme, le séparatisme et l'extrémisme.

# GROUPE DE TRAVAIL DES BRICS CONTRE LE TERRORISME : UNIR NOS EFFORTS POUR UNE SECURITE COMMUNE

La présidence russe des BRICS en 2024 a été, sans exagération, une étape importante dans le développement de la coopération antiterroriste au sein de l'association. Avec l'adhésion de nouveaux membres aux BRICS, dont l'Indonésie, la portée géographique de l'interaction s'est considérablement élargie, ce qui permet un échange d'opinions plus efficace et des recommandations opportunes sur les mesures à prendre pour neutraliser les menaces actuelles des organisations terroristes internationales.



**➤ SERGUEÏ VERCHININE**  
Vice-ministre des Affaires étrangères de la Fédération de Russie

L'histoire du Groupe de travail des BRICS contre le terrorisme (GTCT) a commencé en 2013, lorsque, pendant une réunion au Cap (Afrique du Sud), des représentants de haut niveau des États de l'association supervisant les questions de sécurité ont convenu de créer une plateforme distincte pour discuter d'un large éventail de questions de sécurité antiterroriste. Cette nécessité s'expliquait par les inquiétudes que suscitait la croissance des menaces terroristes dans le monde. L'objectif était de développer des outils pour leur suppression grâce à des efforts collectifs. L'accent était mis en particulier sur la prévention des mouvements transfrontaliers de combattants terroristes étrangers (CTE) et de la propagation de l'idéologie extrémiste, ainsi que sur la lutte contre les canaux et les sources de soutien financier des activités terroristes.

La priorité a été également accordée aux questions d'intensification de l'échange d'informations, d'amélioration des procédures d'entraide judiciaire dans les affaires pénales correspondantes et de coordination des positions au sein des organisations internationales, principalement de l'ONU.

Il est important de noter que les discussions au GTCT sont de nature strictement professionnelle. Les principes fondamentaux de la coopération entre les pays des BRICS comprennent : le respect de la souveraineté des pays participants et la non-ingérence dans les affaires intérieures ; l'engagement envers le droit international et la reconnaissance du rôle clé de l'ONU dans le maintien de la paix et de la sécurité ; le caractère inacceptable du soutien de l'État au terrorisme ; le rejet des doubles standards dans la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme ; la prise de décision basée sur le consensus.

### ● Une étape importante dans l'histoire de ce format

est l'adoption du Document de positionnement du GTCT à la suite de la neuvième session plénière du GTCT (Moscou, 22-24 juillet 2024) dans le cadre de la présidence de notre pays auprès des BRICS. Son objectif principal est de confirmer l'engagement des États membres envers la Stratégie et le Plan d'action susmentionnés. En outre, le document reflète le rôle et la place du GTCT dans l'architecture internationale antiterroriste pour les années à venir, il contient des recommandations pour les activités futures du Groupe et souligne la nécessité d'une coordination étroite des efforts collectifs sur les plateformes multilatérales, y compris l'ONU.

Depuis que le Groupe existe, les pays des BRICS ont réussi à constituer conjointement un ensemble solide de documents. En particulier, le règlement intérieur du GTCT a été approuvé en 2018, lors de la présidence sud-africaine. En 2020, à l'initiative de la Russie, la stratégie antiterroriste des BRICS a été adoptée et en 2021, lorsque l'Inde a présidé l'association, un plan d'action pour sa réalisation a été convenu.

Ces dernières années, le GTCT a connu un développement constant. Ainsi, les sous-groupes de praticiens experts lancés en 2020 fonctionnent avec succès dans cinq domaines : la lutte contre le phénomène des CTE (les fonctions de coprésidents sont assurées par la Russie et l'Iran), la déradicalisation (Chine et Égypte), la prévention

de l'utilisation d'Internet à des fins terroristes (Inde et Émirats arabes unis), le renforcement des capacités des forces de l'ordre (Brésil et Éthiopie) et la lutte contre le financement du terrorisme (Afrique du Sud).

Je voudrais m'attarder séparément sur le sous-groupe du GTCT chargé de lutter contre les CTE, dirigé par la Russie et l'Iran.

L'importance de ce problème ne fait aucun doute : selon diverses estimations, depuis 2011, environ 50 000 djihadistes venus de plus d'une centaine de pays sont passés par la Syrie et l'Irak. On observe actuellement une tendance constante de retour des radicaux du Proche-Orient vers leur pays d'origine, ainsi que sur le territoire d'autres États. Il est important d'éviter que de telles personnes restent impunies.

Il est clair que les CTE deviennent des catalyseurs d'activités terroristes parce qu'ils sont porteurs d'idées djihadistes, ont suivi une formation militaire complète et possèdent également des compétences en matière de combat, de fabrication d'engins explosifs et d'organisation de sabotage. Ces facteurs contribuent à la déstabilisation de la situation sociopolitique.

À l'initiative de la présidence russe du sous-groupe, une série de séances virtuelles d'information sur les CTE ont été organisées pour les participants des BRICS pendant la période intersessions. Le premier événement de ce type a été la réunion d'information en ligne de l'Office des Nations Unies pour la lutte contre le terrorisme le 8 février 2022. La deuxième réunion d'information, avec la participation d'experts du Groupe de surveillance du Comité 1267/1989/2253 du Conseil de sécurité des Nations Unies, s'est tenue avec succès le 1er juin 2023. Cette pratique utile sera poursuivie.

Un domaine de travail important du sous-groupe est l'analyse de la législation des pays des BRICS dans le domaine de la lutte contre CTE. La Russie a préparé un recueil d'actes réglementaires et juridiques en vigueur dans les pays membres de l'association.





Je voudrais souligner la contribution particulière de Rosfinmonitoring au fonctionnement du GTCT notamment de son sous-groupe sur la lutte contre le financement du terrorisme (LFT). Dans le cadre de ce sous-groupe, les mécanismes d'identification et de lutte contre les canaux et les sources de financement du terrorisme sont discutés en détail, divers aspects du problème de la prévention du blanchiment de capitaux et de l'utilisation des crypto-monnaies pour des activités illégales sont également abordés.

Les employés du Service participent toujours activement aux réunions et discussions et mettent en œuvre des projets pertinents pour identifier les sources du terrorisme. Lors d'une réunion du sous-groupe du GTCT sur la LFT en juillet 2024, nos confrères ont annoncé une étude typologique sur les activités spécifiques de l'EIIL, d'Al-Qaïda et des organisations apparentées sur le territoire des États membres des BRICS. Nos partenaires de l'association ont porté un vif intérêt à y participer.

Le Centre international de formation et de méthodologie pour la surveillance financière (ITMCFM) joue un rôle important dans le renforcement du potentiel des ressources humaines de la coopération antiterroriste entre les États de l'association. Les représentants des unités de renseignement financier des pays des BRICS suivent régulièrement des formations dans ses structures. L'année passée, des experts d'Égypte, d'Iran, des Émirats arabes unis et d'Éthiopie ont amélioré leur niveau de qualification. En outre, l'ITMCFM, en collaboration avec l'Institut international en réseau de LBC/FT, a organisé une série de salons de l'éducation et des carrières en matière de LBC/FT à Addis-Abeba, Dubaï, le Caire et Rio de Janeiro. Ces événements visent à populariser l'enseignement supérieur dans la sécurité financière et à aider les jeunes à en savoir plus sur les opportunités éducatives en Russie.

Cette année, la réunion anniversaire – la dixième consécutive – du GTCT est prévue, elle se tiendra sous la présidence du Brésil. Les organisateurs entendent accorder une attention prioritaire à la question de la prévention de la radicalisation menant au terrorisme et

à l'extrémisme. Nous soutenons pleinement l'idée de développer la coopération sur cette question, d'autant plus que la Russie dispose des solutions spécifiques que nous sommes prêts à partager avec nos partenaires des BRICS, notamment en tenant compte de la nouvelle Stratégie de lutte contre l'extrémisme adoptée par la Fédération de Russie en décembre 2024. Nous comptons également sur l'importante contribution des BRICS à la réalisation cette année d'un projet initié par notre pays sous les auspices de l'Office des Nations Unies pour la lutte contre le terrorisme (ONUT), visant à étudier le phénomène de l'extrémisme, ainsi que la diversité des pratiques nationales et régionales dans la lutte contre cette menace.

Nos amis brésiliens ont également prévu une série d'autres événements spécialisés qui nous permettront d'accroître la dynamique positive de coopération entre les pays de l'association dans la lutte contre le terrorisme. La Russie, à son tour, est prête à soutenir pleinement cette initiative.

**Je voudrais souligner la contribution particulière de Rosfinmonitoring au fonctionnement du GTCT notamment de son sous-groupe sur la lutte contre le financement du terrorisme (LFT). Dans le cadre de ce sous-groupe, les mécanismes d'identification et de lutte contre les canaux et les sources de financement du terrorisme sont discutés en détail, divers aspects du problème de la prévention du blanchiment de capitaux et de l'utilisation des crypto-monnaies pour des activités illégales sont également abordés.**

\* Reconnue comme terroriste, leurs activités sont interdites sur le territoire de la Fédération de Russie.

# OPERATION REGIONALE DE L'OTSC « LES ILLEGAUX » : ROLE DES CELLULES DE RENSEIGNEMENT FINANCIER



À l'heure actuelle, le problème de l'immigration illégale concerne l'ensemble de la communauté mondiale. Dans le contexte des conflits militaires et politiques qui se produisent à travers le monde et des écarts de niveaux de développement socio-économique des États, les processus migratoires s'intensifient à plusieurs reprises, parfois de manière incontrôlable



**➤ SERGUEÏ GONTCHAR**  
*Chef adjoint de l'Office de lutte du Secrétariat de l'OTSC contre les défis et les menaces, professeur associé, docteur en histoire*

**P**armi les risques et les défis auxquels est confrontée l'Organisation du Traité de sécurité collective, les problèmes de lutte contre la migration illégale dans la zone de responsabilité de l'Organisation occupent une place particulière.

Ce domaine d'activité, ainsi que la lutte contre le terrorisme international et l'extrémisme, le trafic de stupéfiants et de substances psychotropes, d'armes et la criminalité transnationale organisée, sont définis à l'article 8 de la Charte de notre organisation et sont réglementés par un certain nombre d'actes juridiques normatifs adoptés par le Conseil de sécurité collective, le Comité des secrétaires des conseils de sécurité et le Conseil de coordination des chefs des autorités compétentes des

États membres de l'Organisation du Traité de sécurité collective sur la lutte contre la migration illégale.

À l'heure actuelle, le problème de l'immigration illégale concerne l'ensemble de la communauté mondiale. Dans le contexte des conflits militaires et politiques qui se produisent à travers le monde et des écarts de niveaux de développement socio-économique des États, les processus migratoires s'intensifient à plusieurs reprises, parfois de manière incontrôlable. Les conséquences de tels processus peuvent être pleinement observées dans les États d'Europe occidentale, où de nouvelles communautés et groupes ethniques se sont formés, dont les membres ne s'efforcent pas de suivre les règles et normes de comportement établies et constituent un terrain fertile pour la criminalité.

Dans ces conditions, chaque État est confronté à la nécessité de créer des mécanismes de surveillance des migrants entrants. Ces mécanismes contribueront à maintenir la stabilité socio-économique et politique, à assurer l'ordre public et la sécurité nationale.

Ces processus n'ont pas épargné les États membres de l'OTSC dont la situation géographique fait un point de transit naturel pour les migrants en provenance des pays du Proche-Orient, d'Asie centrale, d'Afrique vers les pays d'Europe occidentale, le Canada, les États-Unis, ou pour un séjour illégal directement sur le territoire des États membres de l'OTSC afin de réaliser leurs propres intérêts, généralement économiques.

Souvent, ces processus sont caractérisés par des activités commerciales clandestines menées par des groupes criminels transfrontaliers organisés étroitement liés au terrorisme international et à l'extrémisme, ainsi qu'à la criminalité économique, au trafic de drogues et d'armes et à la traite des êtres humains.

L'un des mécanismes efficaces de lutte contre les migrations illégales dans la zone de responsabilité de l'OTSC est la pratique consistant à organiser, sous les auspices du Conseil de coordination des chefs des autorités compétentes des États membres de l'OTSC, l'opération régionale « Les illégaux », qui a reçu le statut d'action permanente en 2017.

Une caractéristique distinctive des opérations menées au cours des 17 dernières années est leur exhaustivité, exprimée dans l'unification coordonnée des efforts des agences des affaires intérieures (police), des services de migration, frontaliers et des services spéciaux, pour le contrôle du respect de la législation migratoire et l'identification des crimes commis dans ce domaine, en dénonçant les

organisateurs de la migration illégale et de la traite des êtres humains.

Lors des événements menés dans le cadre de l'opération « Les illégaux », les forces de l'ordre des États membres de l'OTSC s'emploient conjointement à fermer les canaux connus et à identifier de nouveaux canaux de migration illégale de ressortissants de pays tiers, ainsi qu'à réprimer les activités criminelles des individus et des groupes organisés, y compris ceux liés aux activités transnationales.

Une approche intégrée, ainsi qu'un niveau élevé d'interaction entre les autorités compétentes des États membres de l'OTSC, permettent d'obtenir des résultats significatifs dans la lutte contre la migration illégale.

## > 2,1 MILLIONS

de violations de la législation migratoire ont été empêchées en 17 ans grâce aux actions coordonnées des autorités compétentes des États membres de l'OTSC

Plus de 7 700 personnes recherchées ont été arrêtées et environ 270 000 citoyens étrangers ont été expulsés administrativement ou déportés des États membres de

l'Organisation. Plus de 35 000 affaires pénales ont été ouvertes pour organisation de migration illégale.

Plus de 144 000 affaires pénales ont été ouvertes pour d'autres crimes identifiés lors de l'opération régionale de l'OTSC, notamment ceux liés :

- au trafic de stupéfiants illégal: plus de 32 700 affaires ;
- au trafic illégal d'armes : plus de 5 300 affaires ;
- au franchissement illégal des frontières : plus de 2 800 affaires ;
- aux crimes de nature extrémiste et terroriste : 154 affaires.

Cette année, il est prévu de mener l'opération « Les illégaux » en deux étapes avec la participation de toutes les forces de l'ordre et des cellules de renseignement financier intéressées des États membres de l'OTSC.

Une caractéristique distinctive des opérations menées au cours des 17 dernières années est leur exhaustivité, exprimée dans l'unification coordonnée des efforts des agences des affaires intérieures (police), des services de migration, frontaliers et des services spéciaux, pour le contrôle du respect de la législation migratoire et l'identification des

 **Une caractéristique distinctive des opérations menées au cours des 17 dernières années est leur exhaustivité, exprimée dans l'unification coordonnée des efforts des agences des affaires intérieures (police), des services de migration, frontaliers et des services spéciaux, pour le contrôle du respect de la législation migratoire et l'identification des crimes commis dans ce domaine, en dénonçant les organisateurs de la migration illégale et de la traite des êtres humains.**

crimes commis dans ce domaine, en dénonçant les organisateurs de la migration illégale et de la traite des êtres humains.

Dans le cadre de la préparation et de la conduite de cette opération, il convient de noter le rôle important des cellules de renseignement financier des États membres de l'OTSC, dont les employés effectuent une analyse macroéconomique des informations sur les opérations financières suspectes impliquant des citoyens étrangers, ils analysent les éléments des affaires d'enquête financière pour identifier les non-résidents parmi les citoyens étrangers, ils identifient et bloquent les comptes financiers et les actifs qui peuvent être associés aux activités de groupes criminels organisant la migration illégale.

Ce travail conjoint et coordonné produit des résultats positifs. Ainsi, depuis 2018, dans le cadre de l'opération régionale de l'OTSC de lutte contre la migration illégale « Les illegaux », les cellules de renseignement financier ont mené 39 enquêtes financières, identifiant plus de 7 600 opérations financières suspectes totalisant plus de 103 millions de dollars américains.

La signature du Protocole de coopération entre le Conseil des chefs des cellules de renseignement financier des États membres de la CEI (CRF CH) et le Secrétariat de l'organisation du traité de sécurité collective le 29 mai 2019 a été importante dans la lutte contre le blanchiment de capitaux, le financement du terrorisme et la criminalité organisée transfrontalière.



Ce Protocole établit les formes de coopération suivantes :

- l'échange d'informations sur des questions et des domaines d'intérêt mutuel ;
- l'échange d'expériences professionnelles, notamment par l'organisation de conférences, de séminaires et autres événements conjoints ;
- la création, si nécessaire, de groupes de travail conjoints chargés d'élaborer des propositions visant à résoudre les questions d'intérêt mutuel les plus importantes ;
- la participation à des événements et réunions organisés par CRF CH ou par le Secrétariat de l'OTSC, consacrés à des questions intéressant l'autre partie ou relevant de sa compétence ;
- la participation conjointe aux éditions et publications.

● **Le blanchiment de capitaux de l'organisation de la migration illégale change de formes et de méthodes de réalisation d'année en année, en s'adaptant aux méthodes existantes de lutte des États membres de l'OTSC.**

Dans ces conditions, il est important de travailler à l'intensification des mesures visant à identifier, prévenir et documenter les cas de blanchiment de capitaux provenant de l'organisation de la migration illégale, ainsi qu'à utiliser le potentiel du CRF CH et du Groupe Eurasie.

La participation des représentants du Bureau de l'organisation internationale pour les migrations à Moscou aux consultations sur l'élaboration de nouvelles approches pour lutter contre le blanchiment de capitaux provenant de l'organisation de la migration illégale a permis d'accroître l'efficacité de ce travail.

En conséquence, on peut affirmer avec certitude que le travail des cellules de renseignement financier des États membres de l'OTSC contribue non seulement à la lutte contre la migration illégale et au blanchiment de capitaux de cette activité illégale, mais également au renforcement de la sécurité financière dans la zone de responsabilité de l'OTSC dans son ensemble.

# MADAGASCAR CONTRE LE TERRORISME: UNE DYNAMIQUE EFFICACE



**> MAMITIANA RAJAOUNARISUN**  
*Chef du renseignement financier de la République de Madagascar*

**N**'importe quelle nation peut devenir une cible, un point de transit, un refuge ou un lieu de planification d'activités terroristes. En réponse, l'Organisation des Nations Unies (ONU) a adopté un certain nombre de conventions et de résolutions encourageant les pays à prévenir, combattre et réprimer ce phénomène.

À la suite de plusieurs événements, notamment le 11 septembre 2001, le Groupe d'action financière (GAFI) a recentré son attention sur cette question importante. Le Groupe a inclus dans ses normes des recommandations visant à lutter contre le financement du terrorisme. Cette approche vise à affaiblir l'efficacité opérationnelle des groupes terroristes, à les identifier après des attaques et, surtout, à réduire leurs capacités globales.

La lutte contre le terrorisme est rendue beaucoup plus difficile par le fait que son financement peut provenir de sources illégales comme légitimes.

En tant que membre de l'ONU et du Groupe Anti-blanchiment en Afrique Orientale et Australe (GABAOA) Madagascar dispose de l'arsenal juridique et institutionnel pour contribuer à cette lutte. Il existe

Le terrorisme est l'un des principaux problèmes mondiaux de notre époque. Les pays riches et en développement, du Nord et du Sud, de l'Est et de l'Ouest, sont tous confrontés d'une manière ou d'une autre à ce phénomène qui cause de graves préjudices à l'humanité

deux principales lois en vigueur qui régissent la bataille contre le terrorisme :

- Loi n° 2014-005 sur la lutte contre le terrorisme et la criminalité transnationale organisée ;
- Loi n° 2018-043, complétée et modifiée par la loi n° 2023-026, sur la lutte contre le blanchiment de capitaux, le financement du terrorisme et de la prolifération des armes de destruction massive.

Il est à noter que Madagascar se conforme à la Recommandation 4 du GAFI sur la criminalisation du financement du terrorisme.

Les forces de défense et de sécurité comprennent des cellules de lutte contre le terrorisme. En outre, Madagascar abrite le Bureau central national d'Interpol, une organisation importante qui assure des liens étroits avec les réseaux internationaux de renseignement.

La coopération quotidienne entre les différentes structures impliquées accroît l'efficacité de la lutte contre la criminalité transnationale organisée, notamment le terrorisme, le financement du terrorisme et le blanchiment de capitaux. Par exemple, Interpol, SAMIFIN (cellule de renseignement financier) et la Direction du



contrôle des migrations ont adopté des protocoles d'accord bilatéraux pour l'échange d'informations.

Ces accords donnent accès à des bases de données spécifiques d'INTERPOL, telles que la base de données des documents de voyage perdus et volés (SLTD), le système d'information criminel d'INTERPOL (ICIS), la base de données des documents de voyage liés aux notifications (TDAWN), la base de données des enquêtes et de la documentation judiciaires (FIND), etc. En outre, la Gendarmerie et la Police nationale disposent de cellules d'enquête spécialisées dans la lutte contre la cybercriminalité. Cette activité est régie par la loi n° 2014-006, complétée et modifiée

par la loi n° 2016-031. L'utilisation des nouvelles technologies à des fins de terrorisme ou de financement du terrorisme relève donc de la législation nationale.

Par ailleurs, afin de renforcer les ressources humaines en matière de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme (LBC/FT), un centre de recherche et de formation a été récemment créé au SAMIFIN. Ce centre, alliant savoir et pratique, permettra également de partager les meilleures expériences en matière de lutte contre la criminalité financière. Il mettra également en œuvre un programme de formation complet axé sur les méthodes d'enquête financière

systematique, ce programme se déroulera parallèlement aux enquêtes et aux poursuites liées à la criminalité transnationale organisée, notamment le terrorisme et diverses formes de trafic.

Ainsi, pleinement engagé à ne jamais devenir un refuge ou une base arrière pour des activités criminelles et terroristes, Madagascar demeure un pays de paix et de sécurité, où des relations intérieures et extérieures harmonieuses avec la communauté internationale sont entretenues. Madagascar occupe une place légitime parmi les pays qui contribuent de manière significative au bien-être de l'humanité.

### ► Certains résultats obtenus en 2024 démontrent la grande efficacité des actions de Madagascar dans la lutte contre le terrorisme et son financement. Il s'agit de l'utilisation des bases de données d'Interpol :

- Aucune personne figurant sur la liste d'Interpol n'a franchi la frontière de Madagascar (entrée ou sortie).
- L'application pratique du système FIND, qui donne accès aux bases de données ICIS, SLTD et TDAWN, a donné lieu à plus de 1,8 million de visites actives dans les bases de données d'Interpol pour des mesures préventives et de contrôle. Madagascar se classe au 11e rang en Afrique pour les visites dans les bases de données d'Interpol.
- Un citoyen d'un pays voisin, connu comme un foyer terroriste, s'est vu refuser l'embarquement à l'aéroport de départ : son document (passeport) ayant été déclaré perdu.
- La base de données SLTD contient 1 704 passeports malgaches déclarés perdus, volés ou annulés ce qui indique une vigilance accrue de la part des autorités malgaches concernant l'utilisation abusive possible de ces documents à des fins illégales.
- Le même système FIND a généré un total de 136 rapports concernant les mouvements frontaliers d'individus répertoriés dans les bases de données ICIS, SLTD et TDAWN d'Interpol.



# COMMUNICATIONS INTERAGENCES AU SEIN DU GROUPE EURASIE DANS LA LUTTE CONTRE LE TERRORISME : COOPÉRATION MUTUELLEMENT BÉNÉFIQUE ENTRE LA RÉPUBLIQUE ISLAMIQUE D'IRAN ET L'EAG

Le Groupe Eurasie (EAG), créé en 2004, est devenu un exemple brillant de coopération régionale dans la lutte contre les crimes financiers liés au financement du terrorisme



**MORTEZA PARVANE  
CHAMAMI**

*Expert en jurisprudence*

Inspiré du Groupe d'action financière (GAFI), l'EAG rassemble neuf pays – la République du Bélarus, la Chine, l'Inde, le Kazakhstan, le Kirghizistan, l'Ouzbékistan, la Fédération de Russie, le Tadjikistan et le Turkménistan – afin de protéger les systèmes financiers et assurer la sécurité au-delà des frontières nationales. Pour la République islamique d'Iran, qui a le statut d'observateur au sein de ce groupe faisant autorité, la coopération avec l'EAG constitue une étape importante vers le renforcement de l'interaction avec ses alliés eurasiens. L'article examine les mécanismes de coopération interagence au sein de l'EAG, montre le rôle croissant de la République islamique d'Iran et les avantages mutuels que cette coopération apporte à notre lutte commune contre le financement du terrorisme.

## LA COOPÉRATION DANS L'ESPACE DU RESPECT MUTUEL EST LA BASE DE L'EAG

La République islamique d'Iran accorde une grande importance aux

principes d'interaction au sein de l'EAG notamment la possibilité de coopération entre les pays tout en préservant la souveraineté de chacun d'eux. Les sessions plénières de l'EAG, qui réunissent des représentants des cellules de renseignement financier (CRF), des forces de l'ordre et des organismes de réglementation, constituent une plate-forme de prise de décision et de discussion sur des questions clés. Dirigé par des groupes de travail tels que le Groupe de travail sur les typologies et la lutte contre le financement du terrorisme et de la criminalité (WGTYP), qui analyse les tendances du financement du terrorisme, l'EAG offre une plateforme de partage de renseignements actuels et de coordination des politiques. Le travail consciencieux du Secrétariat à Moscou permet à l'EAG d'avancer avec concentration vers les objectifs fixés. C'est dans notre intérêt car cela combine des objectifs communs avec l'autonomie de chaque membre.

La République islamique d'Iran, pour laquelle la protection des informations confidentielles est une question de fierté nationale et de



sécurité, considère que l'accent mis par l'EAG sur l'évaluation mutuelle et l'assistance technique est approprié et équilibré. Sur la base des évaluations, des recommandations sont formulées pour améliorer la situation dans le pays sans violer sa souveraineté, et des séminaires de formation contribuent discrètement à l'expansion de nos capacités. En Asie centrale, où persistent les problèmes de trafic illicite et les difficultés aux frontières, les activités de l'EAG, notamment le travail du Centre régional d'information et de coordination d'Asie centrale pour la lutte contre le trafic des stupéfiants, substances psychotropes et leurs précurseurs (CARICC), démontrent comment la coopération soutient la résilience de tous les participants tout en respectant les spécificités nationales de chaque pays.

### LE RÔLE HONORIFIQUE DE LA RÉPUBLIQUE ISLAMIQUE D'IRAN A L'EAG

En tant qu'État observateur parmi 17 pays et 24 organisations internationales, la République islamique d'Iran a de plus en plus d'occasions d'interagir avec l'EAG. Cela nous permet de participer aux séances plénières, d'adopter de meilleures pratiques et de collaborer à une noble cause avec des partenaires fiables tels que la Fédération de Russie et la Chine, qui sont à l'origine de la création du groupe. Notre participation témoigne de notre lien historique avec l'Eurasie et de notre désir de stabilité dans la région. Notre adhésion à l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS) en 2023 en est une confirmation supplémentaire.

Les liens économiques de la République islamique d'Iran avec les pays de l'EAG s'épanouissent grâce à des initiatives telles que l'Accord

de libre-échange (ALE) avec l'Union économique eurasiatique (UEE) signé en décembre 2023<sup>1</sup>. Cet accord nous a rapprochés des membres de l'EAG tels que le Kazakhstan, le Kirghizistan et la Fédération de Russie. Près de 90% du chiffre d'affaires commercial est couvert et le commerce légal a créé des conditions de prospérité. De telles connexions sont possibles grâce à des mécanismes de coopération qui tiennent compte de notre souveraineté financière et des objectifs de l'EAG. Politiquement, notre présence à l'EAG souligne l'attachement de la République islamique d'Iran à la sécurité en Eurasie, ainsi que notre contribution à la formation d'un avenir où le terrorisme n'aura pas sa place.

### AVANTAGE MUTUEL : UN PARTENARIAT BASÉ SUR LE RESPECT

La coopération avec l'EAG est une source de fierté et de force pour la République islamique d'Iran, et les avantages sont mutuels. Pour l'EAG, la République islamique d'Iran apporte de la valeur grâce à notre expertise régionale, acquise du fait de notre situation stratégique et de notre compréhension approfondie des flux économiques transfrontaliers. Nous sommes prêts à partager cette expérience, tout en respectant nos lois et principes nationaux. Cette alliance renforce la capacité de l'EAG à contrer les menaces, à condition que le partenariat reste égalitaire et prenne en compte les intérêts nationaux des parties.

L'EAG fournit des outils précieux à la République islamique d'Iran pour améliorer l'efficacité de nos mesures de lutte contre le terrorisme. Notre statut d'observateur nous donne l'opportunité de recevoir des formations et d'adopter les meilleures pratiques pour améliorer

la performance de notre CRF – de manière efficace et discrète, sans compromettre notre autonomie. Des programmes de surveillance financière adaptés à nos besoins contribuent à protéger notre économie contre les abus, conformément aux critères internationaux que nous jugeons appropriés. Cet échange d'expériences témoigne du respect de l'EAG pour notre souveraineté, ce qui renforce la confiance au sein de la mission commune.

La participation stratégique de la République islamique d'Iran renforce le statut de l'EAG en tant qu'organisme d'intérêts paneuropéens. Avec le soutien de la Fédération de Russie, nous créons conjointement un espace multipolaire qui prend en compte de multiples approches et aborde avec élégance le problème de la pression extérieure. Cette union renforce notre voix iranienne sur la sécurité régionale, nous permettant de nous tenir aux côtés de nos alliés contre le terrorisme. C'est une alliance qui reflète nos idéaux : coopération sans coercition, unité sans ingérence.

Un exemple frappant de cette coopération interagence a été le premier Forum conjoint de l'EAG et du Conseil de coordination des procureurs généraux des États membres de la CEI. Ce forum de LBC/FT s'est tenu à Minsk, en République de Bélarus, les 13 et 14 novembre 2024. J'ai eu l'honneur de représenter le CRF de la République islamique d'Iran à ce forum. Les délégations ont discuté du rôle des autorités du parquet dans le renforcement des systèmes nationaux de LBC/FT, la lutte contre le financement du terrorisme et le blanchiment de capitaux, la coopération internationale en matière de recouvrement des avoirs obtenus par des moyens criminels, la résolution des nouveaux défis

<sup>1</sup> <https://eec.eaeunion.org/en/commission/departement/dottp/torgovye-soglasheniya/iran.php>.

dans l'entraide judiciaire et enfin le développement de mécanismes nationaux interdépartementaux de LBC/FT. Les participants ont échangé leurs expériences nationales dans des domaines tels que le développement de la coopération entre les procureurs et les cellules de renseignement financier, les opérations de recouvrement d'avoirs, l'amélioration de la réglementation juridique de la coopération dans la lutte contre la criminalité, l'interaction électronique dans l'entraide judiciaire et la coopération, la lutte contre les risques régionaux de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme ainsi que l'utilisation d'actifs virtuels dans les activités criminelles.

### **CONSTRUIRE ENSEMBLE UN AVENIR SAIN**

La République islamique d'Iran et l'EAG devraient renforcer leur confiance réciproque afin de développer un partenariat mutuellement bénéfique. Pour l'EAG, l'examen de la demande de coopération renforcée et d'adhésion à part entière de la République islamique d'Iran constituerait une reconnaissance de notre contribution et, en même temps, un respect de notre rythme d'intégration. Des mécanismes de dialogue confidentiels faciliteraient la coordination et notre expérience ne ferait que renforcer le travail du Groupe.

Des formations conjointes sur les nouveaux défis tels que les monnaies numériques contribueraient à consolider nos efforts dans le domaine de l'apprentissage

## **« Fondée sur le respect mutuel et la compréhension de nos valeurs, la coopération entre la République islamique d'Iran et l'EAG contribue à renforcer la résilience eurasiennne au financement du terrorisme. En promouvant la confiance et en développant la coopération, l'EAG et la République islamique d'Iran peuvent construire un avenir basé sur une coopération prospère, notamment dans la lutte contre le terrorisme, et défendre nos terres avec dignité dans l'unité.**

bilatéral. De son côté, la République islamique d'Iran peut recevoir des ressources de l'EAG pour renforcer sa défense en adoptant des méthodes et des outils cohérents avec nos réalités nationales.

Une participation active aux forums nous permettra de jouer un rôle de premier plan dans la protection des routes commerciales et le partage des connaissances sans diluer les principes nationaux. En collaboration avec l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC) nous pouvons adapter le soutien à nos besoins, garantissant ainsi que ce partenariat continue d'être une source de stabilité et de force. L'ONUDC, en tant qu'organisation internationale, joue un rôle important pour le renforcement de la coopération régionale dans la lutte contre le terrorisme. En fournissant une assistance technique, telle que des formations aux forces de l'ordre et aux autorités judiciaires, l'ONUDC renforce les capacités locales à lutter efficacement contre les menaces terroristes. Nous apprécions également hautement les activités du Centre international de formation et de méthodologie pour la surveillance financière (ITMCFM) en Fédération de Russie, organisme qui joue un rôle clé dans le domaine de LBC/FT grâce

au développement du potentiel d'experts, à la coopération régionale et à l'innovation technologique.

### **CONCLUSION**

La coopération antiterroriste interagence au sein de l'EAG est une noble mission qui unit les pays dans une quête commune de sécurité. Le rôle croissant de la République islamique d'Iran dans ce groupe est pour nous une source de fierté. Les avantages sont mutuels : l'EAG acquiert une expertise régionale et la République islamique d'Iran acquiert des capacités techniques. Fondée sur le respect mutuel et la compréhension de nos valeurs, la coopération entre la République islamique d'Iran et l'EAG contribue à renforcer la résilience eurasiennne au financement du terrorisme. En promouvant la confiance et en développant la coopération, l'EAG et la République islamique d'Iran peuvent construire un avenir basé sur une coopération prospère, notamment dans la lutte contre le terrorisme, et défendre nos terres avec dignité dans l'unité.

*Les points de vue et opinions exprimés dans ce document sont uniquement ceux de l'auteur et ne reflètent pas nécessairement la position ou la politique officielle de la République islamique d'Iran ou de l'INFIC.*

# PROJET DE L'EAG VISANT À CRÉER UN BULLETIN D'INFORMATION SUR LES ACTIVITÉS DES GROUPES TERRORISTES

En mai 2024, les États membres de l'EAG, observant la dynamique active des changements dans les méthodes et les moyens de financement des organisations terroristes, ont décidé de commencer à travailler sur un projet visant à créer un bulletin d'information sur les activités des groupes terroristes dans la région eurasienne



**IVAN ANISIMOV**

Représentant de Rosfinmonitoring

comprendre la logique des actions du principal adversaire de tous les États du monde sans exception : le terrorisme international. La principale erreur que l'on peut commettre lorsqu'on étudie la nature des organisations terroristes internationales (OTI), et en fait de tout autre terroriste, est d'identifier la tactique et la stratégie de leurs actions sur la base d'un modèle.

Il est certain que les groupes terroristes opérant dans la même région géographique peuvent partager des caractéristiques communes. En même temps, les objectifs des groupes terroristes ne seront plus jamais les mêmes, et le chemin pour les atteindre ne sera plus jamais le même.

Il semblerait qu'un exemple frappant soit celui de l'EIL\* et d'Al-Qaïda\*. Probablement les deux organisations terroristes les plus connues au monde. Cependant, la différence entre elles commence littéralement par la base de leur « vision du monde ».

Le chef d'Al-Qaïda\*, Oussama ben Laden, pensait que ses actions

étaient une sorte de prologue au futur califat, et que sa tâche principale était d'« allumer l'étincelle » qui aiderait la société à y parvenir.

L'organisation créée par ben Laden, selon son plan, est un réseau de cellules géographiquement dispersées. L'État islamique\* insiste sur la nécessité de créer un califat « ici et maintenant », qui a clairement défini qu'il a besoin de territoires qui seront sous son contrôle et, de plus, qui seront gouvernés de manière centralisée avec une séparation claire des administrations militaires et civiles, ainsi qu'une division en provinces – vilayats.

Ces éléments, ainsi que la compréhension de l'eschatologie des groupes terroristes, qui a une signification stratégique pour l'analyse de leurs activités, par exemple l'apparition de certaines références associées à la ville de Dabiq comme lieu supposé de la « grande bataille » sur le territoire syrien, démontrent des différences fondamentales dans les activités des groupes terroristes certainement grands, mais loin d'être uniques.

**A**l-Qaïda\* et l'État islamique\*, État islamique au Khorassan\* et Jabhat al-Nosra\*, Tehrik-e-Taliban Pakistan\* et le Mouvement islamique du Turkestan oriental\* sont tous des noms d'organisations terroristes. Qu'ont-ils en commun ? Comment sont-ils apparus ? Pourquoi commettent-ils des actes terroristes ? Quel sont leurs motifs et leurs buts ? Où recrutent-ils de nouveaux membres ?

Ce sont des questions auxquelles il est très important et nécessaire d'avoir les bonnes réponses afin de

Pleinement conscients de tout ce qui précède et observant la dynamique active des changements dans les méthodes et les moyens de financement des activités des organisations terroristes, les États membres du Groupe Eurasie (EAG) ont décidé en mai 2024 de commencer à travailler sur un projet visant à créer un bulletin d'information sur les activités des groupes terroristes dans la région eurasiennne.

Les travaux consolidés à long terme dans le domaine de la recherche sur les typologies de BC/FT ont permis aux États membres d'accroître leur connaissance des menaces terroristes, d'élaborer des mesures de réponse conjointes et, par la suite, de réaliser efficacement des programmes visant à adapter la législation nationale en matière de lutte contre le blanchiment de capitaux.

Ainsi, on peut citer les projets liés aux modalités de déplacement des personnes impliquées dans des activités terroristes (par exemple, l'achat de billets); les sources de fonds utilisées pour financer des activités illégales (par exemple, les produits du crime organisé); ainsi que l'introduction dans le droit national de mécanismes spécifiques de lutte contre le financement du terrorisme (par exemple, des procédures de gel des avoirs des personnes associées à des activités terroristes).

Cependant, jusqu'à présent, l'EAG ne dispose pas d'un projet permettant d'identifier les liens entre les organisations terroristes communes à tous les États membres et les groupes spécifiques à certains États. Le projet de l'EAG vise également à identifier les liens directement associées aux groupes terroristes avec les méthodes et techniques de

financement de leurs activités. Sur la base des résultats de nombreuses études typologiques, un nombre important d'éléments factuels ont été accumulés à ce jour. Cependant, aujourd'hui, aucune étude n'a été menée dans la région eurasiennne qui permettrait de comparer tous les aspects du fonctionnement des groupes terroristes spécifiques opérant dans la région.

Cela est également confirmé par le fait que les groupes terroristes qui étaient auparavant en concurrence commencent non seulement à dépenser moins de ressources pour s'opposer les uns aux autres, mais dans certains cas, ils s'unissent pour agir ensemble. Cette tendance est également constatée par la communauté internationale. Il existe un mouvement actif de combattants d'autres pays et même d'autres continents pour participer aux opérations militaires aux côtés des OTI, et les méthodes et moyens de communication et de coordination des actions entre les groupes changent.

Pour toutes ces raisons, les États membres de l'EAG ont approuvé l'initiative du projet de l'EAG de créer un bulletin d'information. En novembre 2024, les actions d'un certain nombre d'organisations terroristes qui représentent la plus grande menace pour les États membres du Groupe Eurasie ont été analysées.

L'analyse de la carte de l'activité migratoire et de la localisation des bases des organisations terroristes a permis de déterminer la dynamique géographique du développement des OTI. Cet élément est stratégique pour la formation d'un système de sécurité régional. Pour revenir, par exemple, au problème du développement de l'EIL\* et d'Al-Qaïda\*, il est évident que si la

coalition internationale avait rapidement reconnu les intentions de ces OTI dans les conditions de vide de pouvoir au Proche-Orient et en Afrique du Nord à la suite des processus du Printemps arabe, cela aurait permis d'éviter de nombreuses conséquences négatives pour l'ensemble de la région. Par exemple, des groupes liés au terrorisme ont traversé la frontière syro-irakienne bien avant l'invasion des forces principales et, par le biais de chaînes financières, ont reçu des fonds pour des activités subversives en utilisant directement les outils du système bancaire irakien.

L'analyse du contexte géographique détermine toujours plus ou moins les principales sources de financement des activités de l'OTI. Mais l'évolution des tendances et l'identification des foyers au stade de leur émergence permettront d'arrêter à l'avance l'émergence de chaînes d'approvisionnement d'actifs. En outre, le résultat des travaux de recherche menés aujourd'hui est l'identification de services électroniques spécifiques comme les applications mobiles qui sont utilisées par les participants d'une OTI à des fins criminelles. L'ensemble de ces applications varie en fonction de l'organisation, il est directement lié à la nature et aux spécificités des activités d'une OTI particulier.

Actuellement, le développement du projet est en cours. Les participants sont convaincus que ce n'est que le début du voyage, car au cours du processus de recherche, de plus en plus de nouveaux liens sont découverts entre des groupes terroristes situés non seulement dans d'autres pays, mais même sur d'autres continents.

\* Reconnue comme une organisation terroriste et ses activités sont interdites sur le territoire de la Fédération de Russie.



# COOPÉRATION INTERNATIONALE DANS LA LUTTE CONTRE LE FINANCEMENT DU TERRORISME : L'EXPÉRIENCE DU KAZAKHSTAN

Aujourd'hui, l'une des principales tâches pour garantir la sécurité internationale est de lutter contre le financement du terrorisme. Pour faire face à cette menace, une coopération internationale avec les États voisins et la communauté internationale dans son ensemble est nécessaire



## SALTANAT BAISBAI

*Conseillère en chef du Département de surveillance financière dans le domaine du financement du terrorisme, du trafic de drogue et de la prolifération des armes de destruction massive de l'Agence de surveillance financière de la République du Kazakhstan*

La cellule de renseignement financier du Kazakhstan participe activement aux initiatives internationales de lutte contre le financement du terrorisme, à l'échange des données, elle améliore la législation et introduit de nouvelles méthodes de surveillance financière.

Parallèlement à cela, la CRF du Kazakhstan coopère étroitement sur les plateformes du GAFI, de l'EAG et du CRF CH pour le développement de mécanismes mondiaux de lutte contre le financement du terrorisme.

La coopération internationale avec nos confrères étrangers joue un rôle essentiel dans les premières étapes d'identification et de prévention du financement du terrorisme (échange d'informations, initiatives analytiques conjointes).

On peut évoquer le travail conjoint de la CRF du Kazakhstan avec la République tchèque, à la suite duquel le canal de financement de l'organisation extrémiste religieuse interdite At Takfir wal Hijra\* a été coupé et 12 partisans de cette organisation ont été condamnés.

Les résultats d'une enquête financière parallèle ont permis de découvrir un

adepte (idéologue) de l'OTI At Takfir wal Hijra\*, ainsi que d'identifier les propriétaires de cartes bancaires étrangères et les personnes apportant un soutien financier.

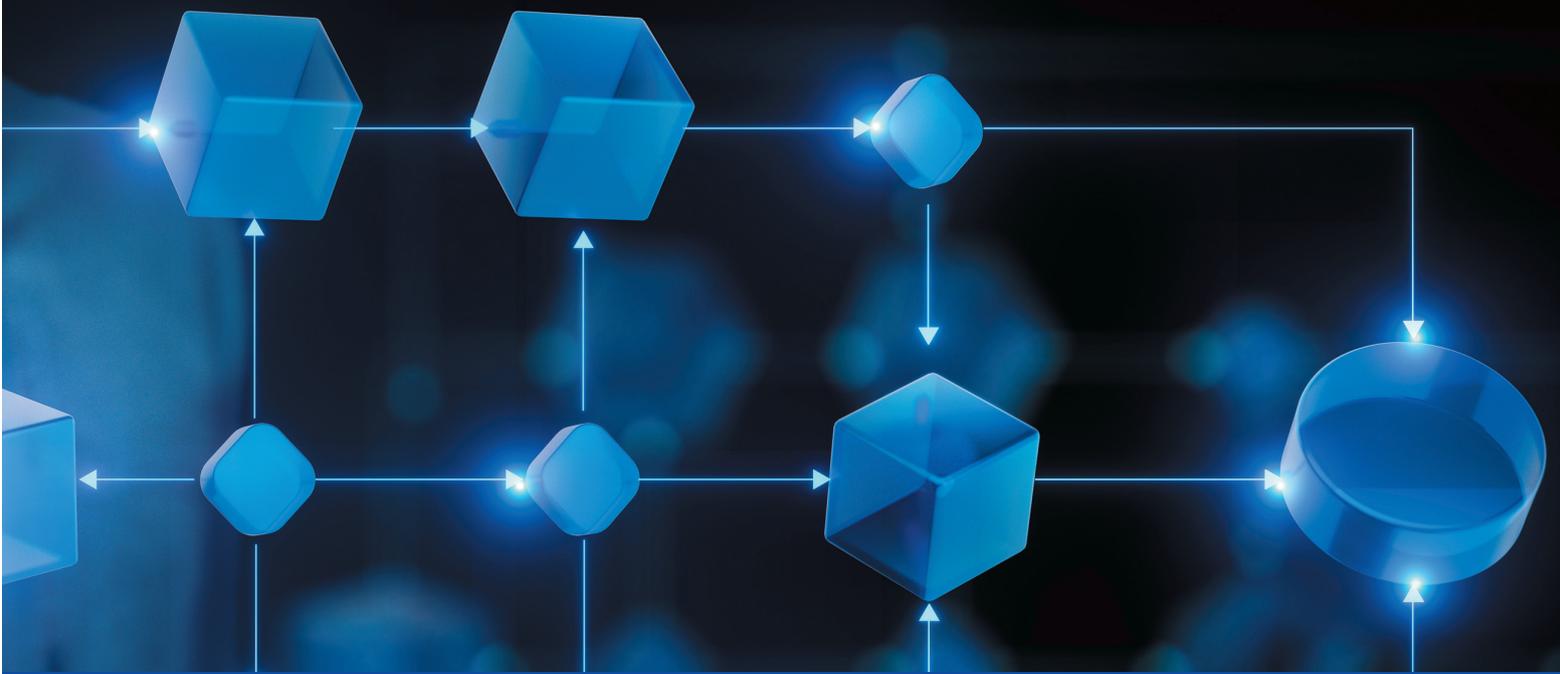
Grâce à la collaboration avec la CRF de la République tchèque, des poursuites pénales ont été engagées.

Il est important de développer davantage l'échange d'informations et de renforcer la coopération internationale pour assurer la sécurité mondiale, défendre conjointement les intérêts communs et promouvoir le maintien de la sécurité financière internationale.

Nous sommes certains que seule une coopération étroite entre tous les participants aux systèmes nationaux de lutte contre le blanchiment de capitaux nous permettra de résoudre avec succès les problèmes de lutte contre le blanchiment de capitaux ainsi que de supprimer des canaux de financement du terrorisme.

La sécurité mondiale n'est possible que grâce à une coopération étroite entre les pays.

\* Reconnue comme une organisation terroriste et ses activités sont interdites sur le territoire de la Fédération de Russie.



# ***LE PARTENARIAT INTERAGENCE EST LA CLE DE LA RESILIENCE ANTITERRORISTE A LONG TERME : EXPERIENCES DE DIFFERENTS PAYS***

---

**44** **EVGUENI ILYIN**  
Retour d'expérience dans la création d'un système national de lutte contre le terrorisme dans la Fédération de Russie

---

**51** **KANATE ASANGULOV**  
Évaluation de la menace de financement du terrorisme en République kirghize : résultats de l'analyse des risques

---

**54** **DMITRI DANILOV**  
Lutte contre le financement et le soutien informationnel du terrorisme dans le contexte des risques actuels

---

---

**58** **KHALIM MIRZOALIEV**  
Prévention de la propagation du terrorisme et de l'extrémisme chez les jeunes en République du Tadjikistan

---

**60** **YOURI SEDYKH**  
Contribution du Centre de situation de l'Agence fédérale pour les affaires ethniques en Russie à la lutte contre les idées radicales et leur financement

---

**62** **GRIGORI TARANENKO**  
Lutte contre le terrorisme dans le Caucase du Nord : l'expérience de la filiale régionale de Rosfinmonitoring pour le District fédéral du Caucase du Nord

---

# RETOUR D'EXPERIENCE DANS LA CREATION D'UN SYSTEME NATIONAL DE LUTTE CONTRE LE TERRORISME DANS LA FEDERATION DE RUSSIE



## ➤ EVGUENI ILYIN

*Conseiller du président du Comité national antiterroriste, chef adjoint du Groupe de coordination d'experts pour la lutte contre le financement du terrorisme et de l'extrémisme au sein du Comité national antiterroriste, docteur en droit*

L'article est consacré à l'examen de l'expérience de la Fédération de Russie dans la création d'un système national de lutte contre le terrorisme<sup>1</sup>. Une attention particulière est accordée à la construction d'un système global de lutte contre le terrorisme et son financement, à l'évaluation de l'efficacité de son fonctionnement ainsi qu'à la présentation des principes d'organisation des activités du Comité national antiterroriste en tant que structure dirigeante du SNLT, fonctionnant sur la base du partenariat interagence permanent

**A**u tournant du troisième millénaire, le terrorisme en tant que phénomène social a acquis un caractère mondial. La Fédération de Russie a été l'une des premières à faire face à ses manifestations agressives, inspirées par les organisations terroristes internationales, et a subi d'importantes pertes humaines. Pour repousser cet assaut qui menaçait l'intégrité territoriale et l'existence de l'État, il était nécessaire de changer rapidement les approches des activités antiterroristes, notamment en impliquant toutes les institutions de l'État et la société civile du pays dans la résolution de ce problème, il était vital de créer un système national de lutte contre le terrorisme qualitativement nouveau.

Les principes du SNLT en vigueur dans la Fédération de Russie ont été énoncés dans la loi fédérale de 2006 « Sur la lutte contre le terrorisme »<sup>2</sup>, le décret du Président de la Fédération

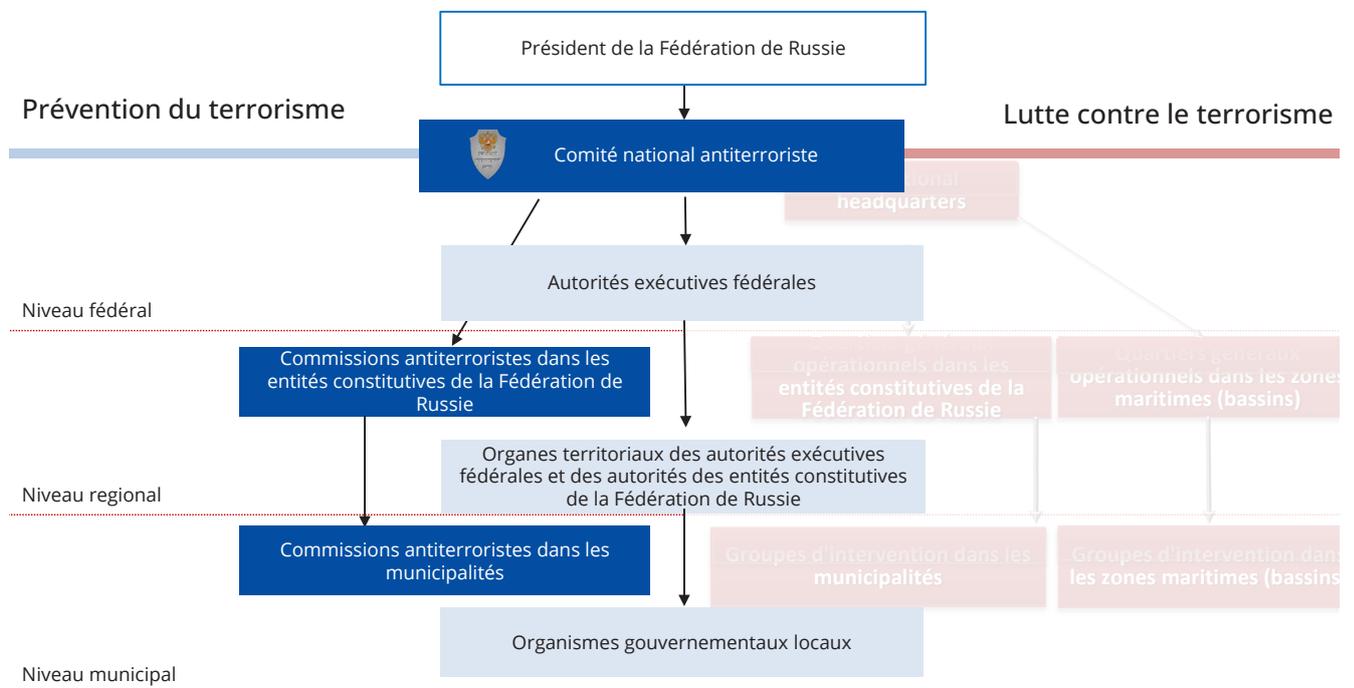
<sup>1</sup> Ci-après SNLT.

<sup>2</sup> Sur la lutte contre le terrorisme : Loi fédérale n° 35-FZ du 6 mars 2006 // Législation collective de la Fédération de Russie. 2006. N° 11. Art. 1146.



► Au tournant des XXe et XXIe siècles, la Russie a été confrontée à l'agression du terrorisme international

## Système national de lutte contre le terrorisme



de Russie « Sur les mesures de lutte contre le terrorisme »<sup>3</sup>, ainsi que par le Concept de lutte contre le terrorisme dans la Fédération de Russie approuvé par le Président de la Russie en 2009<sup>4</sup>.

Compte tenu de ce qui précède, les principes de construction du SNLT

et les méthodes de lutte contre le terrorisme, qui constituent la base de la formation et du fonctionnement de ce système, présentent un intérêt : la transition depuis la répression du terrorisme jusqu'à la lutte contre le terrorisme en tant que travail intégré, celui-ci comprend, parallèlement à la lutte,

des mesures visant à prévenir le terrorisme, ainsi qu'à réduire et éliminer les conséquences de ses manifestations, ce qui détermine la nécessité d'assurer un partenariat interagence efficace.

<sup>3</sup> Sur les mesures de lutte contre le terrorisme : Décret du Président de la Fédération de Russie n° 116 du 15 février 2006 // Législation collective de la Fédération de Russie. 2006. N° 8. Art. 897.

<sup>4</sup> Concept de lutte contre le terrorisme dans la Fédération de Russie : approuvé par le Président de la Fédération de Russie le 5 octobre 2009 // Rossiyskaya Gazeta. 2009. N° 198.

Les principes les plus importants sur lesquels repose le SNLT moderne dans la Fédération de Russie comprennent :

## 1. Une solution complète aux problèmes, non pas l'un après l'autre, comme auparavant, mais dans trois domaines principaux de la lutte contre le terrorisme :

- lutte contre le terrorisme ;
- prévention du terrorisme : identification et élimination ultérieure des causes et des conditions qui contribuent à l'exécution d'actes terroristes ;
- réduire et éliminer les conséquences du terrorisme.

En même temps, des efforts particuliers ont été déployés ces dernières années dans le pays pour prévenir le terrorisme, notamment en luttant contre son idéologie.

Pourquoi ces trois domaines sont-ils mis en évidence ? Premièrement, il est vain de combattre par la force le terrorisme en tant que phénomène. Il est nécessaire de s'attaquer à son idéologie afin de priver les terroristes de la possibilité d'alimenter massivement leurs rangs, en recourant à l'implication de nouveaux adeptes dans des activités criminelles, principalement parmi les jeunes et les sections marginalisées de la population.

Deuxièmement, ce travail ne peut pas être réalisé par les seules agences gouvernementales : il est indispensable d'impliquer dans la lutte contre les terroristes les organisations publiques et religieuses, les représentants de l'intelligentsia scientifique et créative, ainsi que certains citoyens réputés.

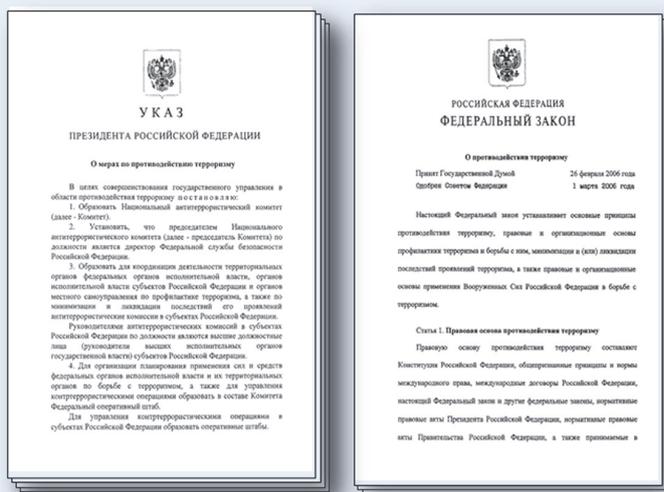
Autrement dit, l'unité de l'État et de la société est importante pour résoudre un tel problème mondial.

## 2. Une répartition claire des compétences dans la lutte contre le terrorisme entre les différentes agences gouvernementales et leurs chefs.

La répartition des compétences est la base de la répartition des responsabilités personnelles.

Dans les années précédant la création du nouveau SNLT, il s'est trouvés des cas de chefs déléguant des pouvoirs personnels dans la lutte contre le terrorisme à leurs adjoints, qui, objectivement, en raison de leur position officielle, n'avaient pas l'étendue complète des droits et responsabilités du

## Systeme national de lutte contre le terrorisme



## Principales orientations de la lutte contre le terrorisme en Fédération de Russie



Lutte contre le terrorisme



Prévention (prophylaxie) du terrorisme (y compris la lutte contre l'idéologie terroriste)



Réduction et élimination des conséquences d'un acte terroriste

## ► 5 octobre 2009

Le Concept de lutte contre le terrorisme dans la Fédération de Russie, approuvé par le Président de la Fédération de Russie

chef dans le domaine qu'ils géraient. Cette situation a souvent nécessité de longues négociations ultérieures sur les décisions déjà prises lors des réunions, ce qui, compte tenu de l'augmentation du nombre de menaces terroristes et extrémistes, a inévitablement entraîné une diminution de l'efficacité du système de lutte contre le terrorisme dans son ensemble.

**3. Les décisions du Comité national antiterroriste<sup>5</sup> et du Quartier général opérationnel fédéral<sup>6</sup> sont contraignantes pour toutes les institutions de l'État, les organismes publics et les citoyens.**

● **Les décisions du CNA sont contraignantes** pour tous les organes de l'état, les personnes morales et les personnes physiques.

● **La responsabilité administrative** en cas de non-exécution des décisions du CNA est prévue.

● **Les décisions des commissions antiterroristes** sont contraignantes depuis 2016.

C'est l'une des différences les plus importantes et les plus fondamentales du nouveau système. Bien sûr, sensibiliser, faire comprendre et accepter cette institution par le public était une tâche difficile et longue : on ne peut pas appliquer une solution unique à tous les problèmes dans ce domaine, en particulier aux différents niveaux de l'État et des municipalités.

Au cours de la première étape, a été établie l'application contraignante des décisions des CNA, des QGOF, et aussi des quartiers généraux opérationnels dans les entités constitutives de la Fédération de Russie et dans les zones maritimes (bassins)<sup>7</sup>. Par la suite, ont été résolues les questions portant sur la valeur contraignante des décisions des commissions antiterroristes<sup>8</sup> des entités constitutives de la Fédération de Russie, et ce n'est que plus tard que la même procédure a été mise en place à propos des décisions des commissions antiterroristes dans les municipalités.

En conséquence, des possibilités ont été ouvertes pour augmenter le niveau et l'efficacité du contrôle sur l'exécution des décisions prises par les quartiers généraux opérationnels et les commissions antiterroristes, ainsi que l'introduction de la responsabilité administrative pour leur exécution incorrecte.

**4. Accorder l'autorité nécessaire aux chefs de toutes les structures de coordination (CNA, QGOF, CAT, quartiers généraux opérationnels).** Leurs chefs ont le droit et l'obligation de prendre des décisions indépendantes dans le cadre des pouvoirs qui leur sont conférés et de procéder immédiatement à leur exécution.

Cet outil fonctionne assez efficacement. Notre ennemi, ce sont les terroristes qui planifient et exécutent leurs actions en secret, de manière soudaine, sans donner le temps ni la possibilité de prévoir afin de réprimer une menace terroriste spécifique ou un acte criminel particulier. Par conséquent, conformément à la législation de

la Fédération de Russie, le chef de l'agence de sécurité territoriale, par exemple, qui est également le chef du quartier général opérationnel d'une entité constitutive de la Fédération de Russie, prend seul la décision de mener une opération antiterroriste<sup>9</sup>, d'introduire le régime juridique du mode de cette opération antiterroriste (dont il informe le Centre) et commence immédiatement à appliquer ses décisions.

**5. Seuls des hauts fonctionnaires sont inclus dans la composition des CNA et des QGOF (chefs des ministères et départements, autres organismes gouvernementaux intéressés, habilités à prendre seuls des décisions finales dans le cadre de leur département).**

Ce principe s'applique également à tous les autres niveaux du Système national de lutte contre le terrorisme comme les entités constitutives de la Fédération de Russie et les municipalités. Cette approche permet de prendre des décisions finales, sans que soit nécessaire de longues négociations, mais directement lors des réunions du CNA, du QGOF, de la CAT et du QGO à tous les niveaux. La bureaucratie est éliminée du processus d'élaboration et de prise de décisions qui exigent une réalisation immédiate. Une approche similaire a été utilisée dans la pratique. De la même manière, par exemple, l'ordre du Président a été exécuté dans les plus brefs délais, lors de l'examen de l'appel du Chef de la République tchétchène de lever le régime d'opérations antiterroristes dans le cadre de l'instauration de l'ordre constitutionnel sur le territoire de la République.

<sup>5</sup> Ci-après CNA.

<sup>6</sup> Ci-après QGOF.

<sup>7</sup> Ci-après QGO, quartiers généraux opérationnels.

<sup>8</sup> Ci-après CAT.

<sup>9</sup> Ci-après OA.



## Système national de lutte contre le terrorisme

- Comité national antiterroriste
- Quartier général opérationnel fédéral



Président du CNA et chef du QGOF, directeur du Service fédéral de sécurité de la Fédération de Russie  
A.V. Bortnikov

**23**  
**fonctionnaires**  
**de diverses agences**  
**gouvernementales ont**  
**été inclus dans le CNA**

6. L'application du principe d'unicité de commandement et l'attribution de la responsabilité personnelle aux chefs concernés (dans la lutte contre le terrorisme — aux chefs des entités constitutives de la Fédération de Russie, dans le cadre de la lutte contre le terrorisme — aux chefs des organes territoriaux du Service fédéral de sécurité de la Fédération de Russie).

Ce principe (unicité de commandement et responsabilité personnelle) a déjà été abordé dans l'article. Il suffit de se référer à l'expérience de 19 ans de fonctionnement du système national de lutte contre le terrorisme, qui a confirmé la pertinence d'une telle approche dans la lutte contre le terrorisme.

7. Développer des procédures et des programmes de mesures antiterroristes et les tester systématiquement lors d'exercices (au moins quatre par an pour chaque région, ainsi que la tenue régulière d'exercices antiterroristes internationaux, auxquels des représentants d'États étrangers et d'organisations internationales sont invités en qualité d'observateurs).

8. L'identification des domaines d'activité fondamentaux du système national de lutte contre le terrorisme pour une coordination supplémentaire des travaux sur une ligne spécifique de tous les organismes d'État intéressés de la Fédération de Russie. À cet effet, par décision du Comité national antiterroriste, un Conseil de coordination d'experts et huit groupes de coordination d'experts ont été créés au sein du CNA, dont l'un réalise la politique de l'État dans la lutte contre le financement du terrorisme.

Sa composition, comme celle du CNA, comprend des représentants des organes gouvernementaux

russes, ainsi que des institutions de la société civile. Les activités du groupe sont régies par les documents juridiques du CNA et sont menées conformément au Plan global interagence et au Plan de travail du GCE au sein du CNA.

Depuis 2010, des plans interagences globaux de mesures de lutte contre le financement du terrorisme et de l'extrémisme sont approuvés par des décisions conjointes du CNA et du QGOF pour une période de trois ans. Ainsi, le projet de Plan d'action global interagence de lutte contre le financement du terrorisme et de l'extrémisme pour 2025-2027 (ci-après - PGI 2025-2027) a été examiné et approuvé en décembre 2024 lors de la réunion conjointe systématique du CNA-QGOF. L'exécution de ces plans est obligatoire pour tous les départements dont les chefs sont membres du CNA, et leur réalisation permet d'offrir une solution générale aux problèmes de lutte contre le financement du terrorisme.

### Les principaux objectifs du GCE dans la lutte contre le financement du terrorisme sont:

- réunir des représentants de la communauté d'experts dans la lutte contre le terrorisme ;
- examiner des questions problématiques dans le fonctionnement du système national de lutte contre le financement du terrorisme ;
- élaborer des propositions visant à améliorer le système national de lutte contre le financement du terrorisme et la législation dans ce domaine.

Le chef du Groupe est le directeur de Rosfinmonitoring, le chef adjoint est le conseiller du président du CNA.

RANK	COUNTRY	SCORE	RANK CHANGE	RANK	COUNTRY	SCORE	RANK CHANGE	RANK	COUNTRY	SCORE	RANK CHANGE
1	Afghanistan	8.822	↔	29	Sri Lanka	4.839	↓ 4	56	Ethiopia	3.044	↓ 7
2	Burkina Faso	8.564	↑ 2	30	United States of America	4.799	↓ 2	57	Argentina	2.875	↔
3	Somalia	8.463	↔	31	Greece	4.793	↓ 2	58	Slovakia	2.784	↑ 38
4	Mali	8.412	↑ 3	32	Libya	4.730	↓ 5	59	Belgium	2.763	↑ 11
5	Syria	8.161	↑ 1	33	Palestine	4.611	↓ 1	60	Spain	2.712	↓ 5
6	Pakistan	8.160	↑ 3	34	France	4.419	↑ 2	61	Austria	2.677	↓ 8
7	Iraq	8.139	↓ 5	35	Germany	4.242	↓ 4	62	Japan	2.398	↑ 12
8	Nigeria	8.065	↓ 3	36	Nepal	4.134	↓ 2	63	Saudi Arabia	2.387	↓ 9
9	Myanmar (Burma)	7.977	↑ 1	37	Algeria	4.083	↑ 3	64	Sweden	2.307	↑ 7
10	Niger	7.616	↓ 2	38	Tanzania	4.065	↓ 3	65	Switzerland	2.205	↓ 9
11	Cameroon	7.347	↑ 1	39	Burundi	4.051	↓ 6	66	Ecuador	2.198	↓ 8
12	Mozambique	7.330	↓ 1	40	Tunisia	3.989	↓ 1	67	Netherlands	2.120	↓ 8
13	India	7.175	↔	41	Peru	3.856	↓ 3	68	Jordan	2.033	↓ 8
14	Democratic Republic of the Congo	6.872	↑ 2	42	United Kingdom	3.840	↓ 5	69	Australia	1.830	↓ 8
15	Colombia	6.697	↓ 1	43	Bangladesh	3.827	↓ 2	70	Uzbekistan	1.731	↑ 26
16	Egypt	6.632	↓ 1	44	Djibouti	3.800	↑ 52	71	Paraguay	1.605	↓ 7
17	Chile	6.619	↑ 1	45	Russia	3.799	↓ 1	72	Mexico	1.578	↓ 10
18	Philippines	6.328	↓ 1	46	New Zealand	3.776	↓ 4	73	Ukraine	1.535	↓ 10
19	Chad	6.168	↔	47	Côte d'Ivoire	3.747	↓ 4	74	Cyprus	1.392	↓ 8
20	Kenya	6.163	↔	48	Uganda	3.599	↓ 3	75	Malaysia	1.357	↓ 7
21	Iran	5.688	↑ 5	49	Norway	3.514	↑ 31	76	United Arab Emirates	1.241	↑ 20
22	Yemen	5.616	↓ 1	50	Tajikistan	3.438	↓ 3	77	Senegal	1.108	↓ 5
23	Türkiye	5.600	↔	51	Venezuela	3.409	↓ 5	78	Eswatini	1.058	↓ 5
24	Indonesia	5.502	↔	52	Lebanon	3.400	↔	=79	Bahrain	0.826	↓ 14
25	Israel	5.489	↑ 5	53	Italy	3.290	↓ 3	=79	Rwanda	0.826	↓ 3
26	Thailand	5.430	↓ 4	54	Canada	3.275	↓ 6	=79	South Africa	0.826	↓ 3
27	Togo	4.915	↑ 49	55	Central African Republic	3.194	↑ 12	=79	Uruguay	0.826	↓ 4
28	Benin	4.840	↑ 23								

#### INDICE MONDIAL DU TERRORISME 2023

La première réunion du Groupe s'est tenue le 22 décembre 2009.

Depuis la création du GCE au sein du CNA, un ensemble de mesures diverses a été développé. Ainsi, lors de la réunion du Groupe du 26 septembre 2018, a été examinée la possibilité d'utiliser des capacités de la Commission interagence pour lutter contre le financement du terrorisme afin de geler (bloquer) des biens immobiliers. Sur la base des résultats des propositions élaborées, a été adoptée la loi fédérale n° 120 du 30 avril 2021 « Sur les modifications de la loi fédérale " Sur l'enregistrement national des biens immobiliers " et de certains actes législatifs de la Fédération de Russie ».

Cette loi contient des dispositions portant sur l'inscription au Registre

national unifié des biens immobiliers des informations sur le gel (blocage) des biens des personnes figurant sur la liste intitulée « Liste des organisations et des individus à l'égard desquels il existe des informations sur leur implication dans des activités extrémistes ou terroristes »<sup>10</sup>, ainsi que des personnes dont les biens ont été gelés par la Commission interagence de lutte contre le financement du terrorisme. Cette liste constitue la base de la suspension des actions d'enregistrement des biens concernés.

Lors d'une réunion du Groupe au premier trimestre 2019 il a été examiné la question des résultats de l'analyse de l'efficacité de l'interaction avec les institutions du secteur du crédit et de la finances dans la lutte contre le financement

du terrorisme, y compris sur les questions de gel des fonds par les organisations effectuant des opérations avec des fonds ou d'autres biens de personnes inscrites sur la Liste et de personnes bloquées par les décisions de la Commission interagence et de la Commission de surveillance financière. À la suite de ces discussions, des recommandations méthodologiques de mesures de gel (blocage) de fonds ou d'autres biens ont été élaborées pour les organisations effectuant des opérations avec des fonds ou d'autres biens et pour les entrepreneurs individuels. Ces recommandations ont été publiées sur le site officiel de Rosfinmonitoring en conjonction avec la lettre d'information n° 60 du 1er mars 2019.

<sup>10</sup> Ci-après La Liste.

Dans le but de réaliser l'instruction protocolaire du Groupe du 7 juin 2019 sur les orientations visant à améliorer le niveau et la qualité de la coopération interagence dans la lutte contre le financement des activités terroristes et extrémistes, Rosfinmonitoring a élaboré et envoyé à tous les services intéressés des recommandations méthodologiques uniformes divulguant les mécanismes de répression du financement du terrorisme.

Lors de la 46e réunion du Groupe, ont été examinées, entre autres, les méthodes les plus courantes utilisées par les terroristes en Fédération de Russie pour attirer, déplacer ou utiliser les fonds reçus à des fins criminelles. Les résultats de l'analyse sont inclus dans l'Évaluation nationale des risques de financement du terrorisme (ENR FT). Ainsi, les points vulnérables du système russe de lutte contre le terrorisme ont été identifiés et les risques de financement du terrorisme ont été classés, ce qui nous permet de travailler sur les domaines qui méritent une attention particulière en priorité.

Lors de la 48e réunion du Groupe, il a été décidé de participer au projet de typologie du Groupe d'action financière sur le blanchiment de capitaux « Financement participatif du terrorisme ». Cette plateforme présente l'expérience russe en matière de régulation de l'utilisation du financement collectif à des fins illégales.

Un élément important dans le blocage des canaux de soutien

matériel des OTI est également l'analyse des activités financières des organisations terroristes. À cet effet, un ensemble de questions a été élaboré qui prévoit la collecte d'informations pertinentes en coopération avec des partenaires étrangers lors de l'utilisation de la plateforme du Groupe Eurasie. Pendant la 51e réunion du Groupe, il a été décidé de présenter la position de la Russie à propos de cette question sur la base d'informations collectées. Un projet de bulletin d'information a été préparé, qui comprend actuellement des données agrégées sur cinq organisations terroristes opérant dans l'espace eurasiatique.

Voici décrites les caractéristiques fondamentales du nouveau SNLT, qui opère en Fédération de Russie depuis 19 années.

L'expérience nationale dans ce domaine, fondée sur des mesures éprouvées ayant conduit à une réduction du niveau des menaces terroristes et des manifestations terroristes dans la Fédération de Russie, a été salué par les citoyens de notre pays et par un certain nombre d'organisations internationales, notamment le Comité contre le terrorisme du Conseil de sécurité des Nations Unies<sup>11</sup>.

Suite à sa visite dans notre pays en 2012, la Direction exécutive du Comité contre le terrorisme du Conseil de sécurité des Nations Unies a recommandé que l'expérience de la Fédération de Russie dans la lutte contre le terrorisme soit plus largement diffusée (selon le classement de l'Indice mondial du

terrorisme, la Russie a pris la 45e place en 2022 contre la 9e place en 2011, c'est-à-dire qu'elle a amélioré sa position sur la lutte contre le terrorisme de 36 points)<sup>12</sup>.

Un bref aperçu de l'expérience nationale dans la lutte contre le terrorisme ne présente pas l'ensemble de l'arsenal d'outils utilisés par les agences gouvernementales et les institutions de la société civile dans ce domaine d'activité. En outre, il est urgent d'adapter ce travail de manière continue, afin de permettre une réponse adéquate aux nouvelles sources de menaces terroristes, y compris dans le cadre de l'opération militaire spéciale, et d'améliorer les formes, les techniques et les méthodes de prévention. Une chose reste inchangée: la systématisation et la spécificité de ce travail, son orientation claire vers le résultat final : la prévention des actes terroristes et des manifestations extrémistes, la prévention de l'implication des citoyens russes dans des activités terroristes et le renforcement de l'immunité antiterroriste dans la société dans son ensemble.

● **Les documents fondamentaux des Nations Unies, du Conseil de sécurité des Nations Unies et du Comité contre le terrorisme (CCT)** du Conseil de sécurité des Nations Unies dans ce domaine continuent de servir de plateforme juridique pour la coopération internationale dans la lutte contre le terrorisme.

<sup>11</sup> Ci-après CCT CSNU.

<sup>12</sup> Cf : Indice mondial du terrorisme : <http://reliefweb.int/report/world/global-terrorism-index-2022>.

# ÉVALUATION DE LA MENACE DE FINANCEMENT DU TERRORISME EN RÉPUBLIQUE KIRGHIZE : RÉSULTATS DE L'ANALYSE DES RISQUES

Le financement du terrorisme est une menace transnationale complexe qui nécessite une surveillance constante et une réponse rapide. Les évaluations des risques menées, et en premier lieu l'ENR, ont examiné les principaux canaux de financement du terrorisme en République kirghize, leur évolution et les méthodes modernes de lutte



**> KANATE ASANGULOV**  
*Président du Service national de renseignement financier  
auprès du Ministère des Finances de la République kirghize*

**L**e financement du terrorisme (FT) demeure l'une des principales menaces à la sécurité mondiale. Le Kirghizistan, en tant que membre de la communauté internationale, est confronté à des défis liés aux flux financiers illicites visant à soutenir les organisations terroristes. Cette activité illégale représente une menace transnationale complexe qui nécessite une surveillance constante et une réponse rapide. Les évaluations des risques menées, et en premier lieu l'ENR, ont examiné les principaux canaux de financement du terrorisme en République kirghize, leur évolution et les méthodes modernes de lutte. Sur la base de l'analyse des données, des mesures ont été proposées pour améliorer l'efficacité du contrôle financier, ces mesures ont été approuvées lors des réunions de la Commission de lutte contre le financement du terrorisme et le blanchiment de capitaux (LFT/BC), opérant sous l'égide du Cabinet des Ministres de la République kirghize.

Ces données ont été analysées avec la participation d'experts, de représentants des forces de l'ordre et d'organisations internationales représentées par des experts du Secrétariat de l'EAG, ce qui a permis de procéder à une évaluation approfondie des menaces, ainsi que d'augmenter le niveau de surveillance des dangers possibles aux niveaux national et transnational.

**Les principales sources d'information suivantes ont été utilisées pour réaliser une évaluation complète des menaces du FT en République kirghize :**

- 1 documents stratégiques liés à la lutte contre le terrorisme ;
- 2 résultats de l'évaluation des risques régionaux (ERR) de l'EAG ;
- 3 rapports d'opérations de la cellule de renseignement financier (LFT) ;
- 4 matériels et rapports du Service national de renseignement financier (SNRF) ;
- 5 coopération étroite avec les autorités compétentes, telles que le Ministère de l'Intérieur (MI), le Comité d'État pour la sécurité nationale (CESN) et le Bureau du procureur général (BPG) ;
- 6 coopération internationale de la CRF, notamment par l'intermédiaire du Groupe Egmont ;
- 7 demandes d'entraide judiciaire entre pays ;
- 8 statistiques et matériels recueillis auprès des tribunaux dans les affaires de terrorisme et d'extrémisme



L'analyse des menaces de financement du terrorisme s'est principalement basée sur un large éventail de sources d'information, notamment des informations opérationnelles, des documents de dossiers criminels, des décisions de justice, la coopération internationale et bien plus encore.

Les évaluations des risques effectuées et répertoriées dans les rapports du SNRF de la République kirghize représentent un résumé des données obtenues par diverses sources et méthodes dans le but d'identifier et de réduire les menaces du FT en République kirghize. Ces données comprennent :

**1. Catégories de menaces.** La principale conclusion tirée de l'évaluation de la menace du FT est que la majorité des projets criminels visant à financer des organisations terroristes au Kirghizistan sont liés aux actions d'individus impliqués dans des conflits armés à l'étranger, ainsi qu'à des réseaux de recrutement

et à la propagande terroriste. Ces personnes peuvent être à la fois des citoyens de la République kirghize et des citoyens étrangers ayant des liens avec des groupes terroristes actifs. Il est important ici de souligner les principales catégories de menaces identifiées :

- **les organisations terroristes et leurs cellules** – utilisent des réseaux financiers pour lever et déplacer des fonds ;
- **les terroristes individuels et leurs complices** – utilisent des méthodes d'autofinancement et des dons privés ;
- **recruteurs et défenseurs** – utilisent les plateformes numériques pour mobiliser les ressources ;
- **les personnes associées aux opérations militaires à l'étranger** – attirent des fonds de l'étranger.

**2. Pour financer les activités terroristes,** plusieurs systèmes sont utilisés qui varient en fonction de l'afflux de fonds et des méthodes de leur déplacement.

Il est à noter que pour transférer des fonds il est utilisé des méthodes traditionnelles telles que les systèmes de transfert des fonds mais aussi de nouvelles méthodes via des portefeuilles électroniques et des cartes bancaires, dont l'enregistrement est confié à des institutions étrangères.

● **L'utilisation de méthodes à faible traçabilité est particulièrement significative :**

- **autofinancement** : une pratique dans laquelle les terroristes utilisent leurs propres fonds ;
- **dons privés** : par l'intermédiaire d'organismes de bienfaisance et de plateformes de financement participatif anonymes ;
- **réseaux sociaux et messageries** : pour collecter des fonds et coordonner les paiements ;
- **systèmes de transfert des fonds (STF)** : la méthode la plus courante de transfert des fonds ;
- **cryptomonnaies** : une menace croissante en raison de la difficulté de suivre les transactions ;
- **financement par le biais d'entreprises commerciales** : les entreprises peuvent être utilisées pour le blanchiment de capitaux.

La présence de multiples canaux par lesquels les entités terroristes sont financées au Kirghizistan peut constituer une menace à la fois pour la sécurité nationale et pour la stabilité des systèmes financiers. Cela soulève la question importante d'un renforcement des contrôles

sur les activités financières illégales et d'une amélioration de l'efficacité de la surveillance des transactions suspectes.

### 3. Objectifs de financement d'activités terroristes.

Selon l'analyse, les buts de la collecte de fonds et des mouvements sont divers, allant de l'utilisation de fonds pour la formation et l'éducation de nouveaux combattants au financement d'opérations terroristes ainsi qu'au maintien d'une présence dans les zones de conflit. Les principaux objectifs sont :

- formation et préparation des terroristes à des opérations dans des zones potentiellement dangereuses ;
- fourniture d'équipements, de logements, d'armes et d'autres moyens nécessaires aux opérations de combat ;
- soutien des terroristes et fourniture d'une assistance matérielle aux membres d'organisations.

### 4. Géographie des menaces et caractéristiques nationales.

Les principaux pays dont les liens territoriaux et financiers sont nécessaires pour soutenir le FT au Kirghizistan sont : la Turquie, la Syrie, l'Afghanistan et d'autres États à travers lesquels les transferts financiers s'effectuent directement vers les zones de la région du Turkestan et à proximité avec une large couverture territoriale.

Les systèmes de traçage et toute coopération juridique internationale entre ces pays et leurs services impliqués jouent un rôle essentiel pour surmonter les menaces et arrêter l'afflux de fonds destinés aux activités terroristes.

### 5. Contre-mesures opérationnelles.

Afin de lutter contre le financement des activités terroristes, les autorités compétentes de la République

kirghize surveillent et analysent les transactions financières suspectes. Sur la base des résultats des activités menées au cours de la période considérée, le nombre de rapports de transactions suspectes traités s'élève à plus de 100 000.

La plus grande part de ces transactions est effectuée via des systèmes de paiement à distance (STF). Une attention particulière est également accordée aux opérations liées à l'utilisation des crypto-monnaies, aux transactions effectuées via les réseaux sociaux et les messageries, ainsi qu'aux flux financiers transitant par des entreprises commerciales.

**6. Initiatives législatives.** Pour augmenter l'efficacité de la lutte contre le FT, il est nécessaire :

- de renforcer le contrôle des actifs numériques, notamment d'appliquer des mécanismes de surveillance sur les transactions en cryptomonnaies ;
- d'élargir les pouvoirs des cellules de renseignement financier, par exemple amélioration de la coopération internationale dans le cadre des associations d'intégration dont la CRF de la République kirghize est membre (EAG, CRF CH, Groupe Egmont) ;
- d'accroître la transparence des fonds de bienfaisance par la déclaration obligatoire et l'audit des sources de financement.

L'évaluation des menaces de financement du terrorisme au Kirghizistan permet d'identifier les principaux risques qui nécessitent une attention accrue, ainsi que le développement de moyens efficaces pour lutter contre ces menaces. L'utilisation des technologies et des connexions internationales peut accroître le niveau de surveillance et de contrôle des flux terroristes transnationaux, ainsi que renforcer la paix et la sécurité sur le territoire des pays d'Asie centrale.

# LUTTE CONTRE LE FINANCEMENT ET LE SOUTIEN INFORMATIONNEL DU TERRORISME DANS LE CONTEXTE DES RISQUES ACTUELS



**DMITRI DANILOV**

*Chef de la Direction principale de surveillance du respect de la législation fédérale du Bureau du procureur général de la Fédération de Russie*

Au cours des dernières années, le profil de l'activité financière des combattants a radicalement changé et de nouvelles menaces sont apparues qui semblaient irréalistes hier encore. Cela démontre l'importance du travail d'évaluation des risques et de la prise en compte de ses résultats dans les activités pratiques des forces de l'ordre et des autorités de contrôle et de surveillance

**A**fin de garantir la primauté de droit, le Bureau du procureur général de la Fédération de Russie supervise l'application de la législation fédérale, notamment de la loi fédérale n° 115-FZ du 07.08.2001 « Sur la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme ».

Selon les dispositions de l'alinéa 11 du paragraphe 47 de la Stratégie de sécurité nationale, approuvée par le

décret du Président de la Fédération de Russie n° 400<sup>1</sup> du 02.07.2021, la prévention des infractions dans le domaine du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme est l'une des directions prioritaires des activités de surveillance des procureurs. Compte tenu des défis d'aujourd'hui, nous considérons cette question, tout d'abord, dans le contexte de l'utilisation des technologies de l'information et de la communication par les criminels, ainsi que de la prévention des

manifestations de radicalisme et d'autres attaques criminelles chez les jeunes.

Le Concept de lutte contre le terrorisme dans la Fédération de Russie, approuvé par le chef de l'État, désigne le financement d'activités de ce type et la diffusion de telles idées sur Internet comme des facteurs importants contribuant à l'émergence du terrorisme<sup>2</sup>. L'expérience montre qu'aucun acte terroriste, aucun raid combattant ne peut être organisé

<sup>1</sup> Recueil de législation de la Fédération de Russie, 05.07.2021, n° 27 (Partie II), Art. 5351.

<sup>2</sup> Alinéas « d », « f », « g » du paragraphe 2 du Concept de lutte contre le terrorisme dans la Fédération de Russie, approuvé par le Président de la Fédération de Russie le 05.10.2009 (Rossiyskaya Gazeta, n° 198, 20.10.2009).

sans un soutien matériel adéquat : il faut de l'argent pour les armes, la formation, le transport, etc.

De même, les terroristes ont besoin d'un soutien informationnel pour recruter de nouveaux adeptes de leurs idées destructrices afin d'accroître l'effet de leurs activités inhumaines, provoquant ainsi un sentiment d'insécurité au sein de la population face à de telles attaques criminelles.

Il est impossible d'imaginer une organisation terroriste internationale qui n'aurait pas de sponsors et ne créerait pas son propre contenu d'information dans l'espace virtuel. Le travail des procureurs vise précisément à éliminer les conditions énumérées ici qui facilitent les activités des terroristes.

Au cours des dernières années, le profil de l'activité financière des combattants a radicalement changé et de nouvelles menaces sont apparues qui semblaient irréalistes hier encore. Cela démontre l'importance du travail d'évaluation des risques et de la prise en compte de ses résultats dans les activités pratiques des forces de l'ordre et des autorités de contrôle et de surveillance. De leur côté, les autorités du parquet utilisent systématiquement l'évaluation nationale des risques de financement du terrorisme et l'analyse sectorielle des risques, en concentrant leurs efforts sur les menaces et vulnérabilités les plus importantes.

Parmi les méthodes les plus récentes de soutien financier illégal figure le recours à des entreprises légales qui

tentaient auparavant de se distancier des activités criminelles ayant des connotations antisociales et anti-étatiques telles que le terrorisme.

● **Un exemple** est l'histoire des actifs russes de Sh., qui a été inclus dans la liste des terroristes et des extrémistes par Rosfinmonitoring. À la demande du Bureau du procureur général de la Fédération de Russie, le tribunal a transféré les sociétés de production qui finançaient des actions contre les infrastructures civiles russes au profit de l'État<sup>3</sup>.

Cependant, la responsabilité civile des terroristes n'est pas seulement un moyen de prévenir de nouvelles attaques terroristes, mais aussi une opportunité de compenser les dommages causés par les terroristes, en premier lieu aux citoyens qui ont souffert des actions des combattants. Ainsi, dans une seule région de la Fédération de Russie qui a souffert d'actions terroristes, plus de 6,6 milliards de roubles ont été alloués à la restauration de logements pour les civils<sup>4</sup>.

Il est également important de savoir que de nombreux terroristes n'ont

pas les moyens de compenser financièrement les dommages causés par leurs actes ; dans cette situation, le soutien aux victimes relève de la responsabilité de l'État. Par exemple, dans le cas de l'attaque terroriste contre Crocus City Hall, qui a fait de nombreuses victimes, les autorités régionales ont alloué entre 500 000 et 3 millions de roubles par personne, en fonction de la gravité des dommages causés<sup>5</sup>. Ces coûts doivent être compensés par des fonds provenant des terroristes et de leurs complices.

Il est important de noter l'utilisation active par les combattants terroristes modernes de ce qu'on appelle les « mules financières », c'est-à-dire des détenteurs nominaux de moyens de paiement électroniques, qui permettent l'utilisation d'instruments financiers légaux, y compris les virements dans le système de paiement rapide (SPR), en les combinant avec l'encaissement via les distributeurs automatiques de billets et le retour ultérieur à la circulation non monétaire. Cette méthode de dissimulation des véritables bénéficiaires d'une transaction est utilisée non seulement par les terroristes, mais aussi par les criminels financiers ordinaires, principalement les escrocs téléphoniques.

« Parmi les méthodes les plus récentes de soutien financier illégal figure le recours à des entreprises légales qui tentaient auparavant de se distancier des activités criminelles ayant des connotations antisociales et anti-étatiques telles que le terrorisme.

<sup>3</sup> <https://www.interfax.ru/russia/969092>.

<sup>4</sup> <https://t.me/Hinshtein/9471>.

<sup>5</sup> <https://ria.ru/20240323/vyplaty-1935229112.html>.

Le nombre de crimes commis à l'aide des technologies de l'information et des télécommunications a augmenté

**DE 25%**

par rapport à 2023, s'élevant à 765 000 en 2024.

Cette tendance pourrait accroître les risques d'utilisation des produits de la cybercriminalité pour financer le terrorisme. Le Ministère de l'Intérieur de la Fédération de Russie souligne également que les canaux de financement du terrorisme sont constitués de fonds provenant de transactions illégales et de ceux transférés dans la circulation parallèle<sup>6</sup>.

Afin de supprimer cette tendance négative et de réduire les risques de financement du terrorisme par la cybercriminalité, il est nécessaire d'accroître les efforts de toutes les autorités pour éliminer la propriété nominale des instruments financiers. À cet égard, les autorités du parquet, en collaboration avec la Banque de Russie, Rosfinmonitoring et les services des affaires intérieures, prennent des mesures systémiques pour lutter contre l'utilisation de mules financières. Ainsi, l'année dernière, pour défendre les droits des victimes de fraude sur Internet, les procureurs ont intenté environ 9 000 poursuites aux tribunaux pour un montant total de plus de 1,7 milliard de roubles<sup>7</sup>.

Il convient de noter que l'espace virtuel exige de l'utilisateur qu'il se conforme aux exigences de sécurité numérique. Dans le cas contraire, cela conduit à une élévation de la victimisation, ce qui augmente non seulement le risque d'être exposé

aux influences criminelles, mais aussi d'être impliqué dans ce type d'activités. Maintenant, il arrive fréquemment que des personnes se retrouvent en situation de servitude financière à cause des agissements d'escrocs sur Internet. Après cela, les assaillants, profitant de la position vulnérable de la victime, l'incitent à commettre des actes terroristes, y compris l'incendie criminel de commissariats militaires et d'autres infrastructures importantes<sup>8</sup>.

● **Récemment, les forces de l'ordre ont identifié de plus en plus de systèmes frauduleux** organisés sous forme de pyramides financières qui présentent des signes de lien avec le financement de groupes armés illégaux, notamment l'utilisation de monnaie numérique<sup>9</sup>.

Les dommages dans de tels cas peuvent dépasser des centaines de millions, et le grand nombre de ces projets Internet ne permet pas toujours de les identifier efficacement lors des activités d'enquête opérationnelle.

Afin de réprimer ces activités au stade initial, le Bureau du

procureur général de la Fédération de Russie, en collaboration avec la Banque de Russie et Service fédéral de surveillance en matière de communications, de technologies de l'information et des médias (Roskomnadzor), travaille constamment à identifier et à bloquer les ressources Internet qui diffusent des informations sur les services financiers illégaux. Seulement pour l'année passée, 44 000 sites Web ont été bloqués selon nos exigences. Toutefois, ce domaine de travail doit être développé du point de vue de l'évaluation pénale et juridique des actions des organisateurs de ces programmes, y compris en tenant compte des informations sur la similitude des typologies de contenus bloqués.

**44 000**

sites Web ont été bloqués en 2024.

Nous constatons également une augmentation du risque que des mineurs soient impliqués dans ce genre de crimes, notamment les actes de terrorisme et les opérations financières criminelles. Tout récemment, des cybercriminels ont réussi à convaincre un élève de mettre le feu au bâtiment administratif d'un des quartiers de Moscou<sup>10</sup>.

« **Le Bureau du procureur général de la Fédération de Russie, en collaboration avec la Banque de Russie et Roskomnadzor, travaille constamment à identifier et à bloquer les ressources Internet qui diffusent des informations sur les services financiers illégaux.**

<sup>6</sup> <https://tass.ru/proisshestviya/22679107>.

<sup>7</sup> <https://tass.ru/obschestvo/23183777>.

<sup>8</sup> <https://t.me/genprocrf/2916>.

<sup>9</sup> <https://tass.ru/proisshestviya/22758345>.

<sup>10</sup> <https://tass.ru/proisshestviya/23000479>.



Des informations apparaissent régulièrement sur la sortie de nouveaux jeux en ligne, sous le couvert desquels se cachent des structures qui procurent des revenus à leurs membres au détriment des fonds attirés par les utilisateurs en l'absence de licences appropriées (Potter-Money, Best Fiends et autres). Au vu du contenu, ce sont les enfants qui peuvent devenir le public cible de ces projets.

L'utilisation de cartes appartenant à des mineurs pour effectuer des transactions douteuses se généralise. Dans certains cas, le montant des fonds transitant par les comptes enregistrés au nom des enfants dépasse largement leurs propres revenus et ceux de leurs parents. Une analyse de la situation dans les différentes régions, menée par le Bureau du Procureur général de la Fédération de Russie, a montré une augmentation du nombre de fraudes commises par des adolescents. Selon les services de renseignement financier, les mêmes entités de la Fédération de Russie comptent l'un des nombres les plus élevés de mineurs impliqués dans des transactions douteuses dans le pays.

A notre avis, l'ensemble de ces faits souligne la nécessité d'améliorer

le système de prévention auprès des adolescents, notamment en poursuivant les travaux visant à améliorer la culture financière. Il est nécessaire que Rosfinmonitoring, de la Banque de Russie et du Ministère des Finances de la Russie développent des activités systématiques dans ce domaine. Les autorités du parquet, pour leur part, participent activement à l'éducation juridique des jeunes.

Un élément important du système de prévention de la propagation d'opinions terroristes et autres opinions destructrices est la suppression de la publication de tels contenus sur Internet.

**1 200** demandes de restriction d'accès à ces sites, sur la base desquelles plus de 75 000 ressources Internet ont été bloquées, ont été envoyées en 2024 au Service fédéral de surveillance en matière de communications, de technologies de l'information et des médias, d'après des résultats de la surveillance de l'espace Internet par le Bureau du Procureur général de la Fédération de Russie.

Il reste nécessaire de prendre des mesures contre les opérateurs de

télécommunications responsables du blocage du « trafic frauduleux ». La question correspondante a été discutée l'année dernière lors d'une réunion de la Conférence de coordination des chefs des forces de l'ordre de la Fédération de Russie. Les organismes gouvernementaux autorisés ont été chargés d'accorder une attention accrue à la surveillance et au blocage des informations sur la vente de cartes SIM en violation des exigences de la loi, de la réglementation supplémentaire des conditions d'identification des abonnés des réseaux de communication, ainsi que de la responsabilité des revendeurs de ces équipements techniques et d'autres personnes agissant pour le compte des opérateurs de télécommunications<sup>11</sup>.

**1 500** procédures ont été engagées en vertu de l'article 13.2.1 du Code des infractions administratives de la Fédération de Russie par les autorités du parquet concernant des violations de la loi depuis un an, à la suite de quoi les tribunaux ont rendu 530 décisions infligeant des amendes pour un montant de plus de 216,5 millions de roubles.

Le Bureau du Procureur général de la Fédération de Russie surveille systématiquement les menaces identifiées et, en contact étroit avec Rosfinmonitoring, met en œuvre l'approche fondée sur les risques dans la pratique. A notre avis, cette voie est particulièrement prometteuse et les éléments fournis par les services de renseignement financier sont très précieux pour la surveillance des poursuites, dans le cadre de laquelle il est conseillé de développer la coopération dans cette voie, notamment en élargissant la portée des échanges bilatéraux d'informations.

<sup>11</sup> <https://epp.genproc.gov.ru/web/gprf/mass-media/news?item=98418092>.



# PRÉVENTION DE LA PROPAGATION DU TERRORISME ET DE L'EXTRÉMISME CHEZ LES JEUNES EN RÉPUBLIQUE DU TADJIKISTAN

Aujourd'hui, un problème est devenu extrêmement grave, des phénomènes sociopolitiques et criminels extrêmement dangereux tels que le terrorisme et l'extrémisme, ainsi que leur variantes telles que des actes terroristes pour des motifs criminels, des manifestations nationalistes extrêmes (séparatistes) et l'extrémisme religieux, qui représentent une menace globale pour la sécurité du monde et de l'humanité



**> KHALIM MIRZOALIEV**  
*Directeur du Département de surveillance financière auprès de la Banque nationale du Tadjikistan*

**L'**implication des jeunes dans des activités terroristes ou extrémistes est une menace actuelle.

Les jeunes sont les plus vulnérables et les plus influençables, c'est pourquoi, pour atteindre leurs objectifs, les groupes radicaux peuvent utiliser

leur énergie, leur inexpérience et leur désir de réalisation personnelle. Cela exige la responsabilisation non seulement de l'État, mais aussi de la part de chaque membre de la société. Après tout, la jeunesse n'est pas seulement l'avenir de tout pays, mais c'est aussi un élément clé dans la construction d'une société durable et sûre. Cependant, ce sont souvent les jeunes qui deviennent la cible des recruteurs d'organisations terroristes et extrémistes, qui exploitent leur vulnérabilité, leur manque d'information et leur désir d'épanouissement personnel.

Les principaux facteurs à l'origine du terrorisme et de l'extrémisme juvéniles sont l'instabilité sociale et les inégalités économiques, la jeunesse des protagonistes, l'influence d'Internet et des réseaux sociaux, le manque d'éducation adéquate dans la famille, l'influence négative de l'environnement, ainsi que les conflits politiques et religieux.

Afin de prévenir la propagation du terrorisme et de l'extrémisme parmi les jeunes en République du Tadjikistan, diverses mesures ont été adoptées et sont en cours de réalisation.

Conformément à la Stratégie de lutte contre l'extrémisme et le terrorisme en République du Tadjikistan pour 2021-2025, le gouvernement du pays poursuit ses efforts pour prévenir et combattre l'extrémisme et le terrorisme. La stratégie repose sur une compréhension globale des causes fondamentales et des conséquences complexes de l'extrémisme et du terrorisme pour l'État. Cette prévention et cette lutte nécessitent la contribution et les efforts conjoints des agences gouvernementales, des organisations non gouvernementales et de la société civile. Cette stratégie repose donc sur une approche globale qui combine les efforts du Gouvernement et de la société dans son ensemble.

En outre, le Gouvernement de la République du Tadjikistan, dans le cadre des programmes réalisés pour le retour des femmes et des enfants des zones de combat, a mené un certain nombre d'initiatives visant le retour et la réintégration de ses citoyens, en particulier des familles associées aux groupes terroristes. Au cours de ces programmes, plus de 300 femmes et enfants, victimes des circonstances, ont été progressivement rapatriés dans leur pays d'origine depuis la Syrie et l'Irak.

Le gouvernement de la République du Tadjikistan a également adopté le programme de réhabilitation et de réadaptation à la vie normale, de recherche d'emploi et d'éducation des femmes et des enfants de retour des zones de combat pour 2023-2027. Dans le cadre de ce programme, des mesures actives sont prises pour les ramener à une vie normale.

Le Département de surveillance financière auprès de la Banque nationale du Tadjikistan, en collaboration avec les forces de l'ordre et d'autres agences gouvernementales, prend des mesures pour empêcher l'implication des citoyens, en particulier des jeunes, dans des activités terroristes et extrémistes.

Le Département a établi que sur le nombre total de personnes inscrites dans la liste nationale des personnes associées au terrorisme en République du Tadjikistan, plus de 50% sont des jeunes âgés de 16 à 34 ans. L'un des principaux domaines d'activité du Département consiste à identifier et à bloquer les flux financiers susceptibles d'être utilisés pour soutenir des organisations terroristes et extrémistes. Cela permet non seulement d'empêcher le financement d'activités illégales, mais aussi de réduire les risques d'implication des jeunes dans des réseaux criminels.

Les jeunes doivent non seulement être conscients des menaces qui existent, mais aussi comprendre comment les contrer. À cette fin, le Département, en interaction active avec le Conseil de la jeunesse des banques nationales et centrales des pays de la CEI, les établissements d'enseignement, les organisations publiques et les associations de jeunesse, apporte sa contribution en organisant des conférences, des formations et des séminaires et en y participant comme conférenciers et animateurs. Les représentants du Département interviennent sur les plateformes médiatiques pour sensibiliser les jeunes aux risques et aux conséquences de la participation à des activités illégales. Par exemple, dans le cadre de la Stratégie nationale d'inclusion financière de la République du Tadjikistan pour 2022-2026, des festivals de la culture financière ont été organisés dans les villes du pays dans le but d'accroître la culture financière et de protéger les droits des consommateurs de services financiers, avec la participation conjointe des employés du Département.

Il convient de noter qu'un manuel de formation intitulé « Caractéristiques des systèmes nationaux de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme (LBC/FT) dans la région eurasiennne. Volume 3. République du Tadjikistan » a été publié à 500 exemplaires dans le cadre de l'assistance technique du Centre international de formation et de méthodologie pour la surveillance financière (ITMCFM). Une partie importante des ouvrages a été transférée par le Ministère de l'Éducation et des Sciences de la République du Tadjikistan aux établissements d'enseignement supérieur membres de l'Institut international en réseau de LBC/FT et à d'autres établissements d'enseignement pour une meilleure sensibilisation des étudiants et des élèves dans le domaine de la sécurité financière.

Le Département continue de travailler activement dans cette direction, contribuant au renforcement de la sécurité et de la stabilité non seulement de notre pays, mais de toute la région. À l'avenir, il est prévu d'élargir la coopération avec des partenaires internationaux pour atteindre des objectifs communs.

En conclusion, il convient de noter qu'une prévention efficace nécessite une approche globale, incluant la participation active de l'État, des établissements d'enseignement, des organisations publiques et des jeunes eux-mêmes. Les programmes éducatifs visant à développer la pensée critique, à accroître les connaissances financières et juridiques et à former des valeurs morales durables peuvent jouer un rôle clé dans ce processus.

● **L'expérience de la République du Tadjikistan montre** que les efforts systématiques visant à réintégrer les citoyens, à éduquer les jeunes et à bloquer les flux financiers destinés à financer le terrorisme donnent des résultats positifs. Toutefois, pour obtenir un effet durable, il est nécessaire d'élargir davantage la coopération internationale et d'introduire les meilleures pratiques.

Ainsi, empêcher la propagation d'idées extrémistes et terroristes parmi les jeunes n'est pas seulement la tâche des organismes gouvernementaux, mais aussi la responsabilité de l'ensemble de la société. Ce n'est qu'en unissant nos efforts que nous pourrions créer un environnement sûr dans lequel les jeunes pourront réaliser leur potentiel au profit de la paix et de la stabilité.

# CONTRIBUTION DU CENTRE DE SITUATION DE L'AGENCE FEDERALE POUR LES AFFAIRES ETHNIQUES EN RUSSIE A LA LUTTE CONTRE LES IDEES RADICALES ET LEUR FINANCEMENT

Le Centre de situation a établi un échange d'information 24 heures sur 24 avec les 89 entités de la Russie afin de résoudre rapidement les situations de conflit. En 2024, des menaces telles que la propagation d'idées extrémistes et terroristes dans l'environnement national et religieux, la promotion du séparatisme, les manifestations du néonazisme et la propagation de formes radicales de l'islam ont été constatées



## YOURI SEDYKH

Analyste principal du Centre de situation de l'Agence fédérale pour les affaires ethniques en Russie

(GISM) est le principal outil de surveillance utilisé.

Le Centre de situation a établi un échange d'information 24 heures sur 24 avec les 89 entités de la Russie afin de résoudre rapidement les situations de conflit.

En 2024, le Centre de situation a enregistré un certain nombre de menaces principales :

**Propagation d'idées d'extrémisme et de terrorisme dans l'environnement national et religieux.** Des prétextes informationnels visant à mettre en danger l'harmonie interethnique et interconfessionnelle sont constatées, y compris des appels à un changement violent de l'ordre constitutionnel de la Fédération de Russie.

**Promotion du séparatisme.** Depuis 2022, avec l'aide et le financement de pays hostiles, un réseau à grande échelle d'organisations et de groupes séparatistes sur Internet a été créé, affilié au « Forum des peuples libres de l'après-Russie » (en 2024, la Cour suprême de la Fédération de Russie l'a reconnu comme organisation terroriste). Cette organisation promeut l'idée de diviser la Fédération de Russie en 41 États indépendants.

En outre, dans un certain nombre d'entités de la Fédération de Russie, les activités de groupes terroristes tels que « Atesh », « Corps des volontaires russes », « Légion de la liberté de Russie », « Rota Bashkort », « Bataillon national de Carélie » et un certain nombre d'autres ont été enregistrées. Ces groupes mènent une campagne d'information visant à impliquer les citoyens russes dans des activités extrémistes et terroristes et à les recruter pour participer à des opérations militaires.

**Manifestations du néonazisme.** Dans le contexte d'un nombre croissant de publications contenant des informations sur les activités illégales et antisociales des individus ayant un passé migratoire et de la formation d'une résonance publique autour d'eux, une tendance à la propagation de l'idéologie néonazie est observée dans la société russe. Le Centre de situation a enregistré une augmentation des cas d'action directe contre des personnes ayant des antécédents migratoires.

Parallèlement, des chaînes à orientation anti-migrants et anti-caucasiennes sont créées, qui donnent aux situations de conflit un caractère interethnique en couvrant des situations de conflit impliquant des personnes ayant un passé migratoire et des personnes

**A**fin de répondre plus efficacement aux pressions extérieures destructrices, y compris celles qui présentent des signes d'extrémisme et de terrorisme, conformément aux instructions du Président de la Fédération de Russie, le Centre de situation de l'Agence fédérale pour les affaires ethniques en Russie (ci-après le Centre de situation) a été créé. Son objectif principal est la surveillance permanente de l'espace informationnel et l'analyse des principaux facteurs de menace dans l'environnement interethnique et interconfessionnel.

Le Système d'information de l'État pour le suivi des relations interethniques et interconfessionnelles et l'alerte précoce des situations de conflit

originaires de la région du Caucase du Nord. Les publications, de manière tendancieuse et en utilisant des techniques de langage agressives, cultivent le rejet et l'hostilité interethnique envers les personnes ayant une histoire migratoire et les personnes originaires de la région du Caucase du Nord.

**La propagation des formes radicales de l'islam.** L'une des menaces les plus importantes est la propagation de formes radicales d'islam dans les régions de la Volga et du Caucase du Nord, ainsi que parmi les populations ayant un passé migratoire. Le Centre de situation enregistre l'activité des prédicateurs radicaux qui propagent des mouvements islamiques non traditionnels sur le territoire de la Fédération de Russie et mènent leurs activités depuis le territoire de la République turque et des pays du Proche-Orient.

En 2024, le Centre de situation a identifié des réseaux de diffusion de littérature islamiste radicale, affectant principalement le territoire de la région de la Volga, du Caucase du Nord et de la Péninsule de Crimée. La source de diffusion de cette littérature est constituée par les prédicateurs radicaux et les organisations de médias dont le centre d'influence se trouve en République turque et au Proche-Orient.

Avec l'aide de modérateurs de Turquie, une influence informationnelle est exercée sur les peuples turcs de la Fédération de Russie dans le but de promouvoir le séparatisme et de construire l'État du « Grand Touran ».

Les sympathisants des organisations susmentionnées collectent systématiquement des fonds. Début 2022, les membres d'organisations extrémistes et terroristes collectaient souvent de l'argent sur des cartes bancaires russes personnelles.

Dans le contexte de l'opposition du gouvernement au financement de telles activités, ce processus devient plus complexe à travers la création de divers portefeuilles de cryptomonnaies. De cette façon, ils espèrent rester anonymes et échapper à la vigilance des forces de l'ordre.

En même temps, l'un des fondateurs de l'organisation terroriste « Nukhrat Palhar Party - " Silver Bulgaria " »\*, qui promeut le séparatisme sur le territoire de la République de Tchouvachie, le néonazi Mikhaïl Orechnikov, a créé sa propre crypto-monnaie.

Les informations collectées sur les formes de financement de ces organisations sont transmises par le Centre de situation aux forces de l'ordre et à Rosfinmonitoring en vue des mesures de réponse ultérieures.

Parallèlement à cela, la Filiale régionale de l'Agence fédérale pour les affaires ethniques pour le District fédéral du Caucase du Nord, la République de Crimée et la ville de Sébastopol a organisé une interaction avec la Filiale régionale du Service fédéral de surveillance financière pour le District fédéral du Caucase du Nord (ci-après la Filiale régionale de Rosfinmonitoring) afin d'intensifier le travail d'identification et de répression des activités destructrices des associations publiques et des leaders d'opinion publique, ainsi que d'obtenir une évaluation objective du niveau de tension sociale dans le District fédéral du Caucase du Nord.

Au premier trimestre 2024, des réunions de travail ont eu lieu avec la direction de la Filiale régionale de Rosfinmonitoring, au cours desquelles les principes de base de l'interaction ont été élaborés.

Dans le cadre de la coopération interagence, depuis février 2024,

48 rapports sur les principaux sujets d'actualité dans les relations interethniques et interreligieuses dans le District fédéral du Caucase du Nord ont été envoyés à la Filiale régionale de Rosfinmonitoring. Ces matériels sont le résultat d'une analyse des données du Système d'information de l'État pour le suivi des relations interethniques et interconfessionnelles et l'alerte précoce des situations de conflit. En moyenne, un rapport contient environ 100 publications.

En outre, des matériels analytiques contenant des prévisions à court et à long terme sur l'apparition de foyers de tensions interethniques sont envoyés chaque semaine à la Filiale régionale de Rosfinmonitoring pour le District fédéral du Caucase du Nord.

Afin d'assurer le niveau nécessaire de contrôle sur l'évolution de la situation, l'algorithme d'interaction développé a permis de construire un système d'information mutuelle pertinente sur les conditions préalables à l'escalade de la situation en utilisant des facteurs nationaux et religieux, les découvertes de tentatives d'organisation de collecte de fonds pour financer des activités terroristes et extrémistes.

Suite aux données présentées, la Commission interagence de lutte contre le financement du terrorisme a bloqué les avoirs de 6 participants du « Comité pour l'indépendance ingouche »<sup>1</sup> (ci-après « le CII ») résidant en Turquie. En outre, le journaliste ingouche Magomed Toriev, le membre du CII, a été inscrit au registre des agents étrangers du Ministère de la Justice de la Fédération de Russie le 15 novembre 2024.

\* Reconnue comme une organisation terroriste et ses activités sont interdites sur le territoire de la Fédération de Russie.

<sup>1</sup> Le Ministère de la Justice de la Fédération de Russie l'a inclus dans la liste des organisations étrangères et internationales dont les activités sont considérées comme indésirables sur le territoire de la Fédération de Russie.

# LUTTE CONTRE LE TERRORISME DANS LE CAUCASE DU NORD : EXPÉRIENCE DE LA FILIALE RÉGIONALE DE ROSFINMONITORING POUR LE DISTRICT FÉDÉRAL DU CAUCASE DU NORD

La lutte contre le terrorisme dans le Caucase du Nord a toujours occupé une place particulière parmi les tâches assignées aux agences gouvernementales dans leur travail d'identification, de répression et d'enquête sur les crimes. L'environnement opérationnel en constante évolution et les typologies entièrement nouvelles imposent la nécessité de développer de nouvelles méthodes pour identifier les individus impliqués dans le terrorisme



## GRIGORI TARANENKO

Représentant de la Filiale régionale de Rosfinmonitoring pour le district fédéral du Caucase du Nord

Le 23 juin 2024, dans les villes de Makhatchkala et Derbent en République du Daghestan, un groupe armé d'individus a attaqué des sites religieux. Ses combattants ont attaqué des églises orthodoxes et des synagogues juives. 46 personnes ont été victimes de leurs méfaits, dont des membres du clergé et des forces de l'ordre (parmi eux, 17 sont décédés).

L'identité des assaillants a été établie par les agences de sécurité avant même l'arrivée des unités spécialisées sur les lieux de l'incident. Le soir même, lors d'une opération antiterroriste (OA), les cinq criminels ont été éliminés.

Dans les premières minutes de l'attaque terroriste, la Filiale régionale de Rosfinmonitoring pour le district fédéral du Caucase du Nord a organisé une interaction opérationnelle avec les agences du Service fédéral de sécurité de l'entité et du district. Sous la coordination de l'Office de lutte contre le financement

du terrorisme, avant même la fin de l'opération antiterroriste, un ensemble de mesures a été pris pour échanger des informations sur les auteurs de l'attaque terroriste, leurs liens financiers et autres.

Après la liquidation des combattants, la tâche principale, menée presque 24 heures sur 24, a été définie comme l'identification rapide des complices des terroristes. Durant les trois jours qui ont suivi cette attaque, dans le cadre d'une enquête financière approfondie, des activités de vérification ont été menées concernant 50 personnes impliquées dans la famille et la base de soutien des combattants, ainsi que contre 17 000 entrepreneurs et personnes morales affiliées aux terroristes.

À la suite d'une série de mesures de vérification, des indices de financement du terrorisme utilisant des comptes et des cartes bancaires, des espèces et des systèmes de transfert sans ouverture de compte ont été identifiés.

En même temps, un degré élevé d'affiliation entre les auteurs de l'attaque terroriste et les structures gouvernementales au niveau municipal a également été révélé.

La typologie des liens entre les terroristes et les représentants du gouvernement a été prise en compte lors de la conduite des recherches supplémentaires visant à identifier les individus associés à des activités terroristes. Les accusés ne répondaient pas aux critères objectifs, comportementaux et financiers préalablement définis, établis dans le but d'identifier les terroristes et les saboteurs. À cet égard, l'ensemble des mesures visant à découvrir les individus susceptibles d'être impliqués dans des activités terroristes a été restructuré en tenant compte de la situation opérationnelle actuelle.



En outre, compte tenu du caractère extraordinaire de l'incident, il a été décidé de prendre des mesures proactives supplémentaires pour identifier les individus impliqués dans des activités terroristes qui ont aidé les auteurs de l'attentat terroriste au Daghestan.

Environ 25 000 habitants de l'un des districts de la République du Daghestan étaient les cibles de l'inspection, ainsi que des personnes constituant un contingent à risque vivant sur le territoire de l'entité.

L'algorithme développé pour identifier ces individus comprend une analyse minutieuse des informations

concernant l'environnement des accusés dans leurs affaires criminelles liées au terrorisme, les résidents de certaines régions et de l'entité dans son ensemble, ainsi que les opérations financières marquées par des codes (classificateurs) du groupe selon les directives de FT/LBC.

En analysant de manière croisée les données contenues dans les bases de données de Rosfinmonitoring, en tenant compte de certains critères objectifs, comportementaux et financiers, des liens financiers communs ont été établis entre les auteurs de l'attentat terroriste et des prédicateurs notoires de l'islam radical vivant à l'étranger (dont Abu Umar Sasitlinsky, Abdullah Kosteksky, Ali Charinsky et d'autres individus impliqués dans des activités terroristes et extrémistes). Selon les données opérationnelles, les individus susmentionnés seraient impliqués dans le recrutement secret de jeunes du district dans les rangs des participants des « cellules dormantes ».

Parallèlement, dans le cadre de travaux supplémentaires, une analyse des opérations financières de plus d'un millier d'habitants de la République du Daghestan parmi le contingent à risque a été réalisée. Il est à noter que dans la période précédant l'attaque terroriste, leur activité financière a été divisée par presque 5.

En conclusion, il convient de noter que les mesures visant à identifier le réseau complice des auteurs de l'attentat terroriste ont permis d'obtenir des résultats significatifs et de stabiliser la situation opérationnelle dans la région.

Sur la base des documents de la Filiale régionale, deux affaires pénales ont été ouvertes contre cinq complices des combattants pour des faits de préparation



d'attentats terroristes et une affaire pénale économique sur le fait de blanchiment de capitaux.

Il convient de noter que les résultats des activités de vérification proactive concernant les liens proches de l'un des terroristes ont été envoyés à l'avance aux forces de l'ordre. Les informations sur les liens des terroristes résidant ou séjournant dans d'autres entités de la Fédération de Russie, identifiées au cours de l'enquête financière, ont été rapidement communiquées aux autres filiales territoriales de Rosfinmonitoring.

Des mesures ont été prises pour geler (bloquer) les avoirs de deux personnes impliquées dans l'attentat terroriste par décision de la Commission interagence de lutte contre le financement du terrorisme.

Grâce aux matériels de la Filiale, la tentative de création d'une « cellule dormante » d'une organisation terroriste internationale en République du Daghestan a été déjouée.

L'un des aspects les plus importants est la réalisation d'un travail complet spécialisé avec les jeunes de la république et du district, afin de réduire les risques de les voir s'impliquer dans des activités terroristes, extrémistes ou autres activités destructrices.



# ***CYBERTERRORISME : DÉFIS ET SOLUTIONS***

---

**65** **SERGUÉI TCHURILOV**  
Éviter que ne se répande la marginalisation numérique chez les jeunes : approches du Centre national d'information sur la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme dans le milieu éducatif et sur Internet

---

**67** **AKHMED BARAKA**  
Terrorisme numérique : comment les technologies modernes contribuent à la montée de l'extrémisme et au financement du terrorisme

---

**70** **GUENRIKH MELIKYAN**  
Propagande du terrorisme sur Internet dans la CEI. Mesures de réponse

---

# ÉVITER QUE NE SE REPANDE LA MARGINALISATION NUMÉRIQUE CHEZ LES JEUNES :

## APPROCHES DU CENTRE NATIONAL D'INFORMATION SUR LA LUTTE CONTRE LE TERRORISME ET L'EXTREMISME DANS LE MILIEU ÉDUCATIF ET SUR INTERNET

Dans les conditions d'une société numérique moderne avec la pénétration massive des ressources d'information dans notre vie quotidienne, le développement d'un travail éducatif compétent avec les jeunes est une question assez aiguë. Il a pour objectif de former une identité civique constructive. En d'autres termes, le travail éducatif dont le travail préventif représente une part importante, sont des outils de socialisation, dont l'opposé est la marginalisation. Dans le processus de marginalisation, une personne peut abandonner des attitudes et des règles apprises auparavant, ainsi que l'utilisation des institutions sociales et des opportunités publiques existantes



**➤ SERGUÉÏ TCHURILOV**  
*Directeur du Centre national d'information sur la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme dans le milieu éducatif et sur Internet (ci-après CNILTI) attaché à l'Institut fédéral de recherche scientifique autonome intitulé « Institut de recherche « Dispositifs informatiques spécialisés pour la sécurité et l'automatisation »*

**D**ans l'espace informationnel moderne, la forme de marginalisation la plus dangereuse est la marginalisation numérique - une transition vers un certain état limite, caractérisé par l'érosion de l'identité civique du citoyen et la perte de compréhension des normes et des valeurs de la société. La perception de l'espace numérique comme étant supposément mal réglementé par le champ législatif actuel peut former une opinion sur la possibilité de commettre des actions illégales sans conséquences correspondantes. En d'autres termes, la marginalisation numérique en tant que forme particulière de marginalisation devient un maillon intermédiaire dans le processus de radicalisation, qui peut être suivi d'une transition vers des actions extrémistes, voire terroristes.

Il convient de noter que le problème le plus difficile est de contrer le travail des recruteurs dans l'espace numérique. Il est important de souligner qu'ils visent principalement

à impliquer dans des activités illégales les représentants des publics cibles suivants: jeunes; personnes en situation de vie difficile; insatisfait de la situation sociopolitique actuelle; personnes ayant de l'expérience dans les opérations militaires, ainsi que ceux qui ont perdu leurs proches dans des conflits militaires. En ce qui concerne le niveau d'éducation, l'étude menée par le CNILTI pour la période 2021-2024 sur les statistiques ouvertes nous a permis de constater que généralement ceux qui sont impliqués dans la commission d'actes illégaux ont un niveau d'enseignement secondaire ou professionnel secondaire.

Outre l'implication directe dans des activités illégales, le problème de la protection des utilisateurs d'Internet, y compris les enfants et les jeunes, contre la fraude est assez aigu. Par exemple, il est important que les spécialistes de la prévention soient conscients des stratagèmes de fraude actuels suivants :

- Prix des blogueurs. Les fraudeurs créent de fausses pages de leaders

d'opinion populaires sur les réseaux sociaux et organisent des tirages au sort (par exemple, des consoles de jeux ou de la monnaie de jeu virtuelle). Pour recevoir le prix, vous devez payer la livraison et fournir vos informations personnelles au gestionnaire, qui est en fait un fraudeur. Le résultat est que le fraudeur accède au compte de l'utilisateur.

- Appel du professeur. Les fraudeurs utilisent des technologies deepfake pour imiter les voix des chefs de classe ou professeurs. Lors d'une communication téléphonique avec l'élève, les fraudeurs lui demandent de mettre à jour son profil dans Sferum et le persuadent de donner le code reçu par SMS. Ce code de confirmation est utilisé pour accéder à un compte sur le portail des Services de l'État et voler des données personnelles.
- Travail pour des « likes ». Les fraudeurs attirent les enfants par le biais de publicités pour un travail rapide et facile. Pour plusieurs réactions (likes) sur différents canaux, ils offrent des récompenses généreuses. Une fois le travail terminé, il peut être demandé à l'utilisateur les coordonnées de sa carte bancaire pour lui transférer de l'argent, et par conséquent, les fraudeurs disposent ainsi des coordonnées bancaires de l'utilisateur.

Dans le cadre du travail de prévention réalisé, qui fait partie intégrante des activités éducatives générales, il est important d'exécuter équitablement les tâches dans les domaines suivants :

- Fournir aux jeunes les outils nécessaires pour se protéger du recrutement et d'autres formes de manipulation destructrices dans l'espace numérique, ainsi que de développer leur esprit critique.
- Démystifier les attitudes et les mythes positifs à l'égard des activités terroristes et extrémistes et démontrer l'impasse de

l'utilisation de méthodes terroristes et extrémistes pour résoudre les problèmes sociopolitiques.

- Améliorer le niveau de connaissances juridiques dans le domaine de la législation antiterroriste et antiextrémiste, ainsi que dans d'autres domaines juridiques dont la connaissance des spécificités est utile dans les aspects appliqués : par exemple, la protection des données personnelles.
- Démystifier les mythes historiques destructeurs répandus dans l'espace informationnel, dont le but est de saper l'identité civile commune et de provoquer un rejet de son état par un citoyen.

La tâche principale de la prévention est de mener des activités de socialisation ininterrompues au niveau systémique pour tous les résidents de notre pays, en mettant l'accent sur les personnes les plus sensibles aux influences destructrices (groupes à risque). En même temps, nous ne devons pas oublier qu'un des facteurs de la marginalisation numérique peut être l'incapacité banale à utiliser les ressources d'information modernes. Par conséquent, le développement des compétences nécessaires pour travailler avec l'espace d'information moderne devient d'une importance cruciale pour garantir la protection de l'espace d'information et de chaque utilisateur.

Au fil des années d'activité, le CNILTI a accumulé une expérience significative dans le domaine de la prévention contre la propagation de la marginalisation numérique et, par conséquent, contre l'implication des jeunes dans des activités illégales :

- Outils prêts à l'emploi pour les spécialistes du travail préventif sous forme de scénarios d'événements, de recommandations méthodologiques et de matériel utile. Par exemple, 4 recueils prêts à l'emploi de scénarios de

prévention générale et ciblée, publiés de 2022 à 2024.

- Programmes de formation de spécialistes et d'apprentissage non seulement du travail préventif, mais aussi de la manière d'établir une communication constructive et harmonieuse avec les jeunes. Par exemple, le cours intensif éducatif panrusse « École des conférenciers », lancé en 2024 et déjà organisé dans 5 régions de Russie avec un total de 359 participants. En 2025, des événements dans le cadre du projet auront lieu dans au moins 9 autres régions du pays.
- Matériels d'information et d'éducation sous forme de cartes et de vidéos accessibles aux jeunes. Parmi ceux-ci, il convient de mentionner les produits de trois de nos projets : la « Fabrique de contenu panrusse « Parallels » pour la formation d'une communauté de jeunes professionnels des médias ; le projet « Show Internet « La récré », où les élèves jouent le rôle d'hôtes et posent des questions difficiles et intéressantes aux experts invités ; et le show Internet panrusse « Réponses », dans laquelle des experts dans différents domaines répondent aux questions des représentants des jeunes.

Il convient donc de noter que la complexité des problèmes soulevés impose la nécessité d'une boîte à outils de solutions multidimensionnelle. Un personnel hautement qualifié dont les compétences sont en constante amélioration, un travail systématique approprié, des outils sous forme de scénarios, de formats et de méthodes de travail qui suivent l'esprit du temps, ainsi qu'un remplissage constant de l'espace d'information avec un contenu constructif, tout ceci réduira considérablement le niveau de marginalisation numérique et, par conséquent, empêchera autant que possible l'implication des citoyens de notre pays dans des activités illégales.

# TERRORISME NUMERIQUE : COMMENT LES TECHNOLOGIES MODERNES CONTRIBUENT A LA MONTEE DE L'EXTREMISME ET AU FINANCEMENT DU TERRORISME



➤ **AKHMED BARAKA**  
Représentant de la cellule de renseignement financier d'Égypte

Les technologies modernes ont non seulement changé nos vies, mais ont également créé de nouveaux défis dans la lutte contre le terrorisme. Les groupes criminels s'adaptent à l'environnement numérique, utilisant les réseaux sociaux pour le recrutement, les cryptomonnaies pour le financement et les cyberattaques pour déstabiliser les sociétés. Pour contrer ces phénomènes, un travail coordonné des structures nationales et une coopération globale entre les pays sont nécessaires

## RÉSEAUX SOCIAUX : UN CHAMP DE BATAILLE NUMÉRIQUE POUR LA RADICALISATION ET LE RECRUTEMENT

Les réseaux sociaux, conçus à l'origine pour rassembler les gens et faciliter le dialogue mondial, sont devenus de puissants outils pour les organisations terroristes. Ces groupes utilisent les réseaux sociaux pour promouvoir et glorifier la violence ainsi que pour recruter des citoyens vulnérables.

### Comment les réseaux sociaux sont-ils utilisés à des fins de radicalisation ?

- Les groupes terroristes produisent des vidéos de propagande de haute qualité, souvent dans un style hollywoodien, pour impressionner le jeune public. Ces vidéos, ainsi que leur message

radical, sont diffusées dans des groupes de discussion cryptés et des forums fermés, ce qui les rend difficiles à détecter pour les forces de l'ordre.

- Par exemple, l'EIIL\* a réussi à recruter des milliers de combattants étrangers grâce à sa présence active sur Internet. Le groupe a utilisé des récits chargés d'émotion, se présentant comme un défenseur des musulmans opprimés, pour attirer des recrues d'Europe, d'Amérique du Nord et d'Asie. De plus, le groupe a « gamifié » le processus de recrutement : ceux qui amenaient de nouveaux membres se voyaient promettre des récompenses et de la reconnaissance.
- Une étude de l'Université George Washington a révélé que 70% des personnes ayant rejoint des

groupes terroristes tels que l'EIIL ont été exposées à du contenu radical sur Internet via les réseaux sociaux. Ces plateformes sont devenues des outils idéaux pour diffuser des idées extrémistes et recruter des citoyens socialement vulnérables.

### Objectif des messagers cryptés

Alors que les principales plateformes ont intensifié leur répression contre les contenus terroristes, les groupes extrémistes se sont tournés vers des applications cryptées avec des canaux privés où les membres peuvent communiquer en toute sécurité, coordonner des attaques et partager des instructions sur la fabrication d'engins explosifs<sup>1</sup>.

<sup>1</sup> Source : <https://www.un.org/securitycouncil/ctc>.

\* Reconnue comme terroriste, ses activités sont interdites sur le territoire de la Fédération de Russie.

## CRYPTOMONNAIE ET TRANSACTIONS INFORMATIQUES : UNE SOURCE CACHÉE DE FINANCEMENT DU TERRORISME

Les systèmes financiers traditionnels sont depuis longtemps soumis à des contrôles visant à prévenir le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme. Cependant, avec les cryptomonnaies, les groupes extrémistes ont acquis une nouvelle façon intraçable de déposer de l'argent.

Pourquoi les cryptomonnaies intéressent-elles les terroristes ?

- Anonymat : contrairement aux virements bancaires, les transactions en cryptomonnaies sont possibles sans révéler votre identité.
- Décentralisation : l'absence d'autorité centrale réglementant les transactions rend difficile pour les agences gouvernementales de geler les avoirs.
- Transactions sans frontières : les cryptomonnaies permettent des transferts d'argent internationaux sans l'intervention des banques, ce qui facilite le financement des transactions mondiales.

### Comment les terroristes utilisent-ils les crypto-monnaies ?

Les groupes terroristes attirent le financement de diverses manières :

- Financement participatif sur le Darknet : des organisations extrémistes mènent des campagnes de collecte de fonds anonymes déguisées en initiatives humanitaires.
- Opacité des transactions avec des mélangeurs de crypto-monnaie : ces services décomposent les transactions en petits morceaux, ce qui rend pratiquement impossible de retracer leur source d'origine.
- Utilisation du bitcoin pour obtenir des rançons : les cyberattaques utilisant des logiciels de rançon, souvent associés à

des organisations terroristes, nécessitent un paiement en bitcoins pour financer davantage leurs activités.

En 2020, le Ministère de la Justice des États-Unis a saisi des millions de dollars en cryptomonnaies liées à Al-Qaïda\* et à l'EILL\*. Cela a confirmé que les monnaies numériques sont un outil important pour financer le terrorisme<sup>2</sup>.

## FINANCEMENT PARTICIPATIF ET FINANCEMENT DU TERRORISME

### Qu'est-ce que le financement participatif ?

Le financement participatif est la pratique consistant à collecter des fonds auprès d'un grand nombre de personnes, notamment via des communautés en ligne, généralement en petits montants pour soutenir une idée, un projet ou une entreprise.

### Comment le financement participatif peut-il être utilisé pour financer le terrorisme ?

Les terroristes et les extrémistes radicaux collectent des fonds par le biais du financement participatif principalement de ces quatre manières :

1. Utilisation abusive d'organisations humanitaires, caritatives et à but non lucratif qui peuvent servir de couverture pour collecter des fonds pour des activités terroristes.
2. Utilisation des plateformes et des sites de financement participatif spécialisés. Le volume et la diversité de leurs opérations rendent difficile la détection des activités illégales.
3. Diffusion d'idées radicales via les réseaux sociaux et les messages, impliquant les utilisateurs dans des campagnes de collecte de fonds spécifiques.
4. Intégration du financement participatif aux actifs virtuels, y

compris l'utilisation de cryptomonnaies anonymes et de services d'amélioration de la confidentialité tels que les mélangeurs de cryptomonnaie et les « laveries ».

Dans la pratique, les organisations terroristes combinent souvent ces méthodes. Par exemple, ils peuvent lancer une campagne sur une plateforme de financement participatif spécialisée, puis faire passer le message sur les réseaux sociaux et lever des fonds sous forme de cryptomonnaies.

La plupart des campagnes de financement participatif sont légales. Malheureusement, le financement participatif, en particulier par donation, est également utilisé pour financer le terrorisme<sup>3</sup>.

## RÔLE DES TECHNOLOGIES DANS LA PLANIFICATION ET L'EXÉCUTION DES ATTAQUES

Les organisations terroristes ne s'appuient plus uniquement sur des méthodes d'attaque traditionnelles. Au lieu de cela, elles utilisent une technologie moderne pour planifier et exécuter des opérations avec une précision sans précédent.

### Utilisation de drones dans des attaques terroristes

Les drones initialement conçus pour un usage commercial et militaire sont réutilisés par les terroristes à des fins de reconnaissance, de contrebande et même d'attaques directes. Des groupes comme l'EILL\* ont modifié des drones grand public pour transporter des engins explosifs, les transformant ainsi en armes télécommandées. Dans les zones de conflit comme la Syrie et l'Irak, les attaques de drones sont devenues une menace mortelle et imprévisible.

<sup>2</sup> Source : <https://www.fatf-gafi.org/publications/methodsandtrends/>.

<sup>3</sup> Source : <https://www.fatf-gafi.org/content/fatf-gafi/en/publications/Methodsandtrends/crowdfunding-for-terrorism-financing.html>.

## Cyberterrorisme : attaques contre les infrastructures critiques

Au lieu de poser des engins explosifs physiques, certains groupes terroristes cherchent à déstabiliser les pays par des cyberattaques. En piratant les réseaux énergétiques, les institutions financières et les systèmes gouvernementaux, les terroristes peuvent provoquer un chaos généralisé sans jamais mettre les pieds sur le champ de bataille.

### 150 pays à travers le monde

ont été touchés par la cyberattaque du « rançongiciel » WannaCry en mai 2017. L'attaque a ciblé des secteurs critiques tels que hôpitaux, banques et institutions gouvernementales et a ainsi provoqué des perturbations majeures dans leurs fonctionnement. Bien que cette attaque ne soit pas directement liée au terrorisme, elle a suscité des inquiétudes quant à l'utilisation potentielle de méthodes similaires par des groupes terroristes à l'avenir<sup>4</sup>.

## Danger des deepfakes créés par l'intelligence artificielle

Une autre menace croissante est la technologie deepfake : des vidéos générées par l'IA qui déforment la réalité. Les organisations terroristes peuvent utiliser des deepfakes pour créer de faux discours de dirigeants mondiaux, incitant à la violence et provoquant la panique des masses. La capacité à fabriquer des preuves vidéo convaincantes représente un sérieux défi pour les services de renseignement<sup>5</sup>.

## STRATÉGIES DE LUTTE CONTRE LE TERRORISME NUMÉRIQUE

Les gouvernements, les entreprises technologiques et les organisations

internationales mettent en œuvre des mesures pour contrer la menace croissante du terrorisme numérique. Présentation des stratégies les plus efficaces :

**1. Renforcement des mesures de cybersécurité.** Les gouvernements investissent dans des outils de surveillance avancés basés sur l'IA. Ils permettent de détecter et de supprimer les contenus extrémistes avant qu'ils ne soient diffusés. Les algorithmes d'apprentissage automatique analysent des quantités massives de données pour identifier les modèles de radicalisation.

**2. Réglementation des cryptomonnaies et des transactions financières.** Les régulateurs financiers insistent sur le resserrement de la politique « Connaissance du client » (Know Your Customer, KYC) et sur le renforcement de la lutte contre le blanchiment de capitaux dans le domaine de la crypto-monnaie. Les grandes bourses sont maintenant tenues de signaler les transactions suspectes, ce qui rend difficile pour les terroristes de transférer anonymement des fonds.

**3. Renforcement de la coopération internationale.** Le terrorisme étant un problème mondial, l'échange de renseignements entre les pays est essentiel. Des organisations telles qu'Interpol et Europol collaborent pour suivre les empreintes numériques des terroristes et démanteler leurs réseaux.

**4. Programmes de sensibilisation du public et de lutte contre la radicalisation.** Il est essentiel de prévenir la radicalisation à un stade précoce. Les gouvernements lancent des campagnes pour contrer les idéologies extrémistes, en recrutant d'anciens extrémistes pour

combattre les opinions radicales. Les réseaux sociaux collaborent également avec les autorités pour promouvoir un contenu positif qui contrecarre les messages extrémistes.

Dans une approche innovante de l'initiative Jigsaw de Google a été développé un système alimenté par l'IA qui redirige les utilisateurs à la recherche de contenu extrémiste vers des ressources de lutte contre la radicalisation, brisant ainsi efficacement le cycle de la radicalisation en ligne<sup>6</sup>.

## CONCLUSION

D'une part, la technologie a révolutionné nos vies, d'autre part, elle a créé de nouveaux défis dans la lutte contre le terrorisme. Les groupes extrémistes se sont adaptés à l'environnement numérique, utilisant les réseaux sociaux pour le recrutement, les cryptomonnaies pour le financement et les cyberattaques pour déstabiliser les sociétés. Toutefois, grâce à une combinaison de mesures de sécurité avancées, de coopération mondiale et d'une sensibilisation accrue du public, les autorités peuvent contrer ces menaces et garantir que la technologie serve le bien plutôt que la destruction.

La lutte contre le terrorisme numérique continue. Des stratégies pertinentes peuvent aider à perturber les réseaux extrémistes et à protéger l'espace numérique contre son utilisation par des criminels.

\* Reconnue comme terroriste, ses activités sont interdites sur le territoire de la Fédération de Russie.

<sup>4</sup> Source : <https://www.csoonline.com/> (Rapports sur la cybersécurité).

<sup>5</sup> Source : [https://www.nato.int/cps/en/natolive/topics\\_77646.htm](https://www.nato.int/cps/en/natolive/topics_77646.htm).

<sup>6</sup> Source : <https://www.interpol.int/en/Crimes/Terrorism>.

# PROPAGANDE DU TERRORISME SUR INTERNET DANS LA CEI. MESURES DE RÉPONSE

L'article examine la transformation des mécanismes d'influence de la propagande sur la population des États membres de la CEI, en tenant compte du développement des technologies de l'information et de la communication. L'attention est attirée sur l'utilisation large et efficace des méthodes et techniques de propagande et d'agitation susmentionnées, attirant de nouveaux adhérents dans ses rangs, ainsi que sur les méthodes de lutte contre les menaces désignées



**GUENRIKH MELIKYAN**

*Chef du groupe du Centre antiterroriste des États membres de la Communauté des États indépendants*

**D**e l'avis général, les menaces terroristes les plus dangereuses dans le monde moderne sont liées à l'utilisation par les organisations terroristes internationales des technologies de l'information et des télécommunications, combinées aux méthodes traditionnelles d'activité terroriste, au recrutement de nouveaux membres et à leur formation au sabotage et aux activités subversives, à la fusion des organisations terroristes internationales avec des groupes

criminels organisés et à une expansion significative de la base de financement externe et interne. Le retour dans leur pays d'origine des combattants qui ont pris part aux activités d'organisations terroristes internationales à l'étranger constitue un danger public accru.

Le CAT de la CEI accorde une attention particulière au problème de la diffusion de contenus terroristes et extrémistes sur Internet et à leur utilisation lors des soi-disant guerres de l'information.

La lutte contre le terrorisme et l'extrémisme ne se limite pas à la détection et à la répression rapides des actes de terrorisme et aux activités extrémistes. Tout aussi importante est la lutte contre les crimes qui créent une sorte d'« infrastructure » pour le terrorisme et l'extrémisme. Cela comprend l'implication dans des organisations terroristes et extrémistes, leur financement et tout autre soutien matériel, ainsi que la propagation des idées terroristes et extrémistes. Les experts remarquent le phénomène d'« auto-recrutement », lorsque les opinions idéologiques des utilisateurs d'Internet se radicalisent fortement sous l'influence de

la propagande diffusée, ce qui amène ces utilisateurs à rechercher activement des contacts avec des représentants de structures extrémistes et terroristes.

L'efficacité de la lutte opérationnelle est sensiblement réduite par le fait que jusqu'à 90% des ressources électroniques à caractère extrémiste sont physiquement situées en dehors du territoire de la Communauté des États indépendants. Pour appeler un chat un chat, une guerre ouverte de l'information est menée contre la Russie et nos États partenaires, la radicalisation de nos citoyens est en grande partie le résultat direct d'influences extérieures. Et ce n'est pas toujours l'empire médiatique de l'État islamique\* qui est à l'origine de cette activité subversive, même si son influence se fait sentir plus fortement aujourd'hui.

Souvent, le recrutement via les réseaux sociaux s'effectue auprès des citoyens de la région d'Asie centrale qui sont en migration de travail dans d'autres pays, y compris la Russie. Les agences de sécurité et les services spéciaux des États membres de la CEI travaillent ensemble pour réprimer ce type de recrutement, ainsi que pour

rechercher les individus qui ont commis des crimes terroristes ou extrémistes mais qui se cachent de la justice sur le territoire d'autres États de la CEI.

Aujourd'hui, nous pouvons parler avec assurance de l'extrémisme, du terrorisme (principalement politique, mené sous couvert d'idées religieuses) et de l'influence destructrice sur la conscience comme étant des événements interconnectés qui forment, précisément dans ce contexte, un phénomène sociologique indépendant. En fait, il y a une augmentation du potentiel d'activité destructrice; elle devient un moyen très efficace de déstabiliser des États entiers et même des sous-régions. Par exemple, Hizb ut-Tahrir\* est une organisation religieuse et politique illégale dont l'idéologie et le but sont de changer l'ordre constitutionnel existant, en remplaçant le bras séculier par un projet religieux et social basé sur l'islam politique. Hizb ut-Tahrir\* ne reconnaît pas le bras séculier officiel, ni le clergé officiel. Les recruteurs du Hizb ut-Tahrir\* sont actifs dans les lieux de culte, les centres d'éducation religieuse et laïque et, bien sûr, dans les zones où vivent des travailleurs migrants dans des colonies compactes, dont la plupart sont des citoyens des États d'Asie centrale de la CEI.

En fait, le terme « guerre de l'information » est directement issu du terme « propagande », qui a désormais acquis une connotation historique négative et est devenu moins couramment utilisé. De nouvelles techniques de pression psychologique et de manipulation sont constamment ajoutées aux méthodes de propagande classique. Afin d'attirer de nouveaux membres, les organisations extrémistes et terroristes utilisent largement des techniques de manipulation



spéciales à toutes les étapes. Grâce à ces mécanismes de persuasion, les psychologues « titulaire » des organisations extrémistes et terroristes recrutent et préparent les sujets dans un délai assez court à commettre un acte terroriste spécifique, ou à une activité à long terme, y compris une activité profondément conspiratrice.

Les activités des organisations terroristes et extrémistes internationales sont étroitement liées au tissu des guerres de l'information modernes, qui, à leur tour, font partie intégrante de ce que l'on appelle les « guerres hybrides ». Leur objectif commun est la déstabilisation politique d'États et de régions entières, la remise en cause de la souveraineté nationale et le changement de l'ordre constitutionnel. Ce problème a déjà dérivé vers la sphère de la sécurité politique.

En conséquence, la configuration et le contenu des mesures de guerre de l'information dans la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme changent radicalement. Ici, la responsabilité conjointe de l'État et des entreprises réside également dans le fait qu'ils développent des technologies et des algorithmes permettant de détecter, de neutraliser et de supprimer rapidement de tels défis, et qu'ils testent leurs idées dans la pratique.

Dans ce contexte, il convient d'intensifier certains domaines de la coopération internationale antiterroriste qui ont prouvé leur efficacité pour les pays membres de la Communauté des États indépendants.

Les documents de programme des États membres de la CEI dans le domaine de la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme orientent les agences de sécurité, les services spéciaux et les forces de l'ordre pour contrer les attaques criminelles dans le domaine de la sécurité de l'information. La protection de l'espace d'information et de communication est considérée par tous les États de la CEI sans exception comme un élément indissociable de la sécurité nationale et de la souveraineté de l'information. Aujourd'hui, cette tâche constitue l'un des domaines clés de l'activité conjointe des agences de sécurité, des services spéciaux et des forces de l'ordre de nos pays.

Les experts soulignent également la nécessité de s'éloigner de l'approche étroite, dite technocratique, lorsque le problème de la sécurité de l'information elle-même est artificiellement réduit aux tâches de protection de l'information.

La sécurité de l'information est, comme on pouvait s'y attendre, liée à la pratique des guerres cognitives

qui se déroulent aujourd'hui dans le domaine de l'information. Il est évident et certain que l'objet des opérations d'information cognitive est à la fois la Russie et les autres États de la CEI.

Les médias russes se sont retrouvés non seulement en première ligne de la guerre de l'information, mais aux avant-postes.

Nous comprenons très bien l'importance de la politique médiatique des États de la CEI. La composante informationnelle des actions des services de l'armée n'est pas moins importante. En même temps, les agences de sécurité, les services spéciaux et les forces de l'ordre des États membres de la CEI se concentrent sur la lutte informationnelle dans le cadre de leur paradigme traditionnel : assurer la sécurité nationale et lutter contre le terrorisme et l'extrémisme.

Les résultats de l'analyse des paramètres qualitatifs des guerres de l'information modernes nous ont permis d'identifier un certain nombre de problèmes qui nécessitent une étude plus approfondie. La plupart d'entre eux sont liés à la substitution des importations de logiciels et à des méthodes spécifiques à utiliser pour mener des événements systémiques comme particuliers sur la guerre de l'information sur Internet dans le contexte de la lutte contre le terrorisme et d'autres manifestations violentes de l'extrémisme. Une tâche indépendante consiste à identifier les aspects méthodologiques communs à diverses opérations et campagnes d'information qui sont susceptibles d'être directement utilisés dans des activités pratiques. En outre, nous voyons clairement le besoin d'une formation complémentaire dans le domaine de la guerre de l'information pour les décideurs, tant au niveau de l'État

que des régions (départementales, d'entreprise).

### Les experts soulignent la nécessité de s'attaquer aux problèmes suivants :

- 1 Identification et discussion des bases scientifiques et techniques appliquées, des développements et des pratiques pour la détection, la surveillance, l'analyse et la mise en œuvre d'événements dans le domaine de l'information et de la guerre psychologique sur Internet.
- 2 Identification des problèmes actuels particuliers au domaine considéré, mais qui n'ont pas encore de solutions appliquées.
- 3 Formation d'un pool d'équipes travaillant dans divers sphères liées au développement de méthodes et de technologies de guerre de l'information et psychologique sur Internet.
- 4 Généralisation et systématisation des développements logiciels et des méthodes spécifiques pouvant être utilisées dans la conduite d'événements systémiques et spécifiques à la guerre de l'information sur Internet dans la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme.

En outre, il semble approprié de mener des recherches et développements pratiques sur les questions les plus urgentes :

- analyse structurelle et comportementale des réseaux sociaux dans l'identification des menaces terroristes ;

- données massives des réseaux sociaux comme base pour identifier les réseaux de diffusion de propagande et prévoir les événements ;
- technologie d'analyse des bases de données obtenues à partir de « l'Internet invisible » sur les individus et les organisations ;
- méthodologie des campagnes pour initier et repousser les attaques informationnelles ;
- détection de l'astroturfing à l'aide de l'analyse du comportement de groupe et de l'originalité du contenu ;
- utilisation de la communauté des joueurs dans les guerres de l'information, etc.

L'organisation de tels événements implique généralement la présence de scientifiques spécialisés dans l'étude de certains aspects de la guerre de l'information et de la sécurité de l'information en général.

L'expérience de la coopération entre les agences de sécurité, les services spéciaux et les forces de l'ordre des États membres de la CEI dans la prévention des actes terroristes impliquant l'utilisation des technologies de l'information et de la communication nous permet de tirer des conclusions importantes.

1. Aujourd'hui, ce n'est pas seulement une défense échelonnée qui est demandée, mais aussi une stratégie offensive qui doit être mise en œuvre aux niveaux stratégique et opérationnel. L'un des éléments fondamentaux d'une telle stratégie est constitué par les concepts nationaux et interétatiques de sécurité de l'information, qui ont déjà été créés et qui sont réalisés avec succès dans la CEI.

2. Dans le contexte du développement des technologies de communication modernes, les initiatives régionales,

nationales et les programmes spéciaux visant à assurer la coopération dans la lutte contre les activités des organisations terroristes et extrémistes présentent le plus grand potentiel réel.

3. Dans la coopération régionale, des tâches spécifiques appliquées sont résolues efficacement précisément au niveau opérationnel, lorsque des algorithmes pour la formation et la réflexion des cybermenaces sont développés, et l'interaction est assurée non seulement entre les systèmes d'information et

de communication de divers États, mais également entre les structures spécialisées qui sont responsables de la sécurité en général.

4. Les autorités compétentes des États de la CEI expriment une position unanime sur la nécessité de renforcer leurs capacités technologiques pour détecter et supprimer les informations terroristes dans les réseaux sociaux, et d'encourager les entreprises informatiques à élaborer des règles qui déterminent la procédure d'identification et de blocage des

matériels liés au terrorisme et à l'extrémisme. Dans les conditions modernes, les questions clés visant à garantir la sécurité nationale et collective doivent être considérées uniquement dans le cadre de la coopération internationale. La lutte contre les activités terroristes et extrémistes ne fait pas exception. De plus, c'est dans ce domaine que les décisions de gestion les plus efficaces se cristallisent.

\* Reconnue comme terroriste, ses activités sont interdites sur le territoire de la Fédération de Russie.

## « BOUCLIER ÉTUDIANT » : ENSEMBLE CONTRE LE TERRORISME



Le CAT de la CEI, en collaboration avec l'Université linguistique d'État de Moscou, a organisé au premier semestre 2025 le cinquième concours international d'initiatives étudiantes dans la lutte contre l'idéologie du terrorisme « Bouclier étudiant - 2025 ».

Les initiatives sont évaluées par un jury international dans quatre catégories.

Les jeunes de moins de 30 ans sont invités à participer. Les inscriptions sont possibles jusqu'au 30 avril 2025.

En savoir plus





# *TRIBUNE DES JEUNES SPECIALISTES*

---

**75** **AMINE RAUFI**

Coopération dans l'intérêt de la sécurité internationale

---

**77** **GUERMAN LYUBATUROV**

Les listes de terroristes et d'extrémistes comme outil efficace pour lutter contre les activités destructrices

---

# COOPÉRATION DANS L'INTERET DE LA SÉCURITÉ INTERNATIONALE

Les questions de sécurité sont importantes pour l'ordre mondial et l'avenir de l'humanité. La sécurité mondiale dépend des efforts collectifs déployés pour contrer les menaces qui dépassent la souveraineté des États. Si les menaces individuelles nécessitent une action conjointe, tout pays a le pouvoir, en vertu du droit international, d'agir de manière indépendante dans son intérêt national. La souveraineté est d'une grande importance. Mais lorsqu'elle est utilisée comme outil de pression, elle devient souvent un obstacle à la prise de mesures efficaces



**AMINE RAUFI**  
Étudiant diplômé au Département  
de droit international public de  
l'Université de Téhéran

**D**ans le monde de plus en plus interconnecté d'aujourd'hui, la sécurité est garantie par une coopération pleinement conforme à l'État de droit, ce qui est extrêmement important. En fait, les pratiques collaboratives positives deviennent une force du bien, empêchant l'État de sombrer dans le chaos. Dans ce contexte, la coopération entre les entités de droit international devient non seulement un choix stratégique, mais un instrument nécessaire pour assurer la paix, la sécurité et la stabilité tant au niveau régional qu'international.

L'Organisation des Nations Unies (ONU), en tant qu'institution internationale globale, joue un rôle de premier plan dans le maintien de la paix et de la sécurité dans le monde. Pour lutter contre le terrorisme sous toutes ses formes, l'ONU accomplit sa mission par le biais de la coopération internationale, de la diplomatie et de la médiation. La codification des instruments internationaux de lutte contre le terrorisme international au sein du système des Nations Unies démontre clairement l'importance de cette lutte contre les activités terroristes pour la communauté internationale.

En tant qu'une des organisations les plus expérimentées dans la lutte contre le crime organisé, l'ONU s'occupe également des questions de lutte contre le blanchiment de capitaux, l'une des principales causes de l'instabilité financière des États. Outre les résolutions pertinentes adoptées par l'Assemblée générale et le Conseil de sécurité, l'ONU exerce ses pouvoirs, entre autres, par le biais du Programme mondial contre le blanchiment de capitaux (PMBC). Cette initiative vise à fournir une assistance technique aux États membres dans la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme (LBC/FT) en utilisant les outils pertinents des Nations Unies, conformément aux normes internationalement reconnues. L'ONU cherche ainsi à doter les États des outils nécessaires et à renforcer leur capacité à mener à bien efficacement leurs tâches dans la LBC/FT.

Face à l'augmentation des crimes financiers, la communauté internationale prend conscience de la nécessité urgente de créer un organisme d'élaboration de politiques spécialisé qui servirait de point d'appui aux efforts mondiaux

de LBC/FT. Le Groupe d'action financière (GAFI), organisme international de normalisation en matière de LBC/FT, s'acquiesce de sa mission en aidant les États à élaborer leurs cadres juridiques de LBC/FT et à réviser les lois et réglementations pertinentes. En particulier, la recommandation 40 du GAFI stipule : « Les États doivent veiller à ce que les autorités compétentes puissent coopérer rapidement, de manière constructive et efficace avec le plus large éventail possible dans la lutte contre le blanchiment de capitaux, les infractions connexes et le financement du terrorisme ». La coopération internationale est d'une importance primordiale, et le GAFI souligne cette importance, que ce soit par le biais de l'entraide judiciaire, d'accords bilatéraux/multilatéraux, ou du partage d'informations entre les cellules de renseignement financier (CRF) étrangères équivalentes. Il convient de noter que tous les mécanismes facilitant l'échange rapide d'informations doivent, d'une part, respecter la législation des États participant au processus et, d'autre part, garantir que les criminels ne puissent pas profiter de l'incohérence des dispositions entre les juridictions pour atteindre leurs objectifs. En outre, l'échange de meilleures pratiques et de stratégies contribue à l'élaboration de politiques efficaces en matière de lutte contre la criminalité financière.

Malgré l'importance du niveau international, il faut également comprendre les avantages du développement d'une coopération régionale étroite. Compte tenu

des spécificités du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme, cela devient un facteur clé de l'efficacité des mesures de LBC/FT. Les mécanismes régionaux, en tant qu'élément intégral d'un régime efficace de LBC/FT, permettent aux responsables des pays de la région de discuter de problèmes spécifiques et de trouver des solutions à des questions complexes de LBC/FT. L'importance des mécanismes régionaux est fixée par le Chapitre VIII de la Charte des Nations Unies, qui appelle les États membres de l'ONU à établir de tels mécanismes et à traiter des questions liées au maintien de la paix et de la sécurité internationales, éventuellement au niveau régional, à condition que ces mécanismes et les activités des organisations soient conformes aux buts et principes de l'ONU. Dans le contexte de l'impact significatif de la coopération régionale sur la garantie de la sécurité internationale et conformément aux objectifs et principes susmentionnés, les organismes régionaux de type GAFI (ORTG) forment un vaste réseau pour la lutte active contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme. Les ORTG supervisent également les activités de LBC/FT dans le monde entier et encouragent l'application des normes internationales de LBC/FT. Conscients de l'importance de maintenir la sécurité économique dans la région, les ORTG cherchent à contrer efficacement les menaces qui pèsent sur les systèmes financiers par le biais d'initiatives régionales. La criminalité financière à grande échelle menace d'avoir des conséquences dévastatrices pour

des millions de personnes et pour l'intégration économique mondiale, et les initiatives régionales peuvent renforcer la sécurité économique et financière conformément aux stratégies et priorités nationales. Les approches régionales globales en matière de sécurité peuvent jouer un rôle décisif dans la protection de la sécurité internationale.

Il convient donc de souligner une fois de plus que la lutte contre les menaces modernes, qui sont intrinsèquement interconnectées, doit être collective. En conséquence, outre d'autres entités de droit international, les organisations internationales et régionales ont une responsabilité particulière. Dans ce contexte, la région agit comme un acteur intermédiaire effectuant des tâches au niveau international. À proprement parler, les initiatives régionales visent principalement à aider le système international à créer des mécanismes durables et à renforcer la stabilité. Ils sont capables de combler le fossé entre les intérêts nationaux et les objectifs mondiaux, garantissant de cette façon la sécurité internationale. Ainsi, la sécurité mondiale n'est pas la responsabilité d'un seul État ou d'une seule entité, mais un impératif collectif qui exige une coopération constante. Malgré tous les défis, la coopération reste le seul moyen de résoudre les problèmes de la communauté mondiale et peut conduire à des changements positifs radicaux. À notre époque de risque et d'interconnexion, le choix est clair : la coopération.

# LES LISTES DE TERRORISTES ET D'EXTREMISTES COMME OUTIL EFFICACE POUR LUTTER CONTRE LES ACTIVITES DESTRUCTRICES

L'extrémisme (du latin « extremum ») et le terrorisme (du latin « timor ») sont les formes les plus dangereuses d'activité destructrice dans la société, elles se manifestent principalement par l'usage de la force, l'agression, l'incitation à la haine pour divers motifs, etc. Ces phénomènes créent une menace accrue de destruction des fondements de l'ordre constitutionnel et le risque de porter atteinte à la sécurité publique et à l'ordre public, pour ces raisons la lutte contre l'activité extrémiste et le terrorisme est l'un des principaux objectifs des forces de l'ordre de tout État



**➤ GUERMAN LYUBATUROV**  
*Représentant de la Filiale régionale du Service fédéral de surveillance financière pour le District fédéral central*

**L**a Fédération de Russie, confrontée à de graves menaces de terrorisme et d'extrémisme depuis le début du XXI<sup>e</sup> siècle, élabore et améliore activement les mesures visant à lutter contre le financement de phénomènes destructeurs

extrêmes. Les éléments importants de cette lutte sont les actes législatifs, la coopération internationale, ainsi que les institutions et mécanismes spécialisés dans la surveillance et la répression des canaux financiers des terroristes et des extrémistes.

L'une des mesures utilisées pour lutter contre ces activités illicites, y compris dans la lutte contre leur financement en Fédération de Russie, est la tenue de listes de terroristes et d'extrémistes. La figure 2 montre un schéma de l'organisation et de l'actualisation permanente, dans la Fédération de Russie, de listes d'organisations, d'individus et de matériels, afin de lutter contre les activités extrémistes et (ou) le terrorisme.

Chacune de ces listes vise différents aspects du contrôle et de la lutte contre les activités terroristes et extrémistes, ce qui fournit aux autorités compétentes divers outils pour assurer la sécurité et le respect de la législation de la Fédération de Russie.

Par exemple, la « Liste des associations publiques et des organisations religieuses à l'égard desquelles un tribunal a rendu une décision entrée en vigueur pour liquider ou interdire leurs activités » vise à prévenir complètement les activités illégales, car une organisation incluse dans cette liste par décision de justice est liquidée ou ses activités sont soumises à une interdiction. En conséquence, toute interaction, coopération et soutien à cette organisation est passible de sanctions pénales.

La « Liste fédérale des matériels extrémistes » vise à limiter la diffusion de matériels susceptibles de causer de graves dommages psychologiques et moraux aux citoyens du pays.

Il est important de noter les raisons des différences entre cette liste et la « Liste des associations publiques et des organisations religieuses » ainsi que la « Liste des organisations et des individus à l'égard desquels il existe des informations sur leur

implication dans des activités extrémistes ou terroristes » (ci-après la « Liste de Rosfinmonitoring des terroristes et des extrémistes»), dont le Service fédéral de surveillance financière est directement responsable du remplissage.

Dans ces cas, les supports d'information sont reconnus comme extrémistes : articles, dépliants, brochures, livres, numéros de journaux, etc. Dans cette liste, il n'y a aucun lien avec les auteurs des supports, car pour certaines publications d'information, il est difficile de trouver leurs véritables auteurs, bénéficiaires et distributeurs, c'est pourquoi cette liste contient un grand nombre d'entrées (5456 supports en février 2025).

Un autre instrument de répression des activités destructrices dans la Fédération de Russie est la « Liste des organisations non gouvernementales étrangères et internationales dont les activités sont reconnues comme indésirables sur le territoire de la Fédération de Russie ».

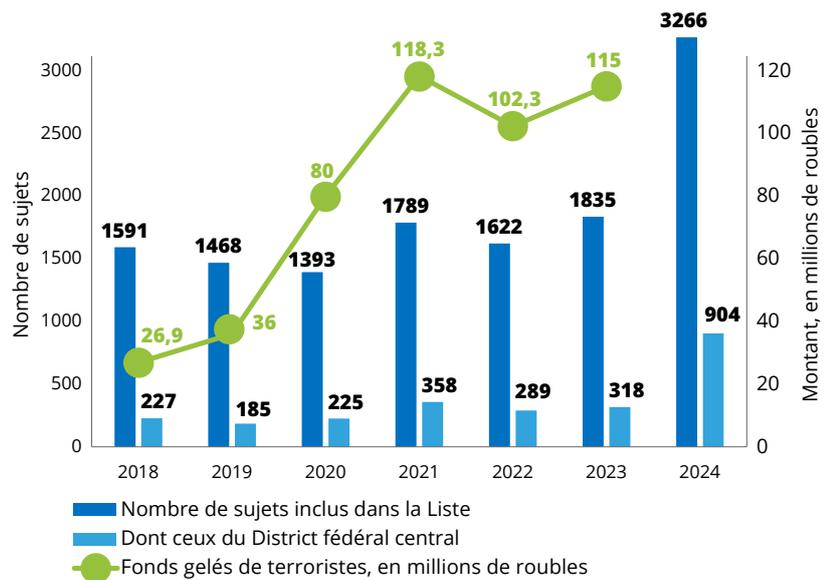
Cette liste comprend uniquement les organisations non gouvernementales étrangères et internationales dont les activités constituent une menace pour les fondements de l'ordre constitutionnel, la capacité de défense du pays ou la sécurité de la Fédération de Russie.

Les principales différences avec les listes ci-dessus sont liées au fait que ce catalogue se concentre sur les organisations d'autres pays et comprend des organisations soupçonnées de mener des activités contraires aux intérêts de la Russie, mais qui n'ont pas nécessairement fait l'objet de procédures judiciaires sur le territoire de la Fédération de Russie.

L'inclusion de cette liste dans un catalogue distinct met l'accent sur l'aspect international et permet à

**● Comme le montrent les données fournies, au cours des cinq dernières années, le nombre d'individus et d'organisations inclus dans la Liste de Rosfinmonitoring a augmenté progressivement, ce qui est dû à la croissance du nombre de crimes terroristes et extrémistes enregistrés dans la Fédération de Russie (Fig. 1).**

► **Fig. 1. Indicateurs statistiques de la Liste de Rosfinmonitoring des terroristes et des extrémistes**



l'État de contrôler efficacement l'influence des entités étrangères sur la politique intérieure.

En ce qui concerne les différences entre une organisation extrémiste et une organisation indésirable, elles sont principalement liées à la nature et aux caractéristiques de leurs activités, ainsi qu'aux mesures qui peuvent être prises à leur encontre.

Le principal écart entre une organisation extrémiste et une organisation indésirable est que la première est caractérisée par une idéologie radicale et constitue souvent une menace pour la sécurité, tandis que la seconde peut être déclarée indésirable en raison d'un large éventail d'activités pas nécessairement liées à l'extrémisme, mais reconnues comme défavorables aux intérêts nationaux.

Lorsqu'on examine plus en détail l'un des principaux instruments de Rosfinmonitoring – la Liste des terroristes et des extrémistes – il est nécessaire d'analyser ses caractéristiques.

Cette Liste est utilisée principalement dans le but de répondre rapidement aux risques et menaces émergents, car elle inclut, entre autres, les organisations et les individus avant même qu'une décision de justice ne soit rendue sur leur culpabilité dans la commission d'une infraction particulière, sans qu'il soit nécessaire de passer par des procédures judiciaires formelles, qui peuvent prendre du temps.

Les motifs d'inscription des personnes physiques et morales sur la Liste de Rosfinmonitoring sont établis par la partie 2.1 de l'article 6

de la loi fédérale n° 115 « Sur la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme ».

Considérant la Liste de Rosfinmonitoring comme l'un des instruments efficaces de lutte contre le financement du terrorisme et de l'extrémisme dans la Fédération de Russie, il est nécessaire d'analyser les données statistiques présentées dans la Figure 1.

De même, en examinant la composition et la structure de la Liste des terroristes et des extrémistes par principe territorial, on observe une coïncidence des tendances dans le changement quantitatif des sujets du District fédéral central (ci-après « DFC ») inclus dans la Liste.

Durant les périodes d'augmentation ou de diminution du nombre d'entités inscrites sur la Liste, le nombre d'entités inscrites directement

dans le DFC évolue en fonction des tendances générales.

La part des entités inclus dans la liste de Rosfinmonitoring des terroristes et des extrémistes dans le DFC par rapport au nombre total inclus dans la Liste est en moyenne de 17% pour la période examinée (de 12% à 28%).

Les faits ci-dessus indiquent une coïncidence des tendances dans l'évolution des risques et des menaces de nature terroriste et extrémiste dans le DFC et dans tout le pays.

Le District fédéral central est le reflet de la situation opérationnelle et de la répartition des risques à l'échelle de la Fédération de Russie en raison de la concentration d'une grande quantité de ressources financières et humaines dans la région de Moscou, ainsi que de la présence d'entités frontalières près de la zone de combat.

En concluant après l'examen des listes terroristes et extrémistes en tant qu'un des outils efficaces pour contrer les activités susmentionnées, il convient de noter que la nécessité de les différencier par types, mesures et direction de contrôle est due à la différence des objectifs et des approches dans la lutte contre divers aspects des activités terroristes et extrémistes.

Le partage de ces listes fournit aux forces de l'ordre, aux autorités exécutives et aux autres agences gouvernementales des outils pour maintenir la sécurité, faire respecter la loi et protéger les intérêts nationaux. Il est important de prendre en compte que chacun de ces mécanismes a son propre rôle unique pour assurer la sécurité et la stabilité de la société.

► Fig. 2.



► **MOSCOU : UNE RÉUNION DE TRAVAIL A EU LIEU ENTRE ROSFINMONITORING ET LA DÉLÉGATION DU COMITÉ EXÉCUTIF DE LA STRUCTURE REGIONALE ANTITERRORISTE DE L'OCS**



Le secrétaire d'État et directeur adjoint de Rosfinmonitoring, Guerman Neglyad, a souligné le haut niveau de coopération entre les cellules de renseignement financier de la Russie et la Structure régionale antiterroriste (RATS) de l'OCS dans la lutte contre le financement du terrorisme et de l'extrémisme. Le directeur de la RATS de l'OCS, Ularbek Charcheev, a remarqué la contribution de la partie russe au travail de la structure qu'il dirige, désignant l'importance de coordonner les efforts communs des États membres pour lutter avec succès contre les nouveaux défis et menaces qui pèsent sur l'OCS.

► **VIENNE : RÉUNION DU GROUPE D'EXPERTS SUR LA LUTTE CONTRE LE FINANCEMENT DE LA PROLIFÉRATION DES ARMES DE DESTRUCTION MASSIVE (FP)**

La réunion s'est tenue sous les auspices de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, dans le cadre du Programme mondial contre le blanchiment de capitaux, le produit du crime et le financement du terrorisme. Les participants ont discuté des questions de coopération interministérielle, de nouvelles typologies, d'évaluations nationales des risques, de mécanismes internationaux de prévention des réseaux de FP et d'autres sujets.



► **BANGKOK : RÉUNION RÉGIONALE ASIE-PACIFIQUE AFIN DE PRÉPARER LE 15E CONGRES DES NATIONS UNIES POUR LA PREVENTION DU CRIME ET LA JUSTICE PENALE**

L'événement s'est tenu à la Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie et le Pacifique (CESAP) avec la participation de représentants des ministères et départements concernés de plus de 20 pays, y compris Rosfinmonitoring. Les employés

de Rosfinmonitoring ont présenté les derniers changements législatifs dans le système de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme en Fédération de Russie, les meilleures pratiques de lutte contre le blanchiment de capitaux,



ainsi que l'expérience dans l'identification de nouvelles méthodes et techniques de financement du terrorisme. Les participants à la réunion ont souligné l'importance d'un travail conjoint des pays pour identifier les réseaux mondiaux de financement du terrorisme et lutter contre cette menace globale.

► ***MINSK : SÉMINAIRE POUR LES ÉTATS MEMBRES DU GROUPE EURASIE (EAG) SUR LES NORMES DU GROUPE D'ACTION FINANCIÈRE (GAFI)***



Le séminaire a été organisé par le Secrétariat de l'EAG et le Département de surveillance financière du Comité du contrôle de l'État de la République de Biélorussie. Ce séminaire vise à développer une compréhension plus approfondie des normes du GAFI et des spécificités de leur mise en œuvre dans les États membres du Groupe Eurasie, ainsi qu'à préparer un groupe d'évaluateurs experts.



# CONSEIL DE RÉDACTION



**Président du comité éditorial**  
Youri Tchihantchine



**Vice-président du comité éditorial**  
Vladimir Ovtchinnikov



**Vice-président du comité éditorial**  
Guerman Neglyade



**Rédacteur en chef**  
Irina Riazanova

## MEMBRES DU CONSEIL DE RÉDACTION



Galina Bobrycheva



Ievgueni Guileta



Ivan Kornev



Oleg Krylov



Anton Lisitsyn



Alexeï Petrenko



Sergueï Tétéroukov



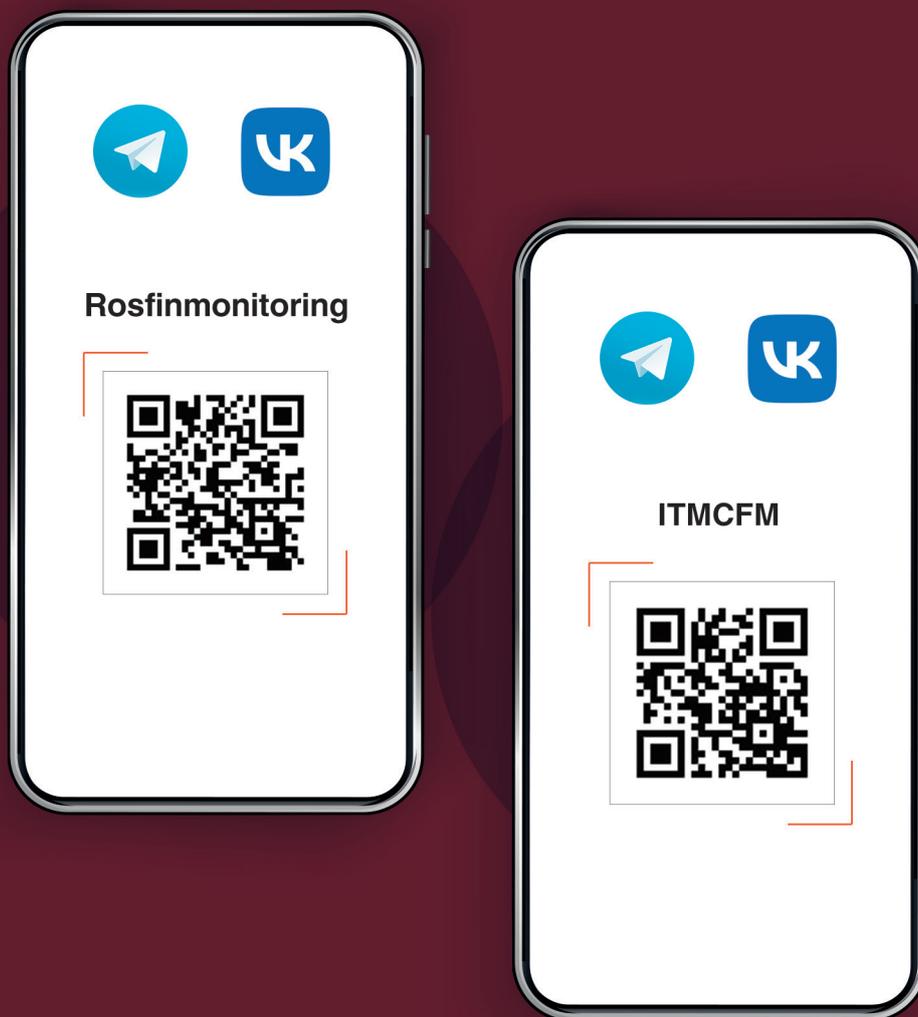
Ivan Uvarov



Marina Chemiakina



# Rosfinmonitoring et l'ITMCFM sur Telegram et VKontakte



## Édition

Organisation autonome à but non lucratif  
Centre international de formation et de méthodologie pour la surveillance financière

31, ruelle Staromonetny, bâtiment 1, 119017 Moscou

E-mail : [info@mumcfm.ru](mailto:info@mumcfm.ru)

Tirage : 600 exemplaires.

Les opinions des rédacteurs ne coïncident pas nécessairement avec celles des auteurs.

ITMCFM  
2025